

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'IDÉE
DE
L'AUTARCHIE
ÉCONOMIQUE

(Étude d'Histoire des Doctrines)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

*présentée et soutenue le Jeudi 4 Décembre 1924, à 4 heures

PAR

JERZY NOWAK

Diplômé de l'École supérieure de Commerce de Varsovie

Président : M. Charles RIST, professeur

Suffragants : MM. DESCHAMPS, professeur

OUALID, professeur

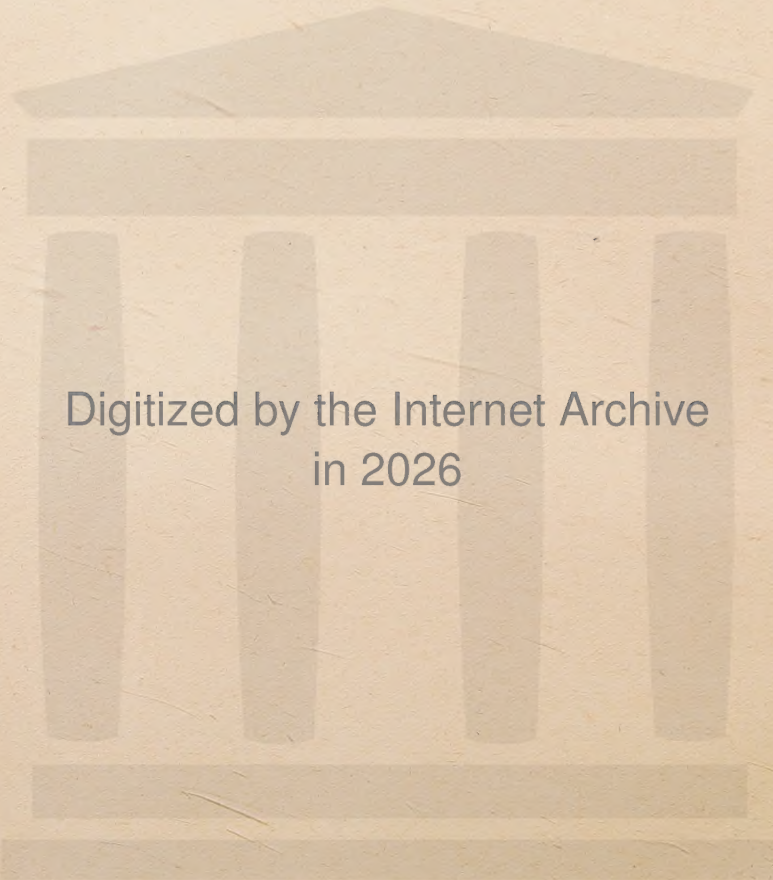
PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

1925

L'IDÉE
DE
L'AUTARCHIE
ÉCONOMIQUE
(Étude d'Histoire des Doctrines)



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552827_0017

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'IDÉE
DE
L'AUTARCHIE
ÉCONOMIQUE

(Étude d'Histoire des Doctrines)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le Jeudi 4 Décembre 1924, à 4 heures

PAR

JERZY NOWAK

Diplômé de l'École supérieure de Commerce de Varsovie

Président : M. Charles RIST, professeur

Suffragants : MM. DESCHAMPS, professeur
OUALID, professeur

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

1925



TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	3
I. — L'idée de l'autarchie économique et la politique mercantiliste	13
II. — Les idées des économistes du XVIII ^e siècle en ma- tière d'échanges internationaux	55
Les Physiocrates	55
Adam Smith	67
Jean Gottlieb Fichte	72
III. — L'idée de l'autarchie économique chez les protec- tionnistes français du XIX ^e et XX ^e siècle	79
CONCLUSION	139
BIBLIOGRAPHIE	143

INTRODUCTION

Il n'est pas difficile de démontrer aujourd'hui l'existence d'un état de dépendance réciproque entre les différentes nations civilisées. Chaque Etat, dès sa formation, a dû renoncer peu à peu, au cours de l'histoire, à son isolement superbe. La cause la plus profonde de ce fait réside dans l'instinct même de l'homme. Par une impulsion naturelle il est poussé à agrandir incessamment son bien-être, ce qui se manifeste par l'accroissement et la différenciation constante de ses besoins. Mais les dons de la nature ne sont pas également répartis entre toutes les nations. « Autant qu'il y a de divers climats, régions et contrées, disait Sully à son roi, autant, semble-t-il, que Dieu les aye voulu diversement faire abonder en certaines propriétés, commoditez, denrées, matières, arts et mestiers spéciaux et particuliers... »

Poussés par leur instinct les hommes habitant les diverses contrées de la terre entrent en relations mutuelles d'échange pour satisfaire à leurs besoins.

C'est ainsi que s'établissent les relations commerciales et les rapports de plus en plus multiples et réguliers entre les diverses nations. On est en présence du phénomène de la division internationale du travail.

La division internationale du travail produit les mêmes effets que la division individuelle du travail : elle place les nations comme elle place les individus, en état de dépendance les uns vis-à-vis des autres. Celui qui va chercher chez les autres des denrées nécessaires à ses besoins, se place en état de dépendance vis-à-vis d'eux tout comme celui qui cherche des débouchés pour ses marchandises qu'il produit

en vue de les échanger contre celles dont il a besoin. On appelle ce phénomène l'interdépendance économique.

Mais ce n'est pas seulement la dépendance réciproque qui résulte de la division du travail. Il se crée en même temps une solidarité entre les peuples autant qu'entre les individus. On a constaté qu'un des effets sociaux de la division du travail est de lier les hommes de plus en plus intimement. « En entremêlant leurs fins d'un bout à l'autre de leur vie, elle rappelle chaque jour à chacun d'eux qu'il ne suffit pas à lui-même ; elle l'habitue à se concerter avec les autres, à régler son activité en fonction de leur activité ; en un mot, à tout instant elle renouvelle dans son âme le sentiment qu'il est une partie d'un tout et que son bien dépend de ce tout comme le bien de ce tout dépend de lui ». (1)

Mais M. Bouglé, ayant admis que la division du travail ne se développe pas dans un groupe donné sans convier ou obliger incessamment les hommes à respecter leurs devoirs de solidarité, fait aussitôt observer que cet effet peut se produire d'une façon idéale là seulement où les relations restent directes et d'homme à homme.

« Mais quand ces relations se distendent, quand on travaille les uns pour les autres sans se toucher et sans se voir, l'effet moral peut-il être le même ? » (2)

Et si nous nous transportons dans le domaine de la division du travail dans les relations internationales, il nous serait aisé d'observer combien sont multiples toutes les difficultés qui empêchent l'éclosion du sentiment de la solidarité entre les peuples. C'est dans les relations internationales, que « partout les rapports concrets sont remplacés par des rap-

(1) C. Bouglé, en parlant de la « solidarité subjective » que M. Durkheim fait découler de la division du travail. *Qu'est-ce que la sociologie ?* Paris, 1921, p. 133.

(2) *Ibid.*, p. 141.

ports impersonnels et comme abstraits ». Or, cette communauté d'intérêts inévitable de facto n'est pas encore adoptée par les nations civilisées comme un principe général et comme une règle de leur politique.

D'autre part l'inévitable dépendance réciproque des nations unies par la division du travail, doit nécessairement conduire les Etats, ayant besoin les uns des autres, au point de vue économique, à renoncer à leur indépendance absolue et à une politique découlant directement de leur intérêt égoïste et immédiat. Les intérêts égoïstes des nations particulières se trouvent en sorte limités par l'intérêt général. D'où la nécessité de concessions.

« Du moment où les Etats entretiennent des relations mutuelles, écrit M. Dupuis, ils ont des intérêts communs et des intérêts contraires. Il leur faut ajuster ces intérêts, fixer les mesures propres à satisfaire et à développer les intérêts communs, à concilier les intérêts contraires ». (3)

Or, cette dépendance économique réciproque des nations a apparu dans tous les temps à certains économistes et hommes d'Etat comme dangereuse pour les intérêts nationaux. On était instinctivement tenté d'exagérer la dépendance économique de sa nation envers les autres, on craignait que cette dépendance n'entraînât forcément la perte de son indépendance politique. On croyait que la nation n'a qu'un seul moyen pour éviter ce danger. Elle doit concentrer tous ces efforts afin de se suffire à elle-même au point de vue économique. Elle doit renoncer à la division internationale du travail. Elle doit réaliser son autonomie économique si elle ne veut pas mettre en péril son indépendance politique.

Voilà l'idée de l'autarchie économique mise,

(3) Dupuis, *Le Droit des gens et les rapports des grandes puissances avec les autres Etats*, Paris, 1921, p. 76.

semble-t-il, à sa juste place parmi les autres idées concernant l'organisation des relations internationales. Elle ne cessera de l'occuper qu'au moment où la conviction sera générale qu'il ne peut être donné satisfaction aux aspirations et aux besoins de la vie humaine que par le travail solidaire de tous les peuples composant la communauté internationale.

*
* *

Si l'on parcourt cet immense domaine qu'est l'histoire des doctrines économiques, on constate que l'idée de l'autarchie économique comptait de très nombreux partisans parmi les économistes et hommes d'Etat.

Le mot « autarchie » a été forgé tout récemment, mais l'idée qu'il exprime est très ancienne, aussi ancienne que le protectionnisme douanier lui-même. Elle est liée intimement avec lui et donne aux protectionnistes un des plus importants arguments.

On a fourni de cette idée des réfutations nombreuses. Le développement de la vie économique des nations désapprouve cette conception d'une manière tranchante. Les données statistiques concernant les échanges internationaux ne relèvent nulle part jusqu'ici l'existence d'un pays où les importations, soit de toutes, soit de certaines catégories de produits, tendraient vers zéro.

Les divers résultats statistiques obtenus pour les divers pays démontrent d'une façon évidente combien est éloignée de la réalité la conception de l'autarchie économique. (4)

Mais défendable ou non, cette idée existe et a le

(4) Voir à ce sujet une intéressante thèse de M. Georges Danos sur « *L'idée de l'autarchie économique et les statistiques du commerce extérieur* », Paris, 1921.

droit d'être examinée comme tout autre fait existant. A notre avis, il ne serait peut-être pas négligeable de passer en revue son développement dans un exposé historique. Il ne serait peut-être pas sans utilité d'examiner comment la question de l'autarchie économique s'est posée en France, pays riche en doctrines économiques diverses et en dons de la nature servant diversement aux besoins de sa population.

Les difficultés que nous avons rencontrées en poursuivant notre étude ont été parfois assez sérieuses. L'abondance et la diversité des sources, où nous avons puisé, rendaient le sujet très complexe. Il existe un nombre considérable de publications, où l'idée de l'autarchie économique est exposée, critiquée, ou seulement suggérée, mais il n'existe pas d'histoire complète de l'évolution de cette idée présentant un tableau d'ensemble depuis les origines jusqu'à nos jours. Nous nous sommes proposés de suppléer à cette lacune.

La définition de l'autarchie économique exige quelques observations. M. Charles Rist dit que « l'autarchie économique dans ses conséquences logiques est un état qui limite une nation aux seules ressources que le hasard de la nature lui fournit et réduit au minimum sa participation à celles que possède le reste du monde ». (5)

C'est-à-dire qu'une nation ou qu'un Etat sont autarchiques, s'ils sont en mesure d'assurer à eux seuls les moyens de satisfaire à tous les besoins de leurs habitants par le développement de leurs propres forces productives. Une telle situation doit se traduire par la limitation jusqu'au minimum des importations des produits étrangers. Selon les théories, jusqu'ici irréfutables du commerce international exposées par les économistes classiques, chaque diminution générale des importations doit nécessai-

(5) Gide et Rist, *Histoire des doctrines économiques*, Paris, 1913, p. 333.

rement entraîner la diminution proportionnelle des exportations. De sorte que si l'on s'efforce de réserver le marché intérieur à la production nationale exclusivement, en repoussant tout produit étranger, il faut en même temps renoncer à tout commerce d'exportation. Or, un territoire gagné par l'autarchie économique arrive par ce fait à être isolé du monde.

Mais les motifs d'ordre historique, c'est-à-dire la manière dont le problème a été en fait posé et traité par tous ceux qui l'examinaient au cours de l'évolution des doctrines économiques, nous contraignent à ne considérer cette perte inévitable des débouchés extérieurs, que comme une conséquence naturelle de l'autarchie économique.

En effet, nous verrons au cours de notre étude qu'il y a eu des partisans nombreux d'une politique des portes fermées à l'entrée des marchandises étrangères, mais stimulant en même temps le commerce d'exportation. Cela nous semble aujourd'hui une erreur grossière. Cependant, c'était bien là la conviction des partisans de l'autarchie économique, ils n'ont seulement pas prévu toutes les conséquences logiques d'un tel état.

Il est certain que ce sont ces considérations mêmes, qui suggérèrent à M. Danos la définition suivante de l'autarchie économique dans ses grandes lignes.

« Serait autarchique l'Etat ou le groupe d'Etats qui, grâce à son territoire étendu et à ses colonies, au développement de son industrie et de son agriculture, à l'abondance de ses matières premières de toutes sortes, serait en mesure d'assurer, par ses propres productions, la satisfaction des besoins les plus variés de ses habitants ; les marchés étrangers restant ouverts aux richesses non susceptibles d'être consommées sur son territoire ». (6)

(6) *Op. cit.*, p. XVII.

Cette définition ne nous paraît pas heureuse et exacte. Nous pouvons objecter qu'il y a cependant eu des économistes qui se sont bien aperçus que l'idée posée de cette façon manque de logique. Ils entrevoyaient la conséquence inévitable d'une politique consistant à fermer les frontières aux importations. Malgré cela ils professaient l'idée de l'autarchie économique avec toutes ses conséquences. La diminution jusqu'au minimum du commerce extérieur, la renonciation complète aux débouchés étrangers leur apparaissaient comme un bienfait pour le développement de l'économie nationale, et comme une garantie de la stabilité et de la sécurité de la vie sociale.

Nous serions ainsi tenté de croire que l'idée de l'autarchie économique tend tout simplement à un développement de forces productives d'un territoire donné jusqu'au point où elles seraient capables de suffire à tous les besoins de la population habitant ce territoire et que par conséquent elle tend à réduire au minimum la participation de cette population aux richesses et avantages qu'offrent aux autres contrées les dons de la nature, tels que les qualités spéciales de leur sol, etc., ainsi que l'habileté originale de leurs habitants.

* * *

L'étude historique, que nous abordons, nous oblige à employer l'ordre chronologique. Appré-
ciant à sa juste valeur l'influence des faits réels de la vie économique et politique sur la formation des idées, nous donnerons au fur et à mesure que le besoin s'en fera ressentir, un bref résumé des faits qui ont pu contribuer à la naissance des conceptions qui nous intéressent.

L'idée de l'autarchie économique avec toutes ses nuances tient une place assez importante dans

Les différentes conceptions de l'organisation de la vie économique des nations. Elle est proclamée par de nombreux protectionnistes dès l'apparition des premières notions de la politique économique nationale.

Elle garde des adhérents durant tout le développement des doctrines économiques, elle reprend des forces actuellement, malgré toutes les erreurs, qui sont pourtant à sa base. Il est incontestable qu'une telle idée doit avoir son explication. Ses formes diverses sont très intéressantes, mais ce qui est plus intéressant encore, ce sont les raisonnements des économistes, qui de l'observation des faits réels, des conditions de la vie ou des rapports internationaux tirent des conclusions destinées à servir de base à une politique pratique, la politique de l'autarchie économique.

Ces raisonnements ne sont pas toujours les mêmes. Parallèlement au développement et à la transformation de l'économie nationale et de l'économie mondiale, les idées, qui tendent vers l'autarchie économique, passent elles aussi par certaines phases.

Nous étudierons dans le présent travail les conceptions françaises tendant vers l'autarchie économique de l'Etat, le territoire de l'Etat français étant considéré comme capable de se suffire à lui-même au point de vue économique.

Le premier chapitre sera consacré à rechercher le rôle qu'ont joué les idées d'autarchie économique dans la politique mercantile et à relever les traits caractéristiques du mercantilisme qui concernent notre sujet.

L'effort dirigé vers la création d'unités économiques nationales et le sentiment d'exclusivisme et de rivalité ont favorisé la naissance de l'idée de l'autarchie économique.

Dans le deuxième chapitre nous exposerons les

Idées des économistes du XVIII^e siècle en matière d'échanges internationaux. Les physiocrates et Adam Smith ont réfuté les théories des mercantilistes. Leurs analyses profondes du phénomène de l'échange ont une telle importance, qu'il est impossible de les passer sous silence dans une étude concernant les théories du commerce extérieur.

Les idées des économistes français et anglais apparaissaient à leurs initiateurs comme l'acheminement vers un internationalisme économique et vers le rapprochement des peuples.

Nous avons cru bon de passer en revue dans le même chapitre les idées tout à fait opposées de Jean Gottlieb Fichte. Nous croyons utile de lui réserver une place spéciale dans notre étude jugeant intéressant d'opposer son système économique à ceux des économistes français et anglais dont il diffère essentiellement.

Sa conception de l'Etat commercial fermé est en quelque sorte classique. La question de dépendance d'un état vis-à-vis d'un autre fut traité par lui d'une façon beaucoup plus complète et logique que par les mercantilistes. Ses idées ont eu leur écho dans les conceptions françaises de l'autarchie économique.

Nous pourrions faire ainsi une comparaison entre les deux courants d'idées opposés en matière d'échanges internationaux, l'un étant l'affirmation, l'autre la négation de l'idée de l'autarchie économique.

Nous consacrons le troisième chapitre à l'examen des idées d'autarchie économique chez les protectionnistes français du XIX^e et du XX^e siècle. Le sentiment national a empêché la réalisation des idées professées par l'école libérale. Une crainte exagérée de se trouver à la merci des nations étrangères pour des produits de grande nécessité, ou pour des produits servant à la défense militaire, ou tout sim-

plement un désir assez légitime de développer toutes les forces productives du pays, ont poussé les nations vers un protectionnisme douanier plus ou moins accentué.

Après les guerres napoléoniennes, les nations de l'Europe se préoccupent de reconstituer leurs unités nationales. Elles s'efforcent d'assurer leur indépendance politique et économique en s'enfermant dans leurs frontières par les hautes barrières de douanes.

La France surtout, ayant reconstitué et développé son industrie après la Révolution sous le régime du blocus continental, était plus disposée, que les autres pays, à lui accorder la plus forte protection. D'autant plus que son industrie à elle était beaucoup moins bien équipée que l'industrie anglaise.

Le régime protectionniste qui s'est enraciné en France sous la Restauration devait durer longtemps. Il n'a pas toujours eu la même intensité. Pendant une vingtaine d'années, il a même paru condamné. Mais depuis lors il progresse de nouveau et domine jusqu'ici.

Dans de telles circonstances l'idée de l'autarchie économique qui tend à assurer à la nation une autonomie au point de vue économique, trouve de nouveau de nombreux adhérents. Tout de même chez certains d'entre eux, elle change la forme qu'elle avait revêtue vers la fin de l'ancien régime. Les travaux des physiocrates, d'Adam Smith et de ses continuateurs ont obligé les économistes de ne pas négliger les résultats auxquels a abouti l'analyse du problème des échanges internationaux fait par les fondateurs de la science économique.

En XIX^e et XX^e siècle cette idée coïncide avec celle d'isolement de certains territoires économiques complets, et elle se place de la sorte en vive opposition avec le progrès et le développement de la vie économique du monde. Telle sera la conclusion à laquelle nous aboutirons en terminant notre étude.

L'idée de l'autarchie économique et la politique mercantiliste

Gustave Schmoller, dans son travail, paru en 1898, et qui porte le titre : *Das Merkantilssystem in seiner historischen Bedeutung* (1) expose son point de vue sur le mercantilisme. Il s'oppose à la manière, dont on a jusqu'ici étudié la politique économique du XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècle. Selon lui, on a caractérisé l'Europe de ces temps, ses idées économiques et la politique des nations d'alors d'après les théories, qui ont comme origine la critique du mercantilisme et les recherches des notions fausses, et erronées dans les écrits des premiers économistes.

Schmoller veut, au contraire, baser son étude sur des recherches historiques, qui auraient pour objet la politique mercantile elle-même et non pas les écrits des savants, qui, à cause du niveau très bas des sciences économiques de leur temps, expliquaient et défendaient souvent, par des théories fausses ce qui était juste en fait.

Pour ne pas commettre dans l'étude concernant l'époque mercantile la faute, dont parle Schmoller, il nous faut d'abord étudier dans ce chapitre le degré exact d'autarchie incluse dans l'essence même de la politique mercantile pratique.

Au moment où se formaient et s'unifiaient les

(1) Leipzig, 1898. Voir également du même auteur : « Studien über die wirtschaftliche Politik Friedrichs des Grossen und Preussens überhaupt von 1680-1786 ». Jahrb. für Gesetzgebung und Verwaltung, Bd. VIII, X, XI.

grands Etats, le problème d'adapter la vie économique aux nouvelles conditions de la vie politique se posait. Sur la base des sentiments nationaux et religieux, qui avaient contribué à la formation des grandes unités politiques, il fallait créer des sociétés économiques, unies par une division du travail harmonieux à l'intérieur, par un régime monétaire uniforme, par une défense commune de l'économie nationale contre l'étranger, par une législation centrale et par des intérêts économiques communs, tels que les grandes compagnies maritimes, les colonies, etc.

D'un autre côté c'était du développement économique lui-même, que naissait le besoin de cadres plus vastes. La vie économique locale se développait, tendant vers la forme supérieure d'un organisme économique national. L'économique et le politique allaient alors parallèlement vers le même but. « Il existait la question de la puissance politique, qui en même temps était celle de l'organisation économique intérieure ». (2)

La politique mercantile n'était au fond, qu'un effort vers une constitution moderne de l'Etat, vers la création d'une économie nationale, vers l'extension progressive des intérêts communs, vers l'unification des institutions du corps national.

Voilà l'idée fondamentale du système. Ce fut un mouvement européen, qui marqua le début des temps modernes, dans tous les Etats et qui eut une tendance nettement nationale.

Ce fut en tous points une consolidation de l'Etat. Tout ce qui s'y opposait : l'administration en enfance, le morcellement économique et politique du territoire, la faiblesse de l'autorité centrale, devait peu à peu céder la place à un Etat national, bien consolidé au point de vue politique et économique.

Mais il y a des économistes, qui avant Schmoller

(2) Schmoller, *op. cit.*, p. 36.

ler ont déjà mentionné le rôle du système mercantile dans le mouvement vers l'affermissement de l'Etat.

J.-E. Horn, dans *l'Economie politique avant les Physiocrates* (3), dit que « le mercantilisme se produit à une époque où s'achève la formation des Etats ou leur cristallisation, par l'autorité royale, qui se consolide sur les ruines de la féodalité ».

Henri Pigeonneau (4) regarde l'œuvre du mercantilisme du même point de vue. « La royauté, observe-t-il, a un système économique, comme elle a un système politique ».

Et maintenant, tâchons de résoudre la question suivante : y avait-il des buts autarchiques dans ce système, dans cette politique de la royauté ?

Au Moyen Age, la vie économique était presque exclusivement municipale : chaque commune formant un petit Etat, se barricadait pour ainsi dire contre le commerce des autres villes. Mais la royauté succédant à la commune et luttant successivement contre les vassaux, contre la féodalité, contre l'autonomie communale et provinciale, contre l'étroitesse du monopole corporatif, avait élargi peu à peu le cercle de cette vie. Les premières restrictions commerciales visant les produits étrangers marquent un égoïsme national naissant comparable à l'égoïsme des communes et des corps de métiers qui avaient protégé l'enfance des arts manuels. La royauté poursuit à la fois l'œuvre de l'unité politique et économique.

Louis XI triomphe de la féodalité apanagée.

En même temps qu'il abat les maisons de Bourgogne et d'Orléans, il s'efforce de remédier à la diversité des poids et mesures, résultant du morcellement féodal et des coutumes locales, et qui était

(3) Paris, 1867, page 113.

(4) *Histoire du commerce de la France*, Paris, 1885-1889.

une gêne pour le commerce. Il fonde la poste aux chevaux, accroît la milice, défend l'importation des produits manufacturés, encourage et protège les foires.

Charles VIII, Louis XII et François I^{er} avaient interdit l'entrée des laines et draps pour protéger les manufactures de lainages contre la concurrence étrangère. Dans les recueils des ordonnances royales de ces temps, nous trouvons de nombreux exemples de l'application du système prohibitif.

L'Edit de 1539, qui impose la liberté du commerce des grains à l'intérieur de la France tend à rendre les différentes provinces du pays solidaires en ce qui concerne les mesures du ravitaillement.

Les ordonnances rendues par Henri II, Charles IX et Henri III en 1552, 1567, 1572, 1577, confirmèrent l'interdiction d'importer en France les draps d'or, d'argent et de soie, et les toiles.

L'ordonnance de janvier 1572 fait connaître explicitement les motifs de la politique douanière du gouvernement. Cette ordonnance fut rendue par un ministre de Charles IX, René de Birague, qui synthétise en une phrase les idées contemporaines :

« Le Roi veut pourvoir à ce que les sujets puissent profiter et s'enrichir de la commodité, fertilité et abondance dont il a plu à Dieu de douer et bénir le Royaume, sans qu'il y ait besoin de requérir ou de rechercher de l'étranger que de peu de choses nécessaires à l'usage de l'homme » (5).

L'Assemblée des notables à Rouen (1596) demande que le roi interdise de nouveau l'entrée du royaume aux marchandises manufacturées. Les marchands de soieries de Tours déclarent qu'ils sont en état de suffire par eux-mêmes à la consommation du royaume (6).

(5) Jean de Bodin de St-Lourent, *Les idées monétaires et commerciales de Jean Bodin*, Thèse, Bordeaux, 1907, p. 102.

(6) Levasseur, *Histoire du commerce de la France*, Paris 1911, t. I, p. 237.

Et par l'Edit de 1599, le roi défend l'entrée des étoffes étrangères. L'édit fut révoqué un an après. Henri IV borna la prohibition aux draps d'or et d'argent.

Après la mort de Henri IV, le Tiers Etat plaide cette cause en son cahier de 1614 : « Défense à toutes personnes de quelque condition ou qualité qu'elles soient, d'amener ou faire entrer dans le royaume menues marchandises ouvrées d'or, d'argent, de soie, fil, ni même de dentelles et passements ou autres choses manufacturées, et soient pareillement défenses faites de transporter hors du royaume aucune matière à manufacturer, es pays étrangers, laine, fil, chanvre, drapeaux (chiffons) et autres quelconques sous peine de confiscation. » (7)

Les soucis de Richelieu d'élargir la liberté du commerce intérieur et surtout ses efforts pour développer la marine marchande et militaire comptent parmi les plus remarquables progrès vers le développement d'une politique indépendante du commerce extérieur.

En son cahier à l'Assemblée des notables du 1626, la noblesse se montra favorable à la liberté du commerce des grains dans l'intérieur du royaume :

« Que le transport des grains d'une province en autres soit libre, permis et ordonné, afin que la disette des unes soit secourue et soulagée par l'abondance des autres. »

Les grandes lois de Colbert : l'ordonnance civile de 1667, l'ordonnance criminelle de 1670, l'édit général sur les eaux et forêts de 1669, l'ordonnance sur le commerce de 1673, l'ordonnance sur la marine de 1681, assurent l'unité de la législation et l'unité économique de la France.

« Mais si Votre Majesté s'est proposé quelques

(7) Levasseur, *op. cit.*, t. I, p. 238.

plus grands desseins, comme le serait celui de réduire tout son royaume sous une même loi, même mesure et même poids, ce serait assurément un dessein digne de la grandeur de Votre Majesté, digne de son esprit et de son âge, et qui lui attirerait un abîme de bénédiction et de gloire » (8), écrit Colbert au roi peu de temps après sa nomination.

C'est le même but : assurer l'unité économique de la France, que visaient les tarifs douaniers, modifiés deux fois par Colbert. En 1664, il avait tenté, sans y complètement réussir, d'unifier les droits de douanes pour la France entière. Le tarif de 1667, qui s'inspire déjà de préoccupations exclusivement protectionnistes, devait contribuer au développement des forces productives du pays, afin de lui permettre de couvrir tous ses besoins par la production nationale.

Voilà les tendances essentielles, fondamentales de la politique mercantile. La politique économique générale du système est bien connue. On empêche l'importation des objets manufacturés et on stimule leur fabrication et leur exportation par une politique méthodique visant tous les éléments de la production. On s'efforce d'assurer à l'industrie le travail, les matières premières et le capital à bon compte. On combat la concurrence étrangère sur le marché intérieur, dans les transports maritimes au long cours et dans le cabotage, dans les relations avec les colonies, on encourage le développement des relations commerciales directes. Mais la politique pratique n'était pas la même dans tous les pays.

En Angleterre, on stimule la production agricole par des primes pour l'exportation des céréales ; en France, on empêche l'exportation des vivres dans l'intérêt de l'industrie ; aux Pays-Bas, on s'efforce

(8) *Lettres, instructions et mémoires de Colbert*, par Pierre Clément, Paris 1861, t. VI, p. 14.

de créer de grands magasins de blé au profit du commerce.

La politique change d'un pays à l'autre : ici, on défend l'exportation du blé, là, on la favorise ; là, où un pays a des droits de douane élevés, l'autre les abaisse, mais l'idée du système reste la même : développer une politique économique nationale, organiser et défendre par toutes les forces dont dispose l'Etat, les grands intérêts économiques communs de la nation ; l'indépendance et la puissance politique vont de pair avec l'indépendance et la force économique. Chaque Etat en formation s'efforce de s'émanciper, de se rendre économiquement indépendant de l'étranger. Ce sont les années d'enfance des Etats nationaux.

Le sentiment de l'unité morale de la nation trouva son incarnation dans cette idée économique : créer une société nationale, en faire un tout indivisible, indépendant, vivant de ses propres forces. Cette idée devint, dès lors, l'élément le plus actif de la formation de cette unité.

Mais l'effort réuni de toutes les forces sociales pour amener la consolidation de l'Etat sur la base de l'économie nationale n'est qu'une des deux faces de la politique mercantile. Le sentiment de l'indépendance économique est à cette époque aussi naturel pour tous les Etats que le sentiment de la rivalité entre les nations, que le rêve de la monarchie universelle. (9)

Leur rivalité sur les marchés étrangers, la concurrence de leur commerce maritime et en général de toute leur activité économique, font de toutes les nations autant d'adversaires réciproques. Chacune d'elles s'efforce de détruire les autres en affaiblissant leur prospérité économique et de rendre ainsi moins redoutable leur puissance politique.

(9) J. de Mazan, *Les doctrines économiques de Colbert*, Thèse, Paris, 1900, p. 7 et suivantes.

« Or, un pareil esprit suppose entre toutes les nations l'existence d'un Etat d'hostilités permanentes. Cette situation ne pouvait pratiquement recevoir de solution que par le triomphe de la nation la plus forte. Elle devait mettre en jeu l'activité et l'énergie de toutes les forces de la nation ». (10)

A l'effort de la consolidation économique intérieure à l'époque mercantile s'ajoute ainsi une lutte entre toutes les nations sur le terrain économique. A l'élément défensif de la politique mercantile se joint un élément nettement offensif.

La politique mercantile est caractérisée de la sorte par le souci de l'expansion et de la conquête économique, et ses tendances autarchiques n'ont pas eu un caractère absolu.

Ce n'est pas à l'isolement, mais au contraire à l'expansion commerciale que tendent les Etats d'Europe. Chacun d'eux s'efforce d'être indépendant économiquement des autres et en même temps de les soumettre à sa suprématie économique, afin d'étendre sa puissance et son influence politique. L'époque, qui a vu naître et se consolider d'une façon définitive les grandes nationalités modernes, est précisément celle où la rivalité entre les Etats, poussés par l'orgueil national, prend les formes les plus accentuées de la lutte pour la suprématie politique et économique (11).

Voilà une esquisse du mercantilisme en lui-même, tel qu'il était au fond. Sur cette base de faits et de sentiments réels, s'élèvent les différentes conceptions théoriques des économistes, des hommes d'Etat. Ils cherchent à expliquer le jeu des lois sociales, ils formulent les théories de la vie économique des sociétés humaines et créent les systèmes multiples de la politique pratique à suivre par l'Etat.

(10) Mazan, *op. cit.*, p. 29.

(11) Paul-M. Bondois, *La Rivalité Franco-Hollandaise*, *Revue d'Histoire Economique et Sociale*, Paris, 1923, n° 1.

L'idée de l'autarchie économique se rencontre dans beaucoup d'écrits des mercantilistes. Ils semblent être convaincus que la solidarité économique de la nation ne peut être réalisée, que par l'autarchie économique. Qu'un Etat se suffisant à lui-même, seul ou avec le concours de ses colonies, présente une supériorité sur ceux qui dépendent au point de vue économique des autres nations, ceci leur semble de même une vérité indiscutable. Ils se rendent compte souvent, que pratiquement cet idéal est irréalisable, mais ils désirent tout au moins limiter les importations aux produits absolument indispensables à la consommation ou à la production nationale.

Mais parallèlement à ce plan de la politique défensive il n'est presque aucun des écrits relevant du mercantilisme, qui ne célèbre les bienfaits du commerce extérieur. C'est le reflet de ce mouvement d'expansion économique des jeunes Etats et de leur lutte pour la suprématie qui caractérisent l'époque d'alors.

Le désir de doter le pays des industries dont il a besoin pour devenir une nation complète est lié au désir de développer le plus possible les exportations, et la marine marchande, seul moyen d'assurer la conquête économique et l'augmentation des richesses métalliques de l'Etat.

Mais qu'était-il le commerce extérieur d'après les mercantilistes ? Quelle était à cette époque l'explication théorique de l'existence des échanges de biens entre nations ?

En parlant du rôle réservé soi-disant par la nature au commerce extérieur, Montchrétien prétend que « l'entretien de l'Etat est comme celui du corps, qui retient de la nourriture la portion nécessaire et rejette le superflu » (12).

(12) Antoyne de Montchrétien, *Traicté de l'OEconomie politique*, avec introduction et notes de Th. Funck-Brentano, Paris, 1889, p. 247.

Jean-François Melon, dans son *Essai politique sur le commerce*, donne une définition précise : « Le commerce, selon lui, est l'échange du superflu pour le nécessaire. » (13).

Cette définition lui permet de poser dans le chapitre XI du même ouvrage les principes sur lesquels doit se baser la politique du commerce extérieur.

« La liberté dans le commerce ne doit pas consister dans une imprudente licence aux négociants d'envoyer et de recevoir librement toute sorte de marchandises, mais seulement des marchandises dont l'exportation ou l'importation peut procurer à chaque citoyen des facultés d'échanger son superflu pour le nécessaire, qui lui manque, conformément à la définition du commerce ».

Un autre mercantiliste, Dutot, s'exprime ainsi :

« Le commerce en général, par rapport au bien de l'Etat, n'a que deux vues : la première, de décharger l'Etat du superflu, des denrées qu'il produit, et que les habitants fabriquent au-delà du nécessaire à leur consommation, et de tirer de l'étranger les choses qui nous manquent et qui sont absolument nécessaires. La seconde, d'enrichir l'Etat en même temps que le particulier. » (14)

Et encore Forbonnais dans ses *Observations économiques* (15) dit, que « le commerce étranger a pour objet d'échanger les richesses superflues à la consommation d'un pays... »

Comme on voit, pour les économistes mercantilistes, ce n'est pas la division internationale du travail, qui est la cause des échanges entre les nations et qui rend absolument nécessaire le com-

(13) *Economistes-financiers du XVIII^e siècle*. Ed. Guillaumin, Paris, 1843, p. 709.

(14) *Economistes-financiers du XVIII^e siècle*. Paris, 1843, page 974.

(15) Amsterdam, MDCCLXVII, T. II, p. 138.

merce extérieur. Celui-ci ne consiste pas à échanger ce que chaque nation peut produire selon sa spécialité, étant donné les conditions de son sol, de sa technique et de sa main-d'œuvre.

Les mercantilistes expliquent l'existence du commerce extérieur d'une autre façon. Chaque nation travaille avant tout en vue de sa propre consommation, de ses besoins et c'est seulement l'existence d'un superflu dans la production nationale qui crée la possibilité d'un commerce extérieur utile, désirable, qui peut enrichir l'Etat.

Cette manière de penser devait nécessairement conduire aux conceptions d'une certaine autarchie économique. Non pas naturellement à l'isolement complet de l'économie nationale, mais tout de même à la conception que l'idéal d'une organisation économique rationnelle serait atteint par une nation, qui autant que possible pourrait pourvoir par elle-même à tous ses besoins et n'exporterait à l'extérieur que le superflu : l'excédent de sa production sur sa consommation.

Voilà les observations générales qu'il nous fallait faire sur la politique mercantile dans ses rapports avec la question qui nous intéresse spécialement. Sur ce fond de tendances générales du mouvement historique et de la théorie des échanges internationaux se basent les théories des particuliers sur la politique pratique du commerce. Elles diffèrent sensiblement entre elles. On trouve alors en France des partisans de l'isolement économique de l'Etat, lesquels voudraient voir la politique autarchique poussée jusqu'à l'extrême, aussi bien que d'autres qui prétendent que malgré tous ses efforts, la France ne peut se passer des autres nations, et même des enthousiastes des bienfaits du commerce extérieur.

L'idée de l'autarchie économique trouve des par-

tisans dès le début du mouvement vers la consolidation de l'Etat et de l'unité nationale.

Philippe de Comynes, l'historien de Louis XI est le premier écrivain en renom de cette époque, qui entre dans des considérations d'économiste. Il est partisan de la libre circulation des marchandises à l'intérieur, en vue de quoi il souhaite l'abolition des péages à l'intérieur et le rejet des douanes à la frontière. Il souhaite en outre, l'unité dans les poids et mesures. (16)

C'est à la même époque que devait se former peu à peu l'idée d'une autarchie économique. On voit qu'elle joue déjà un rôle assez important dans la politique de prohibitions sous Charles IX (17). Son ministre, René de Birague peut être considéré comme le vrai parrain du système prohibitif en France. Ses aspirations tendent vers une telle situation du royaume de France, que ses sujets n'auraient besoin de chercher à l'étranger que très peu de choses nécessaires à leur usage. (18)

L'idée que le royaume doit autant que possible couvrir tous les besoins de sa consommation par les ressources et la production du pays se fait jour.

Cette idée commençait à être en vogue en ce temps même, de telle façon que Jean Bodin s'occupe d'elle comme d'une idée déjà très répandue et l'examine de plus près.

Dans sa *Réponse au paradoxe de Malestroit* il dit :

« Quant à la traitté des marchandises qui sortent de ce Royaume, il y a plusieurs grands personnages qui s'efforcent et se sont efforcez par dits et

(16) Henri Baudrillart, *J. Bodin et son temps*, Paris, 1853, p. 10 et suivantes.

(17) Bondin St Laurant dans sa thèse sur Jean Bodin en donne de nombreux exemples pris dans les recueils des ordonnances.

(18) Voir plus haut, p. 16.

par escrits de la retrancher du tout, s'il leur estoit possible : croyans que nous pouvons vivre heureusement et à grand marché sans rien bailler, ny recevoir de l'estranger, mais ils s'abusent à mon advis : car nous avons affaire des estrangers et ne sçaurions nous en passer. Je confesse que nous leur envoyons blé, vin, sel, saffran, pastel, pruneaux, papier, draps et grosses toiles, aussi avons-nous d'eux en contre-change, premièrement tous les métaux, hormis le fer : nous avons d'eux : or, argent, estain, cuivre, plomb, acier, vif argent, alun, souphre, vitriol, couperoze, cynabre, huiles, cire, miel, poix, bresil, ébène, fustel, gaiac, yvoire, maroquins, toiles fines, couleurs de conchenil, escarlata cramoisi, drogues de toutes sortes, épiceries, sucres, chevaux, saleures de saumons, sardines, ma quereaux, moulues, bref une infinité de bons livres et excellents ouvrages de main ». (19)

Et Jean Bodin ajoute encore : « Quand bien nous pourrions nous passer de telles marchandises, ce qui n'est possible du tout », il faut donc « toujours trafiquer, vendre, acheter, eschanger, prêter, voire plustost donner une partie de noz biens aux estrangers et mesme à noz voisins, quand ce ne seroit que pour communiquer et entretenir une bonne amitié entre eux et nous ». (20)

Mais Jean Bodin lui-même n'est pas tout-à-fait libéré des idées nettement mercantiles, qui ont toujours, comme nous l'avons dit, une tendance vers l'autarchie économique. Le pays doit tout d'abord satisfaire ses propres besoins et n'exporter que le superflu de sa production sur sa consommation. Il prétend que « toujours les plus grands thrésors vie humaine, desquelles le sage Prince ne doit per-

(19) *La Réponse de Jean Bodin au paradoxe de Malestroit touchant de l'enchérissement de toutes choses*, Lyon, 1593, p. 60, verso.

(20) *Ibid*, p. 61, recto.

mettre la traicte que son peuple n'en soit fourni et soulagé... ». (21)

« Et quant aux matières (premières) qu'on apporte des pays estrangers, il est besoin de rabbaïsser l'impost, et le hausser aux ouvrages de main, et ne permettre qu'il en soit apporté de pays estrangers, ny souffrir qu'on emporte des denrées crues comme fer, cuivre, acier, laine, fil, soye crue et autres matières semblables, afin que le subject gaigne le profit de l'ouvrage et le prince l'imposition foraine.... » .(22)

Bodin est mercantiliste, il est protectionniste, mais étant donné les tendances de son époque, il a des idées plutôt libérales. Il voit de grands avantages dans le commerce d'exportation aussi bien que d'importation. Le commerce, à son avis, est avantageux pour chacune des nations échangistes. Mais il ressort clairement de ce qu'il dit, qu'à cette époque on avait déjà soulevé l'hypothèse que la France pouvait se passer des marchandises étrangères. Plus même: il y avait des grands personnages qui s'efforçaient de démontrer, que la suppression totale du commerce extérieur serait désirable et possible. On prétendait que la France peut vivre heureusement sans rien vendre à l'étranger et sans rien lui acheter.

L'ordonnance de janvier 1572 dit que le roi veut arriver à ce que ses sujets n'aient besoin de requérir ou de rechercher à l'étranger que peu de choses nécessaires à leur usage. (23)

Le sentiment, qui domine chez les mercantilistes ultérieurs, à savoir que le commerce d'exportation est l'intérêt principal d'une nation, n'existe qu'à l'état latent chez les premiers mercantilistes du XVI^e siècle. La préoccupation qui l'emporte et qui carac-

(21) Bodin, *Les six livres de la République*, Lyon, 1593, livre VI, ch. II, p. 876.

(22) *Ibid.*, p. 877.

(23) Voir plus haut, p. 16.

lérise l'époque du mercantilisme naissant est plutôt d'ordre défensif (24) : c'est pour une nation une obligation absolue d'être en ce qui concerne ses besoins, dans une parfaite indépendance vis-à-vis des autres nations.

Il en était ainsi, parce que la France au XVI^e siècle était encore une nation essentiellement agricole, largement tributaire de l'étranger pour les produits manufacturés. (25) Elle cherchait donc tout naturellement à y remédier en dotant le pays de manufactures.

C'est ainsi que le développement des manufactures fait en France de grands progrès ; des industries étrangères s'y implantent et elle arrive peu à peu à produire chez elle une grande quantité de marchandises qu'on importait jusqu'ici de l'étranger. (26)

Le commerce extérieur se développe aussi, mais il est loin cependant de faire les mêmes progrès que l'industrie. (27) Au cours du XVI^e siècle, il commence seulement à se relever, encouragé par les premiers traités de commerce. Par contre, le commerce intérieur prospérait, nourri par l'activité croissante des manufactures et trouvant un grand ressort dans les célèbres foires. (28)

La situation économique du pays offrait un terrain propice aux idées, d'après lesquelles il fallait continuer l'œuvre commencée et arriver à ce qu'il se suffise absolument à lui-même, sans avoir besoin de l'étranger.

Ainsi Henri IV, adoptant les idées du mercantilisme naissant, soutenait qu'un grand et beau pays

(24) Cf. p. 20.

(25) Dubois A., *Précis de l'histoire des doctrines économiques*, Paris, 1903, p. 102.

(26) Levasseur, *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France*, Paris 1901, t. II.

(27) *Ibid.*, p. 43.

(28) *Ibid.*, p. 44.

comme la France ne devait rien demander à l'étranger. (29) Sully préférerait sûrement le commerce intérieur, mais il n'était pas d'avis de fermer les portes au commerce extérieur. C'est dans ce sens qu'il parlait au roi qui l'inclinait vers la politique d'autarchie.

« Votre Majesté doit mettre en considération qu'autant qu'il y a de divers climats, régions et contrées, autant, semble-t-il, que Dieu les aye voulu diversement faire abonder en certaines propriétés, commoditez, denrées, matières, arts et mestiers spéciaux et particuliers, qui ne sont point communs ou, pour le moins, de telle bonté aux autres lieux, afin que par le trafic de ces choses (dont les uns ont abondance et les autres disette) la fréquentation, conversation et société humaine soient entretenues entre les nations, tant éloignées puissent-elles estre les unes des autres ». (30)

La théorie suivant laquelle une nation doit se suffire à elle-même, était, comme nous l'avons vu, déjà très répandue au XVI^e siècle, mais elle devait attendre Montchrétien pour trouver son théoricien et pour être mise au point.

Le mercantilisme ne fut pas un système préalablement complètement achevé, ni construit d'après un raisonnement connexe. Les théories de cette école présentent de nombreuses variétés. Le mercantilisme de Montchrétien se distingue assez nettement des autres et présente une certaine originalité dans son raisonnement et même dans ses conclusions.

Le commerce extérieur pour Montchrétien, de même que pour les autres mercantilistes, n'était que l'exportation d'un superflu représentant un excédent de la production sur la consommation intérieure (31).

(29) Turgeon C., *Les idées économiques de Sully*, Revue d'Histoire économique et sociale, Paris, 1923, N° 3.

(30) Dubois, *op. cit.*, p. 227.

(31) Voir page 21.

Seul Sully, doué d'un esprit plus étendu, parlant de la nécessité d'échanger les biens entre les nations, avait la notion de la division internationale du travail, basée sur la différence des conditions géographiques et climatiques des divers pays.

Montchrétien considère l'Etat comme une individualité économique, comme un corps ayant des points de contact avec les autres organismes nationaux, mais qui a son existence propre. Cette existence doit être indépendante des autres organismes nationaux et basée sur les moyens et les ressources de la nation elle-même.

« Toute société doit estre abondamment fournie et de soy mesme. Elle ne doit point emprunter ailleurs ce qui luy tient lieu de nécessaire : car, ne pouvant avoir qu'à la mercy d'autrui, elle se rend faible d'autant. » (32)

Seule une nécessité extrême, peut contraindre la société à prendre ailleurs ce qu'elle n'a point (33). Parce que « le royaume qui peut mesme fournir à ses propres nécessitez est toujours plus riche, plus fort, plus redoutable. » (34)

La France représente pour Montchrétien un pays qui peut incontestablement arriver à cet état d'autarchie économique. Elle donne l'exemple parfait d'un corps complet qui peut se suffire à lui même, sans rien importer de l'étranger.

« Ce royaume est si fleurissant, si abondant en tout ce que l'on peut désirer, qu'il n'a que faire d'emprunter rien de ses voisins. » (35)

La France a des ressources de richesse inépuisables, puis-elle seulement développer toutes ses forces productives..

« Le plus grand traict que l'on puisse pratiquer

(32) Montchrétien, *op. cit.*, p. 46.

(33) *Ibid.*, p. 46.

(34) *Ibid.*, p. 131.

(35) *Ibid.*, p. 240.

en l'Estat c'est de ne souffrir qu'il en demeure aucune partie oisive... » (36) « Qui la France considérera bien, c'est le plus complet corps du royaume, que le Soleil puisse voir depuis son lever jusques à son coucher ». « Car la France seule se peut passer de tout ce qu'elle a de terres voisines et toutes les terres voisines nullement d'elle. » (37)

Mais l'auteur du *Traicté de l'OEconomie Politique* prévoit que sa théorie doit logiquement conduire les autres nations à poursuivre le même but et par conséquent à chercher à se passer de la France. Il envisage ce problème, et c'est ici qu'il diffère sensiblement des autres mercantilistes. Le souci d'augmenter les exportations pour rendre la balance commerciale active, et faire de la sorte entrer dans le pays l'or et l'argent du dehors, ne paraît pas pour Montchrétien être le seul moyen d'enrichir l'Etat.

« Ce n'est point l'abondance d'or et d'argent, la quantité de perles et de diamans qui fait les Estats riches et opulens ; c'est l'accomodement des choses nécessaires à la vie et propres au vestement ; qui plus en a, plus a de bien. » (38) « L'or est plus estimé pour le prix, dit-il, mais le fer le doit être davantage pour l'usage. » « De vray nous sommes devenus plus abondans d'or et d'argent que n'estoient nos pères ; mais non pas plus aisés et plus riches. » (39)

La France « a cinq sources inépuisables de richesse naturelle, sans parler des autres, qui dépendent plus des pratiques artificielles. Ces sources ou plutôt vraies mines, sont le bled, le vin, le sel, les laines, les toiles. » (40)

Et en tout cas, si on ferme les portes à nos exportations « quel si grand mal y auroit-il quand tous

(36) *Ibid.*, p. 23.

(37) *Ibid.*, p. 24.

(38) *Ibid.*, p. 241.

(39) *Ibid.*, p. 241.

(40) *Ibid.*, p. 239.

les bleds et les vins demeureroient en ce royaume ? Le peuple en vivroit à meilleur marché la moitié. » (41)

Ainsi il faut considérer Montchrétien comme le premier économiste français qui pose nettement l'idée de l'autarchie économique complète, l'idée d'un Etat qui vit sur lui-même et pour lui-même.

Antoine de Montchrétien écrivait son *Traicté* au moment où, après la mort de Henri IV, une crise industrielle et commerciale accablait la France. Il s'efforce d'en trouver les remèdes. Il a pu personnellement voir la transformation économique de l'Angleterre d'alors, qui devenait une nation de plus en plus industrielle et prospère sous le régime du protectionnisme naissant. Montchrétien, étant industriel expérimenté, observe les rapports commerciaux et les conditions de la vie économique, tels qu'ils se présentent à ce moment pour la France et il tire de ces observations en quelque sorte directes et vues du côté pratique, ainsi que de son expérience, des conclusions et construit un plan de la politique applicable non pas à toute société en général, mais à son pays. « Il ne songe pas à faire de la science des richesses une science formée, comme les mathématiques d'une série de déductions. » (42)

Voilà comment Funck-Brentano décrit le milieu et l'état économique dans lequel se place le livre de Montchrétien.

« Les Etats étrangers, méconnaissant les traités reviennent à une protection à outrance, excluent les commerçants français, coulent leurs navires, imposent leurs marchandises au-delà de toute mesure ; l'industrie nationale souffre, la misère s'accroît en même temps que les étrangers continuent à profiter

(41) *Ibid.*, p. 246.

(42) André Vène, *Antoine de Montchrétien et le Nationalisme économique*, Thèse, Paris, 1923, p. 22.

de tous les avantages et de toutes les libertés qu'on leur avait accordés en France. » (43)

Montchrétien lui-même brosse un tableau vif de la France « dont les étrangers soustraient en plusieurs façons le sang » et qu'ils ont envahie, appauvrie et privée de sa propre action et de son trafic national. (44) A son avis, les étrangers ne doivent pas avoir dans l'Etat les mêmes droits que les citoyens, d'autant plus que les Français sont traités dans les pays étrangers avec une rigueur extrême. La concurrence devient impossible en Angleterre aussi bien qu'en Hollande et en Espagne.

« Nos marchands ne jouissent point de mesme liberté et égalité de commerce chez eux. Il ne nous est permis de porter en Angleterre aucune draperie et les autres nos principales marchandises à peine de confiscation. Au contraire, les Anglois, en pleine liberté, apportent en France toutes telles draperies qu'il leur plaist, voire en si grande quantité que nos ouvriers sont maintenant contrains pour la plupart de prendre un autre mestier et bien souvent de mendier leur pain. » (45)

Il s'ensuit que la France doit se défendre.

Montchrétien ne paraît pas voir de possibilité pour elle de lutter avec les pays étrangers sur le terrain économique par une politique active d'expansion économique, conquérant des marchés nouveaux. L'état économique et politique de la France, épuisée alors par les discordes et les luttes intérieures était tel, qu'on ne pouvait espérer qu'elle puisse atteindre la suprématie économique sur ses voisins. (46) C'est pour cette raison incontestablement, que Montchrétien voit la seule solution possible dans une politique

(43) Montchrétien, *op. cit.*, p. LXXXIX (Introduction).

(44) *Ibid.*, p. 174, 152 et s.

(45) *Ibid.*, p. 193.

(46) Levasseur, *Histoire du commerce de la France*, Paris, 1911-12, t. I, p. 275.

défensive. De là sa conception de l'isolement. Se renfermer économiquement dans ses frontières pour ne pas tomber sous la suprématie des autres nations plus fortes et plus capables au point de vue commercial. Selon lui, dans l'échange une partie ne saurait gagner que si l'autre perd. Et en voyant l'enrichissement de l'Angleterre, il dit : « Nous faisons autant de perte que l'étranger de gain. »

Il préfère le commerce intérieur.

« Tout commerce est du dedans ou du dehors, c'est-à-dire se fait dans le pays entre ses naturels citoyens et quelquefois avec des étrangers, qui viennent pour apporter ou remporter des marchandises, ou bien avec d'autres nations chez elles-mêmes. L'un est plus sûr, plus commun, plus constant et universellement plus utile. L'autre est plus grand, plus fameux, plus dangereux et à perte et à profit. Tous deux sont bons, quand ils sont réglés et conduits comme il faut. » (47)

« Le commerce est voirement du droit des gens, mais il est absolument au pouvoir du prince de le restreindre à quoy il veut, de le limiter comme il luy plaist, de le charger ou descharger d'impositions, selon qu'il luy vient à gré, principalement pour le regard des étrangers. »

« Quand ainsi seroit que, par le surhaussement de l'imposition foraine et par la prohibition de la traite de quelques espèces de marchandises, les étrangers seroient ou découragez ou empêchez de venir chez nous, on peut assurer, que ce seroit le bien des sujets et de l'Etat. » (48)

Montchrétien n'attache pas à la balance du commerce la même importance que les autres mercantilistes. La France doit se suffire à elle même et tra-

(47) Montchrétien, *op. cit.*, p. 145.

(48) *Ibid.*, p. 248.

figurer le moins possible avec l'étranger. Naturellement dans les cas où elle produit plus que n'en exigent les besoins de la consommation intérieure, la vente à l'étranger est fort utile.

Chez Montchrétien, comme d'ailleurs presque chez tous les écrivains de l'époque mercantile, on trouve des contradictions fort nombreuses. Il y a certains passages dans son *Traité*, où il semble défendre et justifier le commerce extérieur. C'est peut-être parce qu'il voit trop clairement la réalité et qu'il l'observe trop scrupuleusement pour ne pas apercevoir toute l'imperfection de l'idée qu'il défend. Montchrétien ne peut pas ne pas admettre que malgré tout, les nations ont besoin les unes des autres.

« Le trafic de nation à nation se fait par le besoin que les unes ont des autres, à cause que les commoditez de la vie humaine sont départies en diverses régions ». (49)

Mais il est loin de croire, comme Sully par exemple, que cette répartition inégale des différents biens entre les nations soit faite par la sagesse divine afin que l'interdépendance de tous les peuples soit la base de la vie harmonieuse de la société humaine. (50)

Au contraire, Montchrétien observe tout de suite qu'« ainsi, le deffaut est la source du commerce ». C'est l'imperfection de l'économie nationale qui fait du commerce extérieur une nécessité. Mais cette nécessité ne s'impose, à son avis, qu'en ce qui concerne l'échange des matières premières entre les nations. « Comme pour exemple : Si l'Angleterre a du plomb et nous en manquons... nos vins, desquels elle est si friande, sont-ils pas un digne contre-échange? » (51).

Il est, à vrai dire, quelque peu difficile de se rendre compte jusqu'à quel point Montchrétien était partisan de l'autarchie économique. On trouve dans

(49) *Ibid.*, p. 130.

(50) Voir p. 28.

(51) Montchrétien, *op. cit.*, p. 131.

son œuvre des idées quelquefois contradictoires et d'ordre différent. Cependant l'idée directrice semble être celle de l'autarchie économique. On est autorisé de le croire d'autant plus que dans son *Traité*, cette idée est la sienne propre et que Montchrétien se distingue par elle assez nettement des autres mercantilistes.

Il veut que la France s'efforce de développer et de grouper ses forces productives, de telle façon, qu'elle puisse couvrir tous ses besoins par sa propre production, qu'elle s'efforce de se suffire à elle-même, de s'isoler dans sa production et consommation industrielles. (52). Par l'augmentation et la meilleure organisation de la production et de l'industrie nationale, d'un côté, et par la suppression de toute concurrence étrangère, de l'autre, la France doit approcher de ce but.

Antoine de Montchrétien est classé parmi les mercantilistes dits industrialistes, que M. Dubois, dans son *Histoire des Doctrines Economiques*, distingue nettement des autres mercantilistes. Selon M. Dubois, ceux qui appartenaient à cette première variété du mercantilisme, voyaient les sources de la richesse de la nation dans le développement de l'industrie manufacturière nationale et non dans le commerce d'exportation.

Le deuxième quart du XVII^e siècle apporte à la France des changements assez importants dans sa situation économique générale. L'œuvre commencée par Henri IV et Sully trouve son continuateur dans Richelieu. La courte période de désordres, qui a arrêté les progrès économiques de la nation et inspiré le *Traicté* de Montchrétien, est suivie d'une amélioration de l'économie générale du pays. L'industrie nationale encouragée et protégée par Richelieu, fait

(52) V. les opinions opposées de M. André Vèze, *op. cit.*, p. 77.

des nouveaux progrès. Le Grand Cardinal, profitant des circonstances favorables, aborde le travail d'organisation intérieure. Il rend navigables les rivières et construit les canaux, en appréciant l'importance de bonnes voies de communication pour le développement de la richesse du pays.

Par ordonnances spéciales, il réorganise le service des ponts et chaussées et des postes. Plusieurs ports maritimes sont aménagés. (53)

Soutenant que « la France, flanquée de deux mers, ne se peut maintenir que par des forces maritimes » (54), Richelieu renforce la marine de guerre et développe la marine marchande.

Il a une pleine confiance dans l'avenir du commerce maritime de la France. Et dans son Testament politique, il s'efforce de démontrer qu'au point de vue de la concurrence avec le commerce maritime anglais, espagnol et des autres Etats, la France n'est pas du tout parmi les pays les moins bien dotés par la nature. « La France, dit-il, est si fertile en bled, si abondante en vin, et si remplie de lins et de chanvres pour faire les toiles et cordages nécessaires à la navigation, que l'Espagne, l'Angleterre et tous les autres Etats voisins ont besoin d'y avoir recours. » (55)

Son avis est tout différent de celui de Montchrétien. Richelieu est mercantiliste. C'est par le commerce que peuvent s'enrichir les Etats pendant la paix, écrit-il dans son Testament politique (56), et il donne comme exemple la Hollande, la nation, qui ne retire de son pays que du beurre et du fromage et qui est pourtant fort riche, puissante et célèbre dans toutes les parties du monde. La France seule-

(53) Levasseur, *Histoire des classes ouvrières en France*, p. 189 et suiv.

(54) Levasseur, *op. cit.*, p. 193.

(55) Testament politique de Richelieu, Amsterdam, 1688, p. 127.

(56) *Ibid.*, p. 124.

ment, parce qu'elle est trop « abondante en elle-même » a négligé le commerce et pourtant elle le peut faire aussi bien que ses voisins. (57)

Mais il est d'accord avec Montchrétien sur ce point, que « la France est assez industrielle pour se passer si elle le veut des meilleures manufactures de ses voisins ». (58) Elle n'a qu'à importer quelques matières premières en échange des denrées ouvrées.

De la sorte, en arrivant à exporter beaucoup et à importer le moins possible, « nous tirerons l'argent de ceux qui voudront avoir nos marchandises, qui leur sont si nécessaires (marchandises dont le royaume abonde et qui ne s'y peuvent consommer), et nous ne nous chargerons pas beaucoup de leurs denrées, qui nous sont si peu utiles ». (59)

Voilà la théorie classique de la balance du commerce, admise intégralement par Richelieu. Il faut ainsi que la France se suffise tant qu'elle peut à elle-même, en couvrant tous les besoins de sa consommation, mais en même temps elle doit développer ses exportations et son expansion commerciale, par la conquête des marchés du monde. Richelieu est convaincu que le niveau de l'industrie française est, dans certaines de ses branches, supérieur au niveau atteint par les autres Etats les plus prospères et il prétend que grâce à cela la France peut entrer en concurrence avec eux sur les grands marchés du monde.

L'idée de l'autarchie économique a son reflet dans les opinions politiques du Cardinal, seulement elle se présente chez lui sous forme d'une tendance vers l'indépendance économique en ce qui concerne les besoins du pays, et c'est en vue de rendre plus facile et moins aléatoire la lutte avec les concurrents sur les marchés étrangers.

(57) *Ibid.*, p. 125.

(58) *Ibid.*, p. 128.

(59) *Ibid.*, p. 127.

Richelieu, livré tout entier à ses vastes projets politiques, n'était pas du tout disposé à admettre l'idée de l'isolement économique de la France. Bien au contraire, comme précurseur de Colbert, il voit dans le commerce extérieur et dans le mouvement d'expansion, un avenir brillant pour son pays. Et en fait, la France entre avec Richelieu dans une phase nouvelle. Les colonies, la puissance maritime, les grandes compagnies, le commerce extérieur, tout se développe à la fois sous une impulsion puissante et prépare le terrain au colbertisme.

« La nation n'attendait que l'appui d'un gouvernement fort et éclairé pour s'élever à une plus haute prospérité. » (60)

En matière de politique commerciale, Colbert fut le continuateur du programme tracé par le Grand Cardinal. Il assumait, avec Louis XIV, la tâche de conduire la France vers la suprématie mondiale. « Les rois de France doivent se rendre arbitres de la paix et de la guerre dans l'Europe et donner des bornes telles qu'il leur plaira à la justice et à tous les desseins des rois. » (61)

Les vues économiques de Colbert, son œuvre politique accomplie, tout ce qu'on appelle « colbertisme » est bien connu.

A. Geffroy, dans sa préface au remarquable traité de Pierre Clément : *Histoire de Colbert et de son administration* (62) dit qu'au point de vue de la politique intérieure, le célèbre ministre de Louis XIV, continuant le travail de ses prédécesseurs, mène un rude combat contre les puissances encore survivantes du moyen-âge féodal et contre leurs dernières résistances.

(60) Levasseur, *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France*, Paris, 1901, t. II, p. 201.

(61) *Lettres, instructions et mémoires de Colbert*, par Pierre Clément, Paris, 1861, vol. VI, p. 264.

(62) Ed. Paris, 1874.

« Son œuvre a aidé le peuple à sortir définitivement de l'époque féodale et de plus en réglant, en organisant tant de forces actives dans un grand corps telle que la société française, elle l'a doué d'une vie intérieure que les commotions de la politique ont bien pu troubler, et presque interrompre, mais non pas détruire ni empêcher de renaître ». (63)

Mais en ce qui concerne son plan de politique générale et économique extérieure, ce n'est plus le plan modeste de Montchrétien, qui voulait défendre la nation contre ses voisins plus forts par la fermeture des frontières et par un isolement économique. Comme Richelieu, il avait, à côté de son plan défensif, un plan offensif. Du reste dans leurs grandes lignes, ce sont les idées du Grand Cardinal qu'il adopte et qu'il met en œuvre. Il va s'efforcer de rendre plus ferme l'unité économique de la France à l'intérieur en repoussant la concurrence étrangère et de conquérir les débouchés extérieurs.

De toute son activité et de toutes les lettres et instructions qu'il nous a laissées, il ressort incontestablement, que Colbert n'a jamais voulu voir la France timidement isolée et repliée sur elle-même. Il se sert du protectionnisme industriel comme d'un moyen pour développer l'activité économique du pays et son expansion commerciale. Il parle dans ses lettres beaucoup plus souvent de la nécessité du commerce extérieur, des exportations, des relations internationales sans entraves, que de la nécessité de se suffire à soi-même.

Mais le souci de mettre la France à l'abri d'une dépendance quelconque de l'étranger et le souci de combattre le commerce et la marine marchande des autres nations lui imposaient une politique de restrictions contre l'importation des marchandises étrangères.

(63) *Op. cit.*, p. XIX.

Ainsi, par exemple, par l'interdiction de l'entrée des marchandises hollandaises en France, il a voulu priver son plus redoutable concurrent d'un de ses débouchés très importants.

De plus, la théorie mercantile fondamentale de la balance du commerce, des principes de laquelle Colbert fut un fervent partisan, eut sur lui une influence des plus importantes. Il était convaincu, comme presque tous les autres mercantilistes, que pour avoir beaucoup d'argent, une nation doit se passer autant que possible de marchandises étrangères et qu'elle doit en même temps vendre aux autres nations la plus grande quantité de produits indigènes.

Il soutient qu'un pays qui emprunte beaucoup de marchandises de l'étranger en est évidemment dépendant. Sur ce point également, les opinions de Colbert ne diffèrent en rien de celles qui rencontraient à son époque l'approbation générale.

Cette dépendance vis-à-vis des fournisseurs devait lui paraître dangereuse surtout quand il s'agissait des importations destinées aux constructions navales ou l'approvisionnement des arsenaux, pour que le pays ne soit pas, en cas de guerre, exposé aux difficultés résultant d'une pénurie des matières indispensables à la défense.

Colbert est d'avis qu'il faut réduire l'importation de ces matières. Voilà à titre d'exemple un passage touchant l'importation du goudron :

« Je ne veux point, écrit Colbert, faire venir de goudron de Hollande, étant persuadé que, si l'on veut s'appliquer en Provence à le faire aussi bon que celui du Nord, on peut y réussir. S'il y a quelque dépense à faire pour cela, je le ferai volontiers, n'y ayant rien de si important pour notre marine que de nous mettre en état de nous passer des manufactures étrangères, et particulièrement de celle-ci, dont il

se fait si grande consommation dans nos ports. » (64)

Dans sa lettre à l'intendant de la marine à Rochefort (1666), il donne des instructions générales sur les achats en expliquant pourquoi il faut diminuer l'emploi des produits étrangers.

« Il est nécessaire d'observer soigneusement sur les achats à faire des dites-marchandises qu'il faut toujours acheter préférablement en France aux pays étrangers, quand même les marchandises seraient un peu moins bonnes ou un peu plus chères, parce que l'argent ne sortant point du royaume, c'est un double avantage à l'Etat en ce qu'il n'appauvrit point, et les sujets de Sa Majesté gagnent leur vie en excitant leur industrie. » (65)

Ailleurs, il dit tout simplement :

« Il est ridicule que nous allions chercher chez les étrangers ce que nous avons en abondance. » (66)

Colbert souligne l'importance des moyens qu'il faut trouver et appliquer en vue de réduire, autant qu'on peut, la masse des produits, qui sont fournis par d'autres nations. La France doit s'appropriier les branches des fabrications qui créent les produits que l'on est encore forcé de demander à l'étranger.

Absorbé par cette question, il écrit dans un mémoire pour le marquis de Seignelay, son fils, qu'il est nécessaire « d'examiner avec application toutes les marchandises et manufactures qui n'étaient pas établies dans le Royaume, et en cas qu'il y en eût, de chercher tous les moyens possibles pour les y établir. » (67)

(64) Clément P., *Histoire de Colbert et de son administration*, Paris, 1874, p. 408.

(65) *Ibid.*

(66) Clément, *Histoire du système protecteur en France*, Paris, 1854, p. 36.

(67) Clément, *Hist. de Colbert et de son administration*, p. 483.

Mais toutes ces préoccupations, visant l'organisation de l'industrie française et le développement de la production nationale, n'étaient en fait pour Colbert, que les moyens qu'il croyait indispensables pour atteindre son but suprême : la prédominance politique et économique absolue de la France sur les autres nations.

L'idée de placer la France au premier rang en Europe restait à la base de tous ses projets politiques. Et comme l'exemple des nations voisines, de la Hollande, de l'Angleterre et de l'Espagne, faisait croire que celui qui était en possession du commerce du monde, devait aussi nécessairement posséder la souveraineté universelle, la liaison entre la puissance de l'Etat et son commerce extérieur était pour Colbert une vérité incontestable.

Dans l'introduction à sa thèse : *Les doctrines économiques de Colbert*, M. Mazan démontre toute l'importance que les hommes d'Etat de cette époque attachaient à l'extension du commerce extérieur. On croyait que la puissance politique de l'Etat était la conséquence de son développement commercial et que le commerce extérieur d'exportation était le seul capable de lui fournir les éléments essentiels de sa prospérité, lesquels sont la possession de richesses métalliques et l'existence dans le pays d'une grande quantité d'hommes.

Colbert a voulu donner à la France la suprématie économique. Il regrette que les français n'apprécient pas assez les bienfaits du commerce : « Nous avons laissé perdre l'usage et le bien du commerce ». Par toutes sortes de moyens il s'efforce de relever l'activité commerciale de sa nation et particulièrement sur mer, comme la plus importante à son avis et « qui en moins de temps peut faire renaître l'abondance dans ses (du roi de France) Estats ». (68)

(68) Lettre adressée aux officiers de l'amirauté au Havre (1664). *Lettres, instr. mém.* t. II, p. 425.

Il n'y a presque aucune lettre de Colbert touchant les questions économiques qui ne souligne l'importance du développement du grand commerce. Ennemi des entraves qui ne faisaient pas partie intégrante de son système, il avait même voulu que la plus grande liberté soit laissée aux marchands.

Le colbertisme a lié deux problèmes. Celui de l'autarchie économique et celui de l'expansion commerciale, qui dominait en quelque sorte le premier. Il s'agissait de couvrir par l'industrie nationale, tous les besoins du pays, fermant les ports aux marchandises des autres Etats, et produire nécessairement un superflu de denrées, en vue de l'écouler à l'étranger. De l'importance de ce superflu, dont il fallait faciliter la sortie, devait dépendre la prospérité et la richesse du pays.

Voilà l'origine de ce contraste curieux entre les dispositions restrictives et les préambules libéraux de la politique mercantile et du colbertisme surtout.

On croyait généralement que non seulement il était possible de vendre sans acheter, mais encore que c'était le seul moyen d'enrichir la nation.

Or, un système, consistant à se passer autant que possible des marchandises étrangères et à vendre en même temps aux autres nations la plus grande quantité de produits, devait nécessairement aboutir à des difficultés internationales constantes et à l'isolement économique de la France. Et quoique rien n'était plus contraire aux désirs de Colbert (69), une politique pareille conduisait fatalement au bouleversement du courant naturel des échanges avec les pays étrangers.

Colbert ne se rendait pas compte des effets qu'allait produire sa politique protectionniste. Il ne supposait jamais que les nations étrangères pou-

(69) Ce que prouve suffisamment M. Mazan dans sa thèse, p. 98.

vaient se passer également des produits français. Mais cette question l'inquiète et il demande à Colbert de Croissy, ambassadeur en Angleterre :

« Je crois que vous connaissez assez combien ces sortes d'affaires (l'exportation des vins, denrées et manufactures français à destination de l'Angleterre) sont importantes au royaume. Puisque le roy d'Angleterre n'a point osté l'imposition sur le vin, faites-moy sçavoir si l'on s'aperçoit qu'il s'y en consomme moins qu'auparavant... » (70)

Pourtant « jusqu'à présent, quelque effort que les estrangers aient fait pour se passer de nos vins et eaux-de-vie, nous ne voyons pas qu'ils y aient réussy. » (71)

Il espérait que les représailles que les Hollandais et les Anglais ne manqueraient pas de prendre contre le commerce français ne pourraient l'atteindre. La France, selon lui, et c'est la clef de voûte de son système, peut et doit se suffire, se passant des autres nations qui elles-mêmes ne peuvent se passer d'elle.

Mais en fait, les événements lui donnèrent tort. Par un retour qu'il n'avait pas prévu, le protectionnisme de Colbert paralysait la production du pays en paralysant le commerce d'exportation. Le pays devait toujours travailler davantage pour sa consommation et non pour celle de l'étranger (72). Et quand à la fin du règne de Louis XIV et plus tard, se manifesta un mouvement de l'opinion contre la politique de Colbert, on ne voyait toujours dans le grand ministre que celui qui, s'inspirant d'idées protectionnistes, avait voulu développer les forces productives de la France, de façon à lui permettre

(70) Lettre du 20 mars 1669. *Lettres, instr. et mém.*, t. II, p. 461.

(71) *Lettres, instr. et mém.*, t. II, p. CLXXVII.

(72) Bondonio, *La rivalité franco-hollandaise*, Revue d'Histoire économique et sociale, Paris, 1923, N° 1.

de se suffire à elle-même. Et c'est cette politique d'autarchie économique qui fut l'objet des critiques du libéralisme naissant.

Pierre Clément nous donne dans son *Histoire du système protecteur* (73) des extraits d'un pamphlet publié en 1668 sous l'influence de la révision du tarif douanier. Ce mémoire nous renseigne sur la manière dont on a compris la politique du ministre et comment on la critiquait déjà au plus fort de sa puissance. L'auteur anonyme dit :

« M. Colbert ne prend pas garde qu'en voulant mettre les français en estat de se pouvoir passer de tous les autres peuples, ceux-ci songent aussi à faire la mesme chose de leur côté..... parce que la conduite que nous tenons avec eux, à l'égard du commerce, leur fait voir clairement que nous ne voulons rien prendre en échange ». Et il ajoute que maintenant « il faudra que nous revenions par nécessité au mesme estat où nous estions auparavant » ou sinon, il faudra « n'avoir plus de liaison avec personne, qui est une chose impossible ».

L'abbé de Choisy écrivait sur Colbert :

« Il crut que le royaume de France se pourrait suffire à lui-même... » « ...il croyait pouvoir se passer des soyes de Levant, des laines d'Espagne, des draps de Hollande, des tapisseries de Flandre, des chevaux d'Angleterre et de Barbarie ». (74)

Et quand, en 1701, fut réuni à Paris un Conseil général du commerce, composé entre autres de douze des principaux négociants du royaume, délégués de différentes villes, il n'y eut que le délégué de Rouen pour se prononcer en faveur du système restrictif. Tous les autres critiquent assez vivement la politique de Colbert. Le délégué de Dunkerque expose son point de vue de la manière suivante :

(73) Page 37.

(74) Clément, *op. cit.*, p. 40.

« Nous devons tous concourir à procurer l'abondance dans le royaume et à nous passer des étrangers autant qu'il nous sera possible, sans néanmoins les irriter contre nous », parce que le commerce extérieur est nécessaire pour la France. Si la France n'avait que des manufactures, elle aurait raison d'interdire l'entrée des produits semblables des manufactures étrangères, mais ayant un nombre très considérable de produits superflus, qu'elle ne peut pas consommer elle-même, il est nécessaire d'en favoriser la sortie. Or, les étrangers ne viendront jamais les prendre, si les Français ferment la porte à leurs produits (75).

Les mêmes idées sont soutenues par le délégué de Bordeaux disant que vraiment la France peut très bien se passer des étrangers mais qu'elle aurait tort de le faire pour plusieurs raisons, et entre autres parce qu'elle produit plus qu'elle ne consomme.

Le délégué de la Rochelle déplore « qu'ayant prétendu nous passer de toutes les autres nations, et que au contraire elles ne peuvent pas se passer de nous, nous nous sommes fort abusés... »

Et le délégué de Lyon dit :

« Il faut revenir de la maxime de M. Colbert, qui prétendait que la France se pouvait passer de tout le monde, et qui voulait encore obliger les étrangers de recourir à nous. C'était forcer la nature et aller contre les décrets de la Providence, qui a distribué ses dons à chaque peuple, pour les obliger, ce semble, à entretenir entre eux un commerce réciproque. Ce ne serait donc plus un commerce que de fournir aux étrangers nos denrées et nos manufactures et de ne tirer d'eux que de l'argent ».

De tous ces passages, extraits des multiples critiques du colbertisme, formulées par les témoins même de l'activité du ministre, nous voyons qu'on

accuse tout spécialement sa politique de l'autarchie économique, cette autarchie économique qui, pour Colbert lui-même, n'était qu'un tremplin pour l'expansion commerciale et qui, en pratique, gêna le mouvement d'échange international selon les règles naturelles mises en lumière définitivement par l'école classique de l'économie politique.

L'autarchie de Colbert frappait tous les esprits. Basnage dit : « M. Colbert crut que le Royaume de France se suffisant à lui-même par sa fertilité et par sa vaste étendue, il feroit fleurir les Manufactures, qu'il établissoit s'il fermoit la Porte à tous les Marchands étrangers ». (76)

De même ceux qui ont voulu défendre la politique du grand ministre, se sont efforcés à trouver des raisons à l'appui de son autarchie économique.

Ainsi, en 1694, parut à la Haye un livre intitulé : *Testament politique de M. Jean-Baptiste Colbert* et attribué à Sandraz de Courtils. L'auteur, dans le chapitre XV, veut résumer les opinions de Colbert sur la politique commerciale extérieure. Il attribue au Ministre de Louis XIV l'idée de l'autarchie économique et en défend la cause :

« Je sais bien que pour combattre mon opinion, l'on objecte que si nous nous mettons sur le pied de nous passer des étrangers, ils feront de même à notre égard, qu'ainsi il est plus expédient de laisser les choses sur le pied qu'elles étoient et qu'elles ont toujours été ». (77)

« Mais ceux, qui parlent de la sorte, dit l'auteur, ne se rendent pas bien compte que nous n'avons besoin de personne et que nos voisins ont besoin de nous ». D'une façon générale, la France a tout en soi-même et n'a besoin de chercher chez les

(76) *Annales des Provinces-Unies*, La Haye 1726, t. II, p. 83.

(77) *Op. cit.*, p. 494.

étrangers que très peu de choses. Mais il n'en est pas de même des autres Etats envers la France. Ces Etats « n'ont ni vin, ni bled, ni sel, ni chanvre, ni eau-de-vie, et il faut de toute nécessité qu'ils aient recours à nous pour en avoir. Ce seroit donc profiter fort mal du bien que Dieu nous a fait, si nous le donnions pour des choses dont nous pouvons nous passer facilement. S'il faut que les étrangers aient de notre argent, ce ne doit être que pour ce qui ne vient pas dans le Royaume. Pour tout le reste, il faut se passer d'eux. »

*
* *

Cependant, ils ne sont pas nombreux ceux qui essayent de justifier la politique autarchique de Colbert. Même les plus fervents partisans des principes mercantilistes, comme Melon et Dutot, se montrent plus libéraux en ce qui concerne la défense du marché intérieur.

Un effort vers l'étude plus profonde de la théorie des échanges internationaux se fait jour et suscite la lutte entre l'Ecole du laisser-faire et de ceux qui soutiennent les théories restrictionnistes.

Un mouvement général, imprégné des idées libérales, commence vite à s'accroître. On constatait que le développement de l'activité nationale s'est heurté aux entraves de la politique protectionniste qui, en provoquant les guerres, isolait les peuples les uns des autres.

Au moment même où Louis XIV est en guerre avec la Hollande un de ses courtisans, M. de Bélebat, soumet à une critique minutieuse la politique de Colbert en concluant que « le commerce vit de liberté et meurt de protection » (78).

(78) Schatz, A. *L'individualisme économique et social*, Paris 1907, p. 28.

Bélosbat (79) est mercantiliste, mais il demande une plus grande liberté pour le commerce dont le développement est nécessaire à l'Etat, n'ayant pas de mines de métaux précieux. Le régime qui convient le mieux au commerce, c'est la liberté. Et au nom du développement de l'activité commerciale, il condamne cette politique de Colbert, qui consistait à fermer les marchés français aux étrangers et provoquait en conséquence les guerres et la misère.

Les résultats de la guerre avec la Hollande n'étaient pas sans influence sur le mouvement dirigé contre le système politique qui l'a provoquée. Mais la plus profonde cause de la réaction antimercantiliste réside dans la législation du commerce de grains pratiqué par Colbert. Cette législation subordonnait toujours les intérêts de l'agriculture française à ceux de l'industrie. La politique mercantiliste basée sur l'intervention de l'Etat au profit de l'industrie, avait conduit l'agriculture à sa ruine (80).

La réaction ne tarda pas à se produire au moment où la politique de Colbert et de ses successeurs (Louvois) se heurtait contre les premières difficultés.

La question de la libre circulation des céréales se posa devant l'opinion. La législation en vigueur était essentiellement restrictive. Les exportations de blé, tant hors du royaume que de province à province, étaient rigoureusement interdites dans les années de mauvaises récoltes et n'étaient autorisées que très rarement dans les années de récoltes satisfaisantes. Au surplus, les exportateurs devaient acquitter des taxes de sortie très élevées. Cette politique restrictive provoquait l'avilissement du prix des grains et gênait la production agricole.

(79) V. un article de Schatz et Caillemier, *Revue d'Economie Politique*, 1906.

(80) V. Permezel, *Les idées des Physiocrates en matière de commerce international*, Lyon 1907, p. 11.

Boisguillebert s'élève contre elle en dénonçant les inconvénients et les dangers dont elle menaçait l'intérêt public. Boisguillebert réclame la liberté de la sortie du blé pour améliorer les prix des produits agricoles, parce que, selon lui, la nation ne sera jamais plus misérable, que lorsque le blé sera à bas prix. Il déplore qu'à la suite du mauvais état de l'agriculture « la France a vu ruiner entièrement son commerce et la culture de ses terres » (81).

D'Argenson, esprit philosophique, développe l'idée de solidarité des nations. Il reproche à la France, qu'en s'entourant de barrières, elle fait suivre son exemple par ses voisins. Il y a de la gêne des deux côtés et pourtant il n'y a « qu'un système sur le commerce, c'est de laisser faire le public et de ne point diriger le commerce » (82).

Il s'élève contre le détestable principe d'après lequel la France veut conquérir la grandeur par l'abaissement des autres. Selon lui, dans les relations commerciales internationales les intérêts de tous les pays sont solidaires. « Ne voit-on pas dit-il, qu'en excluant les marchandises étrangères, on détourne les étrangers de prendre les nôtres ? » (83) Il attaque les prohibitions et lance la devise : « Pas trop gouverner. »

Toutes ces idées nouvelles, peu précises et peu coordonnées, marquent une réaction contre le colbertisme et présentent dans l'histoire des doctrines une étape mitoyenne entre le mercantilisme et l'école physiocratique et libérale. Oncken les désigne sous le nom du mercantilisme libéral (84).

(81) *Factum de la France*, Collection des principaux économistes, Daire, p. 350.

(82) Oncken, *Geschichte der Nationalökonomie*, Leipzig, 1902, p. 273.

(83) Cité chez Permezel, p. 24.

(84) Auguste Oncken, *Die Maxime « laissez faire laissez passer »*, Berne, 1886.

Il range parmi les mercantilistes libéraux, Vincent de Gournay, qui, selon lui, puisait ses idées dans les ouvrages des mercantilistes-libéraux anglais comme Child, partisan résolu de la théorie de la balance du commerce.

Nous voyons que les partisans du libéralisme naissant engagent la polémique sur tous les points composant le système de Colbert. Bornons-nous à constater ici qu'ils se préoccupent tous du commerce extérieur, gêné par les entraves ayant leur origine dans l'idée de l'autarchie économique. Ils déplorent la ruine du commerce et se montrent d'une façon générale comme partisans du développement des échanges internationaux, contribuant à l'enrichissement des nations.

Morellet, qui selon toute vraisemblance puisait ses idées dans les écrits de Gournay et de ses disciples, souligne les avantages qui résulteraient de l'unification douanière de la France avec les provinces situées au dehors du territoire économique français et insiste en cette occasion sur l'importance du commerce, surtout du commerce actif, qui est « la vraie source de la richesse et de la force d'un pays » (85).

Dans tous les écrits des mercantilistes-libéraux on trouve exprimée la nécessité d'une réforme du colbertisme dans un sens plus libéral et plus concordant avec les intérêts de l'agriculture, mais les intérêts du commerce ne sont pas méconnus et on cherche des moyens « pour favoriser le commerce national » (86).

(85) Cité par Oncken, *Geschichte der Nationalökonomie*,
p. 298.
(86) *Ibid.*

*
* *

Voici, nous semble-t-il, fixé dans ses grandes lignes le rôle de l'idée de l'autarchie économique dans la politique et dans les théories des mercantilistes.

Il ne nous reste plus que de mettre au point quelques conclusions ressortant de notre étude, pour la plus grande clarté du problème qui nous occupe.

Le mercantilisme, mouvement historique vers l'unification de l'Etat sur le terrain économique, développe les solidarités d'intérêts nationaux, introduit la liberté des échanges intérieurs, organise les voies de communications d'après un plan national, fortifie la cohésion économique de l'Etat, subordonne les intérêts locaux à l'intérêt national et sépare nettement l'économie nationale de l'économie des autres pays.

Dans l'ordre des idées, les théories du commerce extérieur et de la balance du commerce conduisent les économistes et les politiciens de l'époque mercantile à la conception d'un Etat idéal couvrant tous les besoins de la population par la production nationale. Ces idées influencent la politique de l'ancien régime.

Depuis le xvii^e siècle se joint au mouvement vers l'autarchie économique un mouvement d'expansion commerciale, qui sous Colbert prend le dessus et devient le but suprême de l'activité du grand ministre.

Mais les idées anciennes persistent et on arrive à poursuivre deux buts simultanément : se suffire à soi-même et vendre le plus possible, c'est-à-dire qu'en s'efforce d'atteindre à la fois l'autarchie économique et l'expansion économique. Une double ligne de conduite de ce genre n'était possible qu'à une

époque où la croyance était encore générale qu'on peut vendre sans acheter.

C'est aux physiocrates et à l'école libérale d'Adam Smith, que revient l'honneur d'avoir démontré d'une manière décisive, l'incompatibilité pratique de ces deux tendances.

Les idées des économistes du XVIII^e siècle en matière d'échanges internationaux

LES PHYSIOCRATES

La réaction contre les principes de la politique mercantile qui se produit en France dès le commencement du xviii^e siècle atteint son point culminant dans la théorie physiocratique. Les physiocrates ne s'arrêtent pas à démontrer les dommages causés par le système prohibitif, mais ils contestent, ce qui n'était pas encore contesté par leurs précurseurs, à savoir que le commerce extérieur pouvait enrichir un pays. Ils condamnent de la sorte toutes les théories qui composaient le système mercantile.

L'Ecole physiocratique, dont le système à la fois philosophique et économique a joui d'une grande faveur au xviii^e siècle a exercé une influence incontestable sur la formation ultérieure de la théorie du commerce extérieur. Il est incontestable que le jugement qu'elle a porté sur le commerce extérieur et sur son rôle peut s'expliquer de la même manière que celui qu'elle émit sur la productivité exclusive de l'agriculture et notamment par l'esprit de réaction contre l'industrialisme et le mercantilisme de Colbert. Mais les physiocrates ont fait en même temps une analyse plus fine et plus exacte de la circulation. La manière dont fut analysé le phénomène de la

vente et le rôle de l'argent ont discrédité la tradition de la balance du commerce, qui appliquée en même temps par toutes les nations aboutirait à arrêter complètement les relations commerciales. La vente pour Quesnay n'est que la moitié d'un échange. L'argent n'est qu'un intermédiaire.

Nous trouvons déjà les mêmes idées chez certains précurseurs des physiocrates, qui, voulant réfuter la théorie de la balance du commerce ont minutieusement analysé le mécanisme du commerce extérieur.

Chez André Isaac de Bacalan, par exemple, nous trouvons des opinions qui marquent peut-être la naissance même de la loi des débouchés, ou du moins ouvrent la voie où ont marché les fondateurs de la théorie du commerce international.

« L'argent substitué aux marchandises et le papier substitué à l'argent, dit-il, ont dénaturé les idées simples et primitives du commerce. Il ne fut dans son origine qu'un véritable échange : il n'est encore et ne sera jamais qu'un échange purement déguisé... Il est donc contre la nature du commerce de vouloir donner et ne point recevoir » (1).

Pour Quesnay également, le but que se sont posé les mercantilistes, à savoir : l'autarchie économique et le grand commerce d'exportation, est une chimère irréalisable. Il est physiquement impossible, selon lui, que les ventes d'une nation puissent surpasser ses achats (2), parce que « tout achat est vente et toute vente est achat » (3).

Mais par esprit de contradiction, il poussa le raisonnement plus loin et arriva à la théorie de l'équation des valeurs dans l'échange et l'improductivité de l'échange.

(1) Cité par Sauvaire-Jourdan dans l'introduction à la *Théorie du Commerce International* de Bastable, p. VI.

(2) Daire, p. 171.

(3) Daire, p. 170.

Cette conclusion erronée de Quesnay et de son école est due à sa conception matérialiste et terrienne de la production et à l'incompréhension totale de la valeur (4).

D'après les physiocrates, l'échange ne produit rien. Chacune de deux parties reçoit l'équivalent de ce qu'elle a donné. Quesnay dit que « le commerce n'est qu'un échange de valeur pour valeur égale », par conséquent, il n'y a pas d'augmentation réelle de richesse et « le commerce entre différents pays, est de son tour, l'échange d'une production, qui a une valeur vénale contre une autre production de valeur égale, échange où il n'y a par conséquent rien à perdre ni à gagner pour l'un ni pour l'autre des contractants » (5).

« Cessez donc de vous égarer avec les spéculateurs politiques, qui cherchent à vous persuader que dans votre commerce vous pouvez profiter aux dépens des autres nations » (6).

Nous voyons donc que le fondateur de l'Ecole ne se contente pas de conclure que la nature du commerce même exige qu'il y ait toujours l'équilibre dans les relations entre les peuples, mais il affirme que la nation ne peut rien gagner en développant les relations commerciales avec l'étranger. Ce n'est pas tout. Le commerce non seulement n'est pas une source de bénéfices pour la nation, mais au contraire, il représente les frais, les dépenses onéreuses prélevées sur le revenu des propriétaires de terres » (7). Les frais du transport et les gains des commerçants retiennent une partie du produit net et diminuent par conséquent la nouvelle richesse annuellement créée. Il faut économiser autant que possible ses dé-

(4) Gide et Rist, *Histoire des doctrines économiques*, Paris 1913, p. 54.

(5) Daire, p. 146.

(6) Daire, p. 176.

(7) Quesnay, *Analyse du tableau économique*, Daire, p. 71.

penses onéreuses et les employer aux travaux de l'agriculture pour assurer sa prospérité. Mais ce n'est pas parce qu'il se fait avec l'étranger, que le commerce extérieur est onéreux, c'est seulement pour la raison de l'éloignement. Le Trosne dit que le commerce de Dunkerque et de Rouen avec la Hollande et l'Angleterre est plus avantageux que celui de ces deux villes avec Marseille ou même Bayonne (8).

Les réserves à l'égard du commerce extérieur ne s'expliquent pas chez les physiocrates par les raisons nationalistes et il serait mieux de parler ici d'un commerce à longues distances et de celui à petites distances, que du commerce extérieur et intérieur. Mais au fond des choses ce n'est qu'une différence minime.

Stuart Mill regarde le commerce extérieur comme étant un exemple du cas plus général du commerce entre des lieux éloignés. (9) Ainsi dans les préoccupations de la politique du commerce extérieur entre tout ce qui a rapport avec le grand commerce, et le petit commerce descend tout au second plan. Dans les écrits des physiocrates la notion de grand commerce coïncide du reste avec celle de commerce extérieur.

Quelles sont alors les conclusions des physiocrates ? Pour atteindre le plus grand bien-être la nation doit-elle vivre sur elle-même en évitant les relations commerciales avec les pays étrangers ? Pour Le Trosne une telle nation serait évidemment un idéal, puisque « plus une nation est placée dans un climat favorable auquel la nature n'a refusé aucune des productions nécessaires et agréables, plus sa culture est bonne et sa population aisée, et moins son commerce extérieur a d'étendue » (10). Une telle

(8) Le Trosne, *de l'Intérêt social*, Daire, p. 968.

(9) Bastable, *la Théorie du commerce international*, tr. par Sauvaire-Jourdan, Paris, 1900, p. 17.

(10) Le Trosne, *de l'Int. soc.*, Daire, p. 964.

nation « subsiste par elle-même; elle voit tous les ans ses richesses se renouveler par le bienfait de la nature » (11).

Quesnay dit de même que « plus les productions d'un royaume sont variées, moins il y a d'exportations et d'importations, et plus la nation épargne sur les frais du commerce extérieur » (12).

Mais, en réalité, ce n'est pas là la vraie direction vers laquelle allait la pensée physiocratique. Ce n'est pas vers l'isolement économique de la France que se dirigeait tout l'effort intellectuel des physiocrates et leur action concernant la politique pratique.

Le désir du développement de l'agriculture et de sa prospérité reste toujours à la base des idées de Quesnay et de son école. Et c'est dans le relèvement des prix des produits agricoles qu'ils voient le meilleur moyen d'atteindre ce but. Or, à son tour, ce relèvement des prix ne peut pas être réalisé que par la liberté d'exportation des produits agricoles.

« Il n'y a que la libre concurrence des commerçants étrangers qui puisse assurer le meilleur prix possible, et il n'y a que le haut prix qui puisse procurer et maintenir l'opulence et la population d'un royaume par le succès de l'agriculture » (13).

« C'est par la communication et par l'égalité des prix, que le commerce maritime entretient entre les différents pays, qu'il leur est profitable à toutes » (14).

Voilà l'origine et la cause la plus profonde du libéralisme de Quesnay. Il est libre-échangiste, mais non pas parce qu'il voit que la nation peut tirer des profits des échanges internationaux eux-mêmes, mais parce que la France produit beaucoup plus de

(11) *Ibid.*, p. 980.

(12) Cité par M. H. Truchy dans son intéressant article sur *Le libéralisme économique dans les œuvres de Quesnay*, Revue d'Econ. Pol., 1899.

(13) Quesnay, *Dialogue sur le Commerce*, Daire, p. 153.

(14) Daire, p. 161.

denrées agricoles, qu'elle ne peut consommer et parce que la libre exportation des grains augmentera le prix et accroîtra les revenus des terres (15).

Les physiocrates se déclarent en faveur de la liberté des relations internationales parce que l'agriculture française en profitera. « Les physiocrates partent de la considération du produit net, pour arriver à la liberté économique. » « La théorie du produit net est le principe fondamental de la doctrine de l'école physiocratique; la liberté du commerce extérieur n'est qu'un corollaire de ce principe » (16).

D'ailleurs tout régime prohibitionniste, quel qu'il soit augmente seulement les frais du commerce extérieur et de cette façon il est nuisible aux intérêts de la nation. Les physiocrates ne demandent pas un commerce grand, mais un commerce libre qui est le moins coûteux.

A leur avis, le moyen le plus parfait de réduire ces frais onéreux serait d'introduire la pleine liberté dans les échanges internationaux. Le système de protection augmente les bénéfices du négociant, mais en même temps, il augmente les frais du commerce et retient une partie de produit net.

Quesnay aperçoit notamment qu'en effet il n'y a pas de royaume « dont le territoire produise toutes les richesses propres à la jouissance de ses habitants » (17) et à cause de cela les échanges des biens entre les différentes nations sont nécessaires. Mais en mettant à part l'importance du commerce extérieur, comme soutient des prix intérieurs des produits agricoles, ce commerce est plutôt, selon eux,

(15) Cf. l'article cité de M. H. Truchy et la thèse de M. Paul Permezel, *les Idées des physiocrates en matière de commerce international*, Lyon, 1907.

(16) Permezel, *op. cit.*, p. 239 et 241.

(17) Quesnay, *Analyse du tableau économique*, Dairé, p. 70.

un inconvénient nécessaire et inévitable qu'un avantage réel (18).

Il ne peut être utile que pour les nations qui produisent des métaux précieux et doivent échanger leur or contre des produits consommables, ainsi que pour les petites républiques commerçantes qui gagnent sur la revente des marchandises des grandes nations. Pour les grandes nations agricoles, dont les productions sont consommables et usuelles, c'est « un désavantage de se livrer au commerce extérieur » (19), d'autant plus qu'en ce qui concerne l'influence sur les prix, il n'est pas nécessaire, explique Le Trosne, qu'il sorte réellement une grande quantité de productions. « Il suffit qu'elle puisse sortir. » (20)

La liberté de l'entrée et de la sortie est essentielle, mais un grand commerce extérieur n'est pas toujours une preuve de prospérité et il est souvent une preuve de désordre et de misère. Comme exemple, Quesnay indique l'Espagne en comparant son état « depuis qu'elle a étendu sa navigation commerciale dans toutes les parties du globe, avec l'état de prospérité où elle était auparavant, lorsque son territoire était richement et soigneusement cultivé et que toute sa navigation marchande était réduite à un simple cabotage fort borné » (21).

Il semble que les physiocrates ne demandent qu'un commerce plutôt théorique que pratique.

Dans son article intitulé : *Le Libéralisme économique dans les œuvres de Quesnay* (22), M. H. Truchy démontre ce point de vue des physiocrates, qui était exclusivement négatif, on pourrait dire hostile à l'égard du commerce. Quesnay veut le commerce libre, mais il ne le désire pas actif.

(18) Le Trosne, Daire, p. 968.

(19) Daire, p. 175.

(20) Daire, p. 965.

(21) Quesnay, Daire, p. 156.

(22) Revue d'économie politique, 1899.

Ce n'est pas pour développer les relations commerciales entre les nations, que les physiocrates demandent la liberté, mais plutôt pour les restreindre.

« Dans un royaume bien peuplé et bien gouverné, plus le commerce est libre et facile, moins il y a de commerce extérieur ». Parce qu' « il n'est pas essentiel d'avoir un grand commerce extérieur ». (23)

Les physiocrates profitent de toutes les occasions pour démontrer et souligner la supériorité du commerce intérieur. Pour Quesnay « une nation ne peut avoir du commerce plus avantageux que son commerce intérieur » (24).

Le commerce extérieur est absolument incapable d'enrichir une nation, mais s'il existe « sans liberté » il doit nécessairement la ruiner (25). Dans une nation prospère, il doit « diminuer en raison inverse de l'augmentation du commerce intérieur » (26). Ainsi on ne peut juger de la richesse d'une nation que d'après l'importance du commerce intérieur (27).

« Le commerce extérieur est un pis-aller pour les nations auxquelles le commerce intérieur ne suffit pas pour débiter avantageusement les productions de leurs pays » (28).

Mais « il est clair qu'un pis-aller vaut mieux que rien » et « dès que vous admettez la pleine et entière liberté de la concurrence entre les vendeurs et les acheteurs de toute espèce, vous jouirez du commerce le plus avantageux possible » (29).

Nous rencontrons les mêmes opinions chez Turgot, qui pourtant rectifie la doctrine des physiocrates et défend le caractère positif du commerce et son utilité sociale.

(23) Cité par H. Truchy.

(24) Daire, p. 156.

(25) Mercier de La Rivière, Daire, p. 547.

(26) *Ibid.*, p. 606.

(27) Quesnay, *Maximes du gouvernement économique*.

(28) Quesnay, *Dialogue sur le commerce*, Daire, p. 175.

(29) *Ibid.*, p. 176.

« Les Etats, dit-il, que l'on croit qui gagnent le plus au commerce par l'excès des exportations sur les importations, ou ce qu'on appelle la balance en argent, ne reçoivent pour cette balance prise année commune, qu'une valeur infiniment médiocre, en comparaison de la totalité du revenu national » (30).

« Les marchandises importées de l'étranger pour la consommation nationale d'un grand Etat ne font qu'une très petite partie de la consommation totale et les marchandises exportées ne sont aussi qu'une petite partie de la production » (31).

Le Trosne ajoute : « L'industrie en tant qu'elle travaille pour l'étranger, elle n'est pas plus productive de richesse lorsqu'elle vend à l'étranger que lorsqu'elle vend dans l'intérieur » (32).

Nous nous souvenons des paroles de Colbert quand il se plaignait d'avoir constaté que les Français ont perdu l'usage du commerce et n'apprécient pas suffisamment son bienfait (33). Les physiocrates expriment au contraire une profonde défiance quand ils parlent du commerçant qui transmettant la richesse « d'une main à l'autre » est « essentiellement et strictement stérile ».

Le commerce de trafic qui n'est que « les répétitions de ventes et achats, qui multiplient infructueusement la circulation des richesses » (34) est indigne d'une grande nation, d'une nation agricole. Il n'y a que des petits Etats, qui n'ayant pas suffisamment de terre à cultiver, comme la Hollande, n'ont pour toute ressource que de s'établir marchands.

(30) Œuvres de Turgot, Daire, t. I, p. 188.

(31) *Ibid.*, p. 187.

(32) *De l'Intérêt social*, Daire, p. 951.

(33) Voir plus haut, p. 42.

(34) Quesnay, *Analyse du tableau économique*, Daire, p. 72.

Selon Quesnay, « dans le commerce extérieur des nations agricoles, tout négociant est étranger relativement aux intérêts de ces nations » (35). « Le commerçant « marchand-revendeur » tend à acheter au plus bas prix et à revendre au plus haut prix possible, afin d'étendre son bénéfice le plus possible aux dépens de la nation : son intérêt particulier et l'intérêt de la nation sont opposés » (36). « Les gains des commerçants d'une nation ne sont point des profits pour la nation » (37).

Nous nous sommes arrêtés plus longtemps sur les idées des physiocrates concernant le commerce extérieur. C'est parce qu'elles auront, comme nous le verrons plus loin, une influence sensible sur la formation de l'idée de l'autarchie économique. A l'inverse de Colbert, qui attachait la plus grande importance au commerce extérieur de la nation, les physiocrates le considèrent comme une branche d'activité nationale plutôt nuisible. Et là, où ils comparent le commerce extérieur avec celui de l'intérieur, ils constatent la supériorité de ce dernier.

Il n'est pas sans intérêt pour notre sujet de faire remarquer comment un Linguet, par exemple, a compris les tendances de Quesnay et de son école. Dans la *Réponse aux docteurs modernes*, Linguet représente les physiocrates comme ceux qui « veulent voir notre commerce détruit » (38).

La dégradation du commerce extérieur par les physiocrates au point de vue de son importance et utilité, comme facteur d'enrichissement pour la nation, n'est pas resté sans influence sur le développement ultérieur de la pensée économique.

(35) *Ibid.*, p. 71.

(36) *Ibid.*, p. 73.

(37) Voir à ce sujet l'article mentionné de M. H. Truchy, p. 943.

(38) Londres 1771, t. III. Cité par Philipp dans son livre sur Linguet, Zurich 1896, p. 68.

D'autre part, en ce qui concerne la théorie du commerce international, nous avons vu que les mercantilistes l'ont considéré comme l'exportation d'un superflu représentant un excédent de la production sur la consommation intérieure, ou l'échange de ce superflu par un pays pour le nécessaire qui lui manque.

Quesnay, considérant le commerce extérieur comme un pis-aller, le trouve tout de même nécessaire parce qu'il n'y a point de royaume dont le territoire produise toutes les richesses propres à la jouissance de ses habitants (39). Il voit aussi dans ce commerce un bon moyen de débiter les productions qui ne trouvent pas des acheteurs à l'intérieur (40). Mais il y aperçoit de même des avantages résultant des importations : « il faut de commerce extérieur par lequel une nation vend à l'étranger une partie de ses productions pour acheter de l'étranger celles dont elle a besoin. Elle ne peut acheter de l'étranger qu'autant qu'elle vend à l'étranger » (41).

Les physiocrates ont déjà peut-être entrevu ce rôle du commerce extérieur, qui sera considéré par Ricardo et Mill comme seule utilité des échanges, le pays ayant besoin des importations, son commerce d'exportation ne sert qu'à les payer.

Le Trosne dit qu' « il n'y a de surabondant en aucun genre. *Le laboureur qui a fait naître un excédent au-delà de sa propre consommation, sait qu'il a bien des engagements à remplir; qu'il doit trouver dans l'échange de cet excédent la rentrée de ses avances et le paiement du revenu. Il n'a pas travaillé pour lui seul, mais pour toute la société, qui doit vivre du fruit de son travail. L'entrepreneur de culture n'a plus de surabondant que l'horloger n'a de montres surabondantes* » (42).

(39) Daire, p. 70.

(40) Daire, p. 174.

(41) Daire, p. 70.

(42) Daire, p. 909.

La doctrine physiocratique, partant de la théorie du produit net et de l'équation des valeurs en échange, n'a pas pu construire la vraie théorie du commerce international. Mais on trouve déjà en elle la critique de la notion « du superflu ».

C'est encore chez Condillac, que nous voyons la notion de la « production surabondante » (43) comme condition de l'échange. Eugène Daire dit que « l'auteur ne se serait pas servi de ces expressions, si son attention s'était portée sur les conséquences du phénomène de la division du travail » (44).

Et pourtant la théorie subjective de la valeur (fondée sur l'utilité et l'abondance) conduisait Condillac à repousser la théorie physiocratique de l'égalité de valeur dans les échanges (45). Il prétendait qu'en échangeant les marchandises « on donne toujours moins pour plus ».

(43) Daire, p. 263, 264, 265 (Condillac).

(44) Daire p. 263.

(45) Permezel, *op. cit.*, p. 164.

ADAM SMITH

Nous devons nous arrêter encore sur les théories du commerce extérieur d'Adam Smith, à cause de leur importance propre et de la répercussion qu'ont eu les idées de ce véritable créateur de la science économique sur tous ses successeurs.

« Dans sa lutte pour la liberté du commerce international, Smith, comme sur tant d'autres points, a été précédé par les physiocrates. Mais là aussi, il leur est supérieur par la largeur de ses vues. Le libéralisme des physiocrates est inspiré par l'intérêt de l'agriculture; le commerce extérieur reste pour eux un « pis-aller ». Smith, au contraire, considère le commerce extérieur comme avantageux en lui-même » (1).

Il ouvre à la production nationale un marché supplémentaire où peut être porté tout produit, qui ne trouve pas des acheteurs sur le marché intérieur. Il permet en conséquence l'élargissement de la production et rend possible une division plus complète du travail qui contribue à son tour à l'enrichissement de la nation.

Il est intéressant de constater que Adam Smith, lui-même, en parlant du profit du commerce extérieur pour les pays échangeistes, subit l'influence des théories mercantiles (2). Il voit dans le commerce international le moyen pour un pays d'exporter le surplus de sa production, pour lequel il n'y a pas de demande chez lui et à importer en retour quelque autre chose qui y est en demande.

(1) Gide et Rist, *Hist. des doctr. écon.*, Paris 1913, p. 115.

(2) Ce que démontre J. S. Mill dans ses *Principes*, traduction de Courcelle-Seneuil, t. II, p. 112.

« Mais alors, demande M. Rist, pourquoi, au lieu de produire des objets superflus qu'il doit exporter, le pays ne produirait-il pas plutôt lui-même ceux qu'il est obligé d'importer ? » (3).

J. Stuart Mill avait insisté tout particulièrement sur cette question, rappelant que Smith considérait le commerce d'exportation comme « un placement pour son excédent ». « Il y a là, dit-il, un dernier reste du système mercantile, suivant lequel le numéraire étant la seule richesse : vendre était le seul moyen de devenir riche pour les pays privés de mines; et, importer, c'est-à-dire donner son argent, c'était diminuer d'autant les bénéfices » (4).

Pour Mill, qui se base sur la théorie de la différence relative du coût de production, conçue par Ricardo (5), « tous les avantages directs du commerce étranger résultent des importations. Un pays obtient par le commerce, soit des choses qu'il n'aurait pu produire lui-même, soit des choses qu'il n'aurait pu produire qu'à un prix plus élevé que celui des marchandises exportées pour les payer. Il obtient ainsi la faculté de pouvoir mieux pourvoir à ses besoins avec une même dépense de capitaux et de travail, ou les mêmes objets avec une moindre dépense de travail et de capitaux, en gardant la différence pour produire autre chose » (6).

« Lorsqu'un pays produit un article d'exportation dont il n'a pas besoin, c'est pour obtenir à meilleur marché des produits dont il a besoin » (7).

Cependant les idées de Smith ressemblent beaucoup à celles des physiocrates sous un autre point qui est pour nous du plus vif intérêt. Et notamment pour Smith, comme auparavant pour les physio-

(3) Gide et Rist, *Hist. des doct. écon.*, Paris 1913, p. 118.

(4) *Principes*, tr. de Courcelle-Seneuil, t. II, p. 112.

(5) *Principes*, tr. de Courcelle-Seneuil, t. II, p. 108.

(6) *Ibid.*, p. 111.

(7) *Principes*, tr. de Courcelle-Seneuil, t. II, p. 112.

crates, le commerce intérieur est beaucoup plus utile pour la nation que le commerce extérieur. Comme dans toutes les autres questions l'argumentation de l'économiste anglais est différente, mais les conclusions se rapprochent. Examinant cette question, il dit : « Le commerce intérieur ou domestique, celui dans lequel le même capital fournit au pays le plus grand revenu et fait naître le plus d'occupation pour les nationaux, est le plus important de tous » (8).

« Le capital qui sera employé dans le commerce intérieur d'un pays donnera en général de l'appui et de l'encouragement à une plus grande quantité de travail productif dans ce pays, et augmentera plus la valeur de son produit annuel, que ne le fera un pareil capital employé au commerce étranger de consommation « ou bien de transport » (9).

Selon Smith, le capital employé par le commerçant dans le commerce intérieur remplace pour la totalité un capital dépensé par les producteurs nationaux. Et qui plus est, ce capital sera beaucoup plus rapidement disponible de nouveau que s'il eut été employé dans le commerce extérieur, les retours du commerce extérieur étant beaucoup moins rapides que ceux du commerce intérieur.

Dans le commerce extérieur, échangeant les marchandises nationales contre les marchandises étrangères, le capital employé remplace seulement en moitié le capital national et si c'est un commerce extérieur de transport, il est le moins fructueux de tous.

Si nous ajoutons que J.-B. Say, lui aussi, admet dans cette matière le point de vue d'Adam Smith, nous pouvons conclure que tous les économistes fondateurs de l'école libérale étaient unanimes pour convenir que l'importance du commerce extérieur pour

(8) *Richesse des nations*, livre IV, ch. I.

(9) *Ibid.*, livre II, chap. V.

le pays n'est rien en comparaison de celle du commerce intérieur.

Cette opinion, aujourd'hui surannée, a eu son influence sur les conceptions ultérieures soutenant l'idée de l'autarchie économique.

Il est très difficile, même aujourd'hui, d'établir une comparaison entre l'importance réciproque du commerce intérieur et extérieur. Assurément, il est aisé de constater et de suivre dans une mesure d'approximation suffisante les mouvements du commerce extérieur. Mais il n'existe pas de statistiques générales de la production, des échanges et de la consommation d'un pays. L'argumentation d'Adam Smith est en tout cas surannée. Les opérations du commerce extérieur ont depuis son temps considérablement augmenté et les améliorations techniques dans les transports ont supprimé cette grande différence au point de vue de la fréquence et de la régularité des retours.

Ce qui n'a rien perdu de sa valeur, ce sont les règles générales des échanges internationaux, établies par des économistes français et anglais du XVIII^e siècle et l'école libérale. Ils ont admis le principe de la division du travail, étendue à la communauté internationale et ils ont démontré combien impossible et illogique était le but du système mercantile qui s'était proposé de réserver le marché du pays exclusivement aux producteurs nationaux et qui en même temps avait la prétention de favoriser et d'étendre le commerce extérieur afin d'obtenir ce qu'avait cherché le colbertisme : une balance favorable, et par suite, une importation de métaux précieux.

Pour réussir, sans commettre de trop grandes injustices et ne rien importer, il faudrait au moins isoler le pays en supprimant les échanges internationaux.

L'autarchie économique, comme pivot de la politique nationale, doit toujours et forcément aboutir,

grâce au jeu des lois économiques au tarissement du commerce extérieur. Les importations et les exportations sont indissolublement liées et l'on ne peut arrêter les unes sans que les autres ne diminuent, pour ainsi dire, automatiquement.

Les économistes ne contestent plus la valeur de cet axiome en économie politique.

Il est entendu que l'idée du libéralisme dominait toutes les nuances distinguant les théories des fondateurs de la science économique, pour eux tous elle restait immuable. Tous, ils réclamaient le plus vivement la pleine liberté de la concurrence et par conséquent l'entière liberté du commerce extérieur et intérieur. Et c'est dans ce sens que s'exerça l'influence des premiers économistes sur l'opinion et sur le pouvoir.

JEAN GOTTLIEB FICHTE

L'étude de l'histoire de l'idée de l'autarchie économique nous entraîne à examiner les idées concernant le commerce international du philosophe allemand Fichte. Il a consacré à cette question un ouvrage plein d'intérêt, très connu d'ailleurs : *Der geschlossene Handelsstaat* (1).

« L'état commercial fermé » fut publié en 1800 et donne une conception tout-à-fait originale de l'autarchie économique. C'est un transfert du nationalisme dans le domaine économique. Fichte avait sur le rôle de l'Etat des idées très opposées au courant intellectuel général, dominant à cette époque et auquel se sont liés les physiocrates et Adam Smith avec son école. Il était loin de l'idée n'attribuant à l'Etat que le rôle infime de défendre les droits personnels et la propriété de chaque homme (sujet). Il prétend que l'Etat doit d'abord donner à chacun « le sien » c'est-à-dire mettre chacun en possession de sa propriété (au sens fichtéen du mot) et ce n'est qu'après qu'il doit défendre ces droits. (2)

Fichte donne en même temps sa propre théorie de la propriété qui diffère sensiblement de la théorie généralement admise.

Selon lui, la propriété primitive et originelle, c'est le droit exclusif à une activité déterminée, c'est-à-dire le droit exclusif d'exercer une certaine activité productive bien déterminée : confection spéciale de vêtements ou confection spéciale de chaussures et que l'Etat doit interdire à tout autre. (3)

(1) Berlin, 1845-1846, *Sämmtliche Werke*, t. III.

(2) Fichte, *op. cit.*, p. 399.

(3) *Op. cit.*, p. 441.

En s'appuyant sur ces idées fondamentales, Fichte déduit et expose en détails toute une organisation du travail, une organisation qui doit être créée et surveillée par l'Etat.

La première tâche de l'Etat consiste à répartir le travail entre les trois classes de la société. La classe des producteurs (der Producenten) devrait avoir le droit exclusif d'extraire les produits, une autre, la classe des manufacturiers et artisans (der Künstler) devrait être autorisée à transformer ces produits en vue de la consommation. L'échange des produits entre ces deux classes serait confié à la troisième, c'est-à-dire aux commerçants. Le nombre de ceux qui appartiennent à chaque classe serait fixé par l'Etat lui-même.

Dans l'organisation de la société, toute entière, la règle principale serait : tout ce qui n'est pas nécessaire cède à tout ce qui est nécessaire.

Pour arriver à cette fin, l'Etat devrait supprimer l'anarchie, qui règne dans le commerce. Ainsi les prix des marchandises seraient arrêtés par l'autorité. Mais, vu que tout cela est fondé sur la contrainte et la loi et que la puissance de l'Etat ne dépasse pas les frontières qui le limitent, vu que les rapports des citoyens avec les étrangers pourraient provoquer différents troubles dans le régime ainsi arrêté, il s'ensuit tout naturellement que les relations avec l'étranger doivent être complètement supprimées.

C'est par un tel raisonnement que Fichte aboutit à une conception d'un Etat complètement fermé, doué d'une organisation économique autonome, au sens du mot le plus rigoureux. Tous les besoins d'une nation, dit-il, doivent être satisfaits exclusivement par la production nationale. Cette production est dirigée par l'Etat. Par conséquent toutes les crises sont évitées et l'indépendance économique et politique de la nation envers les Etats voisins est assurée.

Un tel Etat, économiquement fermé, doit aussi

réformer complètement son régime financier et monétaire. Il peut introduire comme monnaie ce qu'il veut, puisque cette monnaie a cours dans les limites de l'Etat seulement. (4) La réforme monétaire contribuerait elle aussi à la suppression du commerce extérieur.

Selon Fichte, chaque nation devrait faire tous les efforts nécessaires pour atteindre une indépendance complète de l'étranger. Le gouvernement doit employer tous les moyens prompts pour diminuer de plus en plus les relations commerciales avec l'étranger. Par la politique des prix, de plus en plus élevés pour les marchandises étrangères, les indigènes seraient forcés d'acheter les produits nationaux correspondants, ou de se contenter des succédanés. Les établissements qui travaillent pour les marchés étrangers devraient être adaptés aux besoins du marché intérieur. Dans le cas où l'échange de certains produits serait inévitable avec un autre Etat, seul le gouvernement serait autorisé de le faire sous forme d'une convention de commerce. (5) Les produits, dans ce cas, seraient échangés les uns contre les autres, par exemple, le blé contre le vin.

Toute cette organisation de la vie économique nationale pourrait être troublée par les voyages des citoyens à l'étranger. Pour obvier à ce danger, seulement les grands artistes et hommes de sciences pourraient être autorisés de se rendre dans les autres pays. A tout autre, la sortie du pays serait rigoureusement interdite. (6)

Dans un des trois grands chapitres, dont se compose « l'Etat commercial fermé », Fichte donne une brève étude historique de l'évolution économique de l'Europe. Nous trouvons dans ce chapitre l'explica-

(4) *Op. cit.*, p. 433.

(5) *Op. cit.*, p. 421.

(6) *Op. cit.*, p. 512.

tion pourquoi Fichte est arrivé à la conception d'une autarchie économique aussi rigoureuse.

Il prétend que les peuples chrétiens de l'Europe du Moyen-Age se considéraient comme une seule nation. Cet état de choses a subi une évolution. Les Etats modernes commencent à se former, ils s'organisent à l'intérieur au point de vue politique et économique, ils créent des unités de plus en plus individuelles. L'organisation politique, sociale et économique devient de plus en plus différente au sein de ces unités et les liens qui unissaient jadis tous les habitants de l'Europe se rompent progressivement. Or, quand l'Europe chrétienne formait au Moyen Age une unité, le commerce des Européens était lui aussi un et commun, mais au cours de l'évolution historique il partage le sort de la vie politique. Au fur et à mesure que l'Europe se partage en Etats particuliers, le commerce européen doit aussi se partager en « Etats commerciaux » de plus en plus fermés.

Tout Etat s'avancant dans sa carrière industrielle, s'efforce à produire lui-même les objets qui lui manquent et qu'il fait venir du dehors. Un grand développement du commerce international tient à une cause qui disparaît toujours davantage et qui est l'inégalité du niveau industriel atteint par les différentes nations. Les progrès réalisés par tous les Etats sur ce terrain devront fatalement diminuer dans une proportion analogue l'extension du commerce extérieur.

Or, l'évolution économique s'opère parallèlement avec l'évolution politique et toutes deux tendent vers la création des Etats absolument indépendants au point de vue économique et politique.

Voilà comment le courant naturel de l'évolution économique se présente aux yeux de Fichte. Son point de vue est ici complètement opposé à celui

des économistes qui entrevoyaient le rapprochement des peuples et la solidarité universelle.

Si l'histoire n'a pas encore donné pleine raison à aucune de ces philosophies, elle a certainement donné un démenti à Fichte. Ce que nous tâcherons de démontrer plus loin.

Le livre de Fichte suggère des observations fort nombreuses. Relevons celles qui entrent directement dans le sujet de notre étude.

Une grande distance sépare Fichte des préoccupations mercantiles. La question de la balance du commerce favorable n'existe pas pour lui. Cependant, il est absorbé par le problème de l'indépendance économique de l'Etat. Il est d'accord avec les théories mercantiles, signalant le danger d'une dépendance vis-à-vis du fournisseur. Mais Fichte va plus loin et il est plus conséquent dans ses aperçus. La dépendance lui paraît être réciproque.

« Aucun Etat, comptant sur le débouché étranger pour ses marchandises et organisant son industrie en vue des exportations, ne peut garantir à ses sujets la sécurité et la continuité de ce débouché ». (7). S'il arrive que le voisin commence à produire les mêmes objets ou que son gouvernement met un obstacle à l'importation par une prohibition, l'ouvrier du pays exportateur reste subitement sans travail et tombe dans la misère. Selon Fichte, un Etat, dont l'industrie travaille pour les marchés étrangers, se place, par ce seul fait, dans une véritable dépendance de l'étranger, puisque le sort d'une patrie, plus ou moins importante de la population du pays exportateur se trouve lié à la continuation et à la stabilité de ces relations commerciales avec les pays qui achètent ses productions.

C'est ainsi que Fichte complète le concept de la dépendance des pays échangistes d'une manière

(7) *Op. cit.*, p. 470.

qui ne manque pas de justesse. Avant lui, tous les protectionnistes ont considéré le grand commerce d'exportation comme une preuve de la supériorité du pays exportateur, plaçant les nations importatrices sous sa dépendance.

C'était les idées de Montchrétien, de Colbert et de tous les mercantilistes. Fichte, par contre, voit nettement l'interdépendance des peuples dans leurs relations commerciales.

Selon l'auteur de « l'Etat commercial fermé » cette dépendance, quoique réciproque, n'est pas par ce fait moins dangereuse. Elle présente un obstacle à l'évolution des Etats s'efforçant à se créer une situation de plus en plus indépendante.

Le progrès sur le terrain économique supprimera peu à peu la nécessité des échanges entre les Etats, qui, réalisant une complète autarchie économique, atteindront ainsi une indépendance absolue.

L'idéologie de Fichte en matière des relations internationales est dans une opposition extrême avec celle des fondateurs de la science économique. Mais, c'est grâce à ces derniers, que son idée de l'autarchie économique est beaucoup plus logique que la même idée chez les mercantilistes. Ses opinions sur le rôle de l'argent comme sur le phénomène des échanges sont en plein accord avec ce que nous enseigne Smith et les physiocrates. L'argent n'est pour lui qu'un intermédiaire dans l'échange et le commerce extérieur c'est un échange de marchandises contre marchandises.

Selon lui, les exportations doivent diminuer dans la proportion analogue avec les importations. Et quand il admet la possibilité d'un commerce extérieur très restreint entre des Etats autarchiques au cas d'une nécessité inévitable, il dit que le gouvernement doit le faire sous forme du troc. L'Etat ayant besoin d'un produit, qui ne se trouve pas sur son territoire, peut l'acheter payant avec une marchandise dont il dispose. L'exportation n'aurait lieu qu'en vue de l'achat.

L'idée de l'autarchie économique chez les protectionnistes français du XIX^e et XX^e siècle

Les idées de Quesnay et de son école n'ont exercé qu'une action passagère sur la politique française de la législation des grains. La déclaration du 22 décembre 1698, qui interdisait l'exportation des grains, sans permission expresse, étant en ce moment en vigueur, arrêta le développement de l'agriculture française. Réduite au marché national, elle devenait incapable d'assurer, en cas de mauvaises récoltes, l'approvisionnement du pays. (1)

Les idées professées par le *Journal économique* et le *Journal de Commerce*, combattant en faveur de la liberté, gagnaient des partisans dans la haute société. Machault, Vincent de Gournay, Bertin et L'Averdy mettant la question de la liberté de la sortie des grains dans le domaine de la politique pratique, parviennent à faire enregistrer par le Parlement de Paris l'édit du 19 Juillet 1764 autorisant le commerce extérieur des grains et confirmant la déclaration de 1763, qui accordait la libre circulation à l'intérieur. Mais cet édit n'était pas longtemps appliqué. En 1770, un arrêt de Conseil interdit l'exportation des grains en général sous prétexte de la hausse démesurée des prix des grains.

Avec Turgot, les idées libérales trouvent de nou-

(1) Afanassiev, *Commerce des Céréales en France au XVIII^e siècle*, Paris, 1894, p. 201.

veau plus de faveur au Conseil du Roi, mais Turgot ne peut rien faire en matière d'exportation des grains sauf prendre quelques mesures locales (2). C'est ainsi que les réformes accomplies sous l'influence des physiocrates n'étaient que passagères, naturellement dans le cadre étroit qui nous intéresse.

Toutefois dans la législation du commerce extérieur, l'influence des physiocrates a dépassé le domaine d'intérêts agricoles.

Quesnay et son école en France, ainsi que David Hume et surtout Adam Smith en Angleterre avaient insisté sur les avantages de la liberté du commerce international. Les mercantilistes libéraux et les disciples anglais avaient même insisté sur l'utilité du développement des échanges entre les peuples. Toutes ces idées libre-échangistes contribuèrent à faire conclure le fameux traité d'Eden de 1786. Du Pont de Nemours fut l'âme des négociations et le traité représente un beau succès des idées libérales de l'époque. Le mouvement libéral dans les relations commerciales entre les nations fut arrêté par les guerres de la Révolution et de l'Empire.

L'Assemblée Constituante confia l'examen des questions relatives au commerce extérieur à son comité de commerce et de l'agriculture. Le 27 août 1790, Goudard, député de Lyon, ville prohibitionniste à ce moment, déposa au nom du comité un rapport inspiré par le protectionnisme le plus étroit.

L'Assemblée Constituante procédait dans son œuvre de la réforme du régime social, politique et économique, sur l'initiative et les propositions des comités composés de ceux de ses membres que leur notoriété et leur profession désignaient à ce choix.

Le Comité de l'Agriculture et du Commerce comptait dans son sein de grands industriels et négociants, tels que : MM. Goudard, fabricant de soie-

(2) Afanassiev, *op. cit.*, p. 420.

ries à Lyon, de Fontenay, armateur et fabricant de tissus à Rouen, et Roussillon, l'un des principaux négociants de Toulouse. Ils furent chargés de rédiger le rapport sur les questions relatives à l'établissement d'une organisation nouvelle des forces productives de France. La composition du comité explique suffisamment le caractère protectionniste du rapport concernant le tarif douanier.

Goudard présenta successivement des rapports qui furent décrétés en 1790 et 1791. Les rapports portaient sur la suppression de droits de traite à l'intérieur et sur la translation aux frontières des bureaux de perception d'un tarif général, — le règlement des droits de sortie et d'entrée des denrées et marchandises, — la suppression des inspecteurs et des chambres de commerce, etc...

Dans ces nombreux rapports de Goudard, nous trouvons pas mal de passages qui nous rappellent les idées autarchiques du temps de la politique mercantile. « Nous sommes convaincus, dit-il, que vous atteindrez ce but (de procurer à l'industrie nationale les plus grands avantages possibles sur l'industrie étrangère) en mettant des entraves à l'introduction de tous les articles que nos manufactures peuvent fournir à la consommation. »

« Mais, quelque favorable à l'industrie nationale que doit être le tarif que nous vous proposons, c'est au patriotisme qu'il appartient de rendre à nos manufactures leur activité et leur splendeur. Une révolution va s'opérer dans les modes comme dans nos mœurs. Les Français ont une patrie et ne voudront enrichir que leur patrie; les Françaises n'emprunteront plus de parure étrangère; celle qui leur plaira le plus sera celle qui, formée par l'industrie nationale, les associera à la prospérité de la nation et les rendra bienfaitrices de l'indigence, qui a si longtemps gémi d'un goût aussi frivole qu'impolitique. L'habit français doit être fait par des mains

françaises. On ne se présentera plus à la Cour du Roi des Français qu'avec le cœur et l'extérieur d'un Français » (3).

De même les négociants lillois appellent au patriotisme des femmes. Ils disent par exemple dans les « Réflexions » présentées à l'Assemblée Nationale :

« Excitons la sensibilité de ce sexe qui détermine les goûts et les modes ; déclarons traître à la patrie et indigne du nom français celui qui serait assez osé pour se parer d'une étoffe fabriquée ailleurs que dans la patrie » (4).

Ainsi les industriels et les commerçants n'hésitaient pas à faire appel au patriotisme des Français, sentiment qui atteignait chez eux à ce moment le plus haut degré d'exaltation.

Par son projet, Goudard se proposait de « rendre moins funeste à la France le funeste traité fait avec l'Angleterre », « de protéger et de défendre la main-d'œuvre nationale contre l'industrie étrangère. »

« Nous sommes convaincus que vous atteindrez ce but en mettant des entraves à l'introduction de tous les objets que nos propres fabriques peuvent fournir à notre consommation ; d'où résulte la nécessité de quelques prohibitions » (5).

L'Assemblée renvoya le projet à un nouvel examen. Le deuxième projet fut beaucoup moins restrictif, mais tout de même conçu dans un esprit de protection. Il devint la loi du 2-15 mars 1791.

Le premier tarif de la Révolution devait être bientôt profondément altéré. La France entre dans la période des guerres. Les nombreuses lois « rela-

(3) His de Butenval, *Etablissement en France du premier tarif général de douanes 1787-1791*, Paris 1876, pp. 48 et 54.

(4) Levasseur, *Histoire du commerce de la France*, Paris 1912, t. II, p. 4.

(5) Voir pour les détails His de Butenval, *op. cit.*

tives aux marchandises de première nécessité qu'il est défendu de faire sortir de France » s'efforcent de retenir dans le pays les marchandises nécessaires à l'armement, à l'habillement et à l'entretien de l'armée. Un mois après la déclaration de guerre à la Grande-Bretagne, la Convention décrète l'interdiction de l'entrée en France des marchandises anglaises et de tous les pays avec lesquels la France est en guerre (6).

Sous le Consulat et sous l'Empire d'autres droits protecteurs et des prohibitions nouvelles sont établis à l'importation et à l'exportation.

Après la rupture de la paix d'Amiens (7), la guerre sur le terrain économique s'aggrava. Les fameux décrets de Berlin, du 21 novembre 1806 et de Milan du 23 novembre et du 17 décembre 1807 interdisent toute communication, toute correspondance et tout commerce avec l'Angleterre inaugurant le blocus continental.

Dans toutes ces mesures prises par Napoléon on ne voyait pas seulement les moyens dirigés contre le commerce ennemi. On les jugeait aussi comme les mesures tendant à ranimer l'industrie française et à vivifier les manufactures. Nous avons les preuves de cet état d'esprit. Il se manifesta surtout à propos du décret du 19 octobre 1810, condamnant aux flammes tous les produits anglais introduits sur le continent. Les représentants de l'industrie française marquèrent à cette occasion leur vive gratitude à l'Empereur, voyant dans cet acte, la délivrance de l'industrie française de la concurrence anglaise.

La chambre de Saint-Etienne envoya à l'Empereur une adresse dont voici un passage :

(6) Arnauné, *le Commerce extérieur et les tarifs de douane*, Paris, 1911, p. 130 et suiv.

(7) Dans le projet de tarif de 1803, l'esprit protectionniste prévalut également (Levasseur, *Hist. du commerce*, t. II, p. 70).

« Que sont quelques privations passagères ?... Les ressources, dont la France est susceptible quand un grand génie la dirige, vont être mises dans un plus grand jour et prouveront la supériorité d'une nation qui tient tout d'elle-même » (8).

Des adresses du même genre furent envoyées par les chambres de Tournai, de Douai, Saint-Quentin, Strasbourg, Mons, Reims, Cologne, Courtrai, Ypres, du Havre, d'Yvetot, de Gand, Carcassonne, Sainte-Marie-aux-Mines, Bolbec, Troyes, Liège, etc... (9).

L'adresse du tribunal de commerce et de la chambre consultative des arts et manufactures d'Angoulême contient la phrase suivante :

« Sire, votre décret du 19 octobre est un bienfait nouveau de votre profonde sagesse... son exécution ranimera l'activité nationale, donnera une nouvelle vie à nos manufactures, s'opposera à la sortie de nos capitaux, et, en nous accoutumant à chercher nos jouissances dans les productions de notre sol et dans les créations de notre industrie, nous affranchira pour jamais de tous les tributs que l'étranger s'efforçait de nous imposer » (10).

On voyait dans la mesure prise par Napoléon d'un côté le marché national exclusivement réservé à l'industrie nationale, autrement dit l'acheminement vers l'autarchie économique, de l'autre, le moyen qui allait permettre à l'industrie française de surplanter les produits anglais sur les marchés de l'Europe.

« Les cendres des marchandises anglaises fertilisent déjà nos ateliers » écrit la chambre des arts et manufactures de Sainte-Marie-aux-Mines (11). Le

(8) Cité par Levasseur, *Histoire du Commerce de la France*, Paris, 1912, t. II, p. 89.

(9) *Ibid.*

(10) *Le Moniteur*, décembre 1810.

(11) *Le Moniteur*, 31 décembre 1810.

commerce français, repoussé par les Anglais des marchés dans les Antilles et dans les Echelles du Levant, espérait de trouver des nouveaux débouchés en Europe.

Tels ont été les sentiments des producteurs français, heureux d'être protégés contre la concurrence étrangère par des prohibitions et par des difficultés d'importation équivalant à des prohibitions.

Après la cessation des hostilités la situation ne s'était pas beaucoup modifiée.

Le gouvernement de la Restauration avait tout d'abord l'intention d'orienter la politique commerciale de la France vers un protectionnisme modéré. Mais il se heurta contre une forte opposition des grands industriels partisans des prohibitions auxquelles l'Empire les avait accoutumés.

« Le parti de la protection, qui fut adopté en 1806, dit le cotonnier Feray, est encore le seul qui convienne aujourd'hui. » Il faut « favoriser le commerce national (intérieur) contre les essais et les usurpations du commerce étranger » (12).

Les prohibitions étaient en effet généralisées. « Il est aujourd'hui de principe constant, dit une circulaire des douanes de 1814, que la prohibition est une et sans aucune distinction d'origine (13).

On avait établi « l'uniformité dans le système prohibitif » sans faire de distinction entre les marchandises anglaises et celles des autres pays. Sous la Restauration, la prohibition constitue le régime de droit commun des produits industriels.

A côté de la protection industrielle, la Restauration introduisit un système de protection agricole qui n'existait pas auparavant. La loi du 16 juillet 1819 introduisit en France l'échelle mobile des

(12) Voir Levasseur, *Hist. du Commerce*, t. II, p. 107 et s.

(13) Cité par Arnauné, *op. cit.*, p. 155.

céréales, celle du 4 juillet 1821 renforçait ce système (14).

La protection qui ne s'étendait que sur les céréales (froment, seigle, maïs, avoine, orge, sarrasin) fut portée sur les bestiaux par la loi du 27 juillet 1822.

Nous pouvons discerner deux courants essentiels dans l'ordre des idées favorables au régime prohibitif de cette époque. L'un va vers l'autarchie économique, faisant suite à la vieille tradition mercantiliste, l'autre fort de certaines théories des physiocrates et d'Adam Smith tend par un singulier détour du raisonnement à l'isolement complet de l'économie française.

Le premier de ces courants a comme caractéristique cet élément offensif, dont nous avons souligné l'existence dans la politique de Colbert. Il consistait dans le souci de développer le commerce d'exportation et l'expansion économique de la France pour assurer de la sorte à la patrie la puissance et la prédominance parmi les grands Etats, et en même temps à limiter les importations au minimum.

Nous citons comme un des représentants de cette idéologie sous la Restauration, le comte de Vaublanc, ministre et député du Calvados. Il publia en 1822 une brochure intitulée : *Du commerce de la France en 1820 et 1821*, qui commence par les mots suivants :

« Il n'est rien de plus important que le commerce maritime. C'est lui qui fait prospérer l'industrie d'un peuple. Sans lui, cette industrie serait bornée aux rapports mutuels des provinces et circonscrite dans les pays voisins des frontières. Le commerce intérieur est plus considérable, sans doute; mais lorsqu'une nation est placée, comme la France,

(14) Arnauné, *op. cit.*, p. 163 et suiv.

« dans une telle situation qu'il est impossible que ses nombreuses provinces maritimes ne se livrent pas au commerce extérieur, les destinées de ce commerce extérieur doivent avoir la plus grande influence sur le commerce intérieur et plus encore sur la puissance de ce peuple et sur le rang qu'il doit tenir parmi les grands Etats de l'Europe. »

L'auteur n'est pas d'accord avec les fondateurs de l'école libérale sur la question de savoir quel commerce est plus important, intérieur ou extérieur (15). Il prend la cause du commerce extérieur et continue plus loin ainsi :

« On ne cesse de dire : la France est un pays agricole; que nous importe le commerce extérieur ? le commerce intérieur nous suffit; il sera toujours pour nous une source abondante de prospérité. Oui, la France est un pays agricole. Nos vins et nos eaux-de-vie sont une source de richesse pour nous ; mais quel est l'autre article d'agriculture d'une certaine importance, qui nous donne une balance favorable ? (16)

« Ce serait une grande erreur de ne voir dans le commerce qu'un échange de marchandises, plus ou moins avantageux. L'homme d'Etat voit plus loin; il y voit la puissance » (17).

Vaublanc se montre fervent partisan de la théorie de la balance du commerce. Pour lui, elle est synonyme de la puissance de l'Etat. Plus grand est le solde actif entre les importations et exportations, plus la nation gagne de richesses, plus elle est forte. Et Vaublanc s'efforce de démontrer « la nécessité du système prohibitif » en vue de diminuer les importations. La France n'a besoin d'importer que quelques matières premières en dehors de quoi elle peut très bien se suffire à elle-même.

(15) Voir supra p. 69.

(16) *Op. cit.*, p. 101.

(17) *Op. cit.*, p. 109.

« Il n'est rien qu'on ne puisse obtenir de l'activité et de l'industrie naturelle des Français. Songez que cette industrie avait tout créé sous Louis XIV (18).
« C'est dans les ordonnances de ce grand roi qu'il faut chercher la vraie science commerciale » (19).

Vaublanc veut être colbertiste sous tous les rapports. Comme le grand ministre de Louis XIV, il s'exprime contre toutes les entraves du commerce maritime qui n'entrent pas dans le système par lui adopté. Il est d'avis qu'il ne faut pas gêner inutilement le négociant.

Vaublanc repousse l'idée du libre-échange, qui lui paraît être purement théorique, très dangereuse pour la prospérité de l'industrie, de l'agriculture et par conséquent pour la prospérité du commerce français aussi.

La maxime « laissez faire » lui inspire de l'ironie : « Eh bien, laissez donc faire et luttez, en pratiquant cette maxime, avec les Anglais qui ne laissent point faire, et vous verrez bientôt quels en seront les résultats » (20).

La brochure de Vaublanc démontre quelle force attrayante avait encore sous la Restauration cette utopie des mercantilistes prétendant diminuer les importations tout en augmentant simultanément les exportations.

Le second courant, que nous avons mentionné et dans lequel s'engagent les conceptions prohibitionnistes de cette époque, présente un intérêt plus grand en tant qu'une étape de l'évolution de l'idée de l'autarchie économique.

Entre 1825 et 1829 parut une autre brochure due à un auteur inconnu et sur laquelle nous devons nous arrêter plus longuement ici. Le régime prohibitif était menacé en ce temps par les projets réfor-

(18) *Op. cit.*, p. 100.

(19) *Op. cit.*, p. 144.

(20) *Op. cit.*, p. 207.

mateurs du cabinet de Martignac, voulant orienter la politique commerciale française dans un sens plus libéral.

A cette époque les intérêts de la France étaient déjà très nettement divisés. Les industriels et les agriculteurs étaient, comme nous l'avons vu, des prohibitionnistes jusqu'à l'extrême. Ils se contentaient du marché intérieur et craignaient la concurrence de l'industrie anglaise tout particulièrement. Mais il y avait une branche de productions nationales qui avait besoin des marchés extérieurs plus que les autres pour l'écoulement de ses produits. C'était la viticulture. On entend les viticulteurs du Midi se plaindre de plus en plus souvent du régime prohibitif, qui, provoquant les représailles des pays voisins, fermait les débouchés pour les vins français et nuisait ainsi aux intérêts de la viticulture. Les mêmes vœux, demandant la levée des prohibitions, sont exprimés simultanément par les grands ports maritimes français, Bordeaux en tête. Il y avait de la sorte une vive opposition des intérêts du Nord et ceux du Midi.

A la fin de l'année 1833, Thiers, alors ministre du commerce, demandant la modification modérée du tarif, disait: « au sein de nos villes maritimes, on demande la plus grande liberté possible dans nos relations commerciales, au sein de nos villes manufacturières, on demande protection pour l'industrie nationale; ces prétentions contraires ne sont pas de vaines disputes d'écoles... Le gouvernement appartient à toute la France » (21).

Déjà, dans les débats sur la loi du 27 juillet 1822, renforçant le protectionnisme on a pu constater cette opposition (22). Elle était révélée ultérieu-

(21) Levasseur, *Hist. du Commerce*, t. II, p. 163.

(22) *Op. cit.*, p. 127.

rement par la fameuse et très intéressante *Enquête relative à diverses prohibitions* (1834).

« Depuis longtemps, disait la chambre de commerce de Bordeaux, dans l'intérêt du pays, comme celui du Trésor, nous avons exprimé l'opinion formelle que toutes les prohibitions doivent disparaître graduellement » (23).

Dans le même sens parlaient les propriétaires de vignes de la Gironde, en constatant que les exportations des vins sont en diminution. Ils ne songeaient naturellement qu'à placer mieux leur récolte. Même Lyon autrefois protectionniste devient de plus en plus sûr de la supériorité de ses belles soieries et ne craignant plus la concurrence semble être disposé en faveur d'une levée des prohibitions (24).

Mais le Nord, surtout dans les milieux de la filature et du tissage, dénonçait l'ouverture des frontières comme « mesure désastreuse » pour la prospérité publique. La chambre de commerce d'Amiens dénonce le commerce de Bordeaux, celui du Havre et les propriétaires de vignes qui veulent tenter une expérience plus que téméraire : introduire la liberté du commerce. Les industriels du Nord déclaraient : « toute notre existence manufacturière repose sur la prohibition », le système actuel est « une très bonne forteresse, l'industrie française n'a pas besoin de stimulant » (25).

Les projets du cabinet Martignac ont échoué. Mais les tentatives du gouvernement ont ému l'opinion. On commence à s'occuper de la controverse entre le Nord et le Midi.

Telles étaient les circonstances qui ont engagé l'auteur, dont le nom reste pour nous inconnu, à publier une brochure qui a dû paraître entre 1825 et

(23) *Op. cit.*, p. 164.

(24) *Op. cit.*, p. 165.

(25) Cité d'après l'*Enquête* de 1834 par Levasseur, *op. cit.*, p. 167.

1829 et qui portait sur: *Des intérêts respectifs du Midi et du Nord de la France dans les questions de douanes; de l'importance relative de l'industrie intérieure et du commerce extérieur; des intérêts spéciaux du commerce et de l'avenir industriel du royaume* (26).

Dans cette brochure, l'auteur commence par examiner si le Midi a réellement des intérêts relatifs aux questions douanières opposés à ceux du Nord, autrement dit, si le commerce extérieur a, oui ou non, des intérêts spéciaux opposés à ceux de l'industrie nationale.

Exposons le raisonnement de l'auteur.

On doit diviser tout d'abord, dit-il, le commerce en deux classes : le commerce intérieur et le commerce extérieur. En ce qui concerne l'importance de ces deux commerces, on doit répondre en faveur du premier.

Le commerce intérieur couvre toute la surface du pays. Il met en mouvement des produits d'une valeur au moins vingt fois plus élevée que le commerce extérieur, et il fournit des moyens d'aisance à un nombre de commerçants peut-être deux cents fois plus considérable que ce dernier. C'est pour cela que son importance pour le pays est beaucoup plus grande que celle du commerce extérieur. Puis les intérêts de l'industrie nationale sont intimement liés avec les intérêts du commerce intérieur. Il est le plus puissant auxiliaire de l'industrie qui, incapable de prospérer sans lui, se développe en conséquence. « Il est donc bien certain que pour les industries agricoles et manufacturières et pour le commerce inté-

(26) La deuxième édition de cet opuscule se trouve à la Bibliothèque de la Faculté de Droit à Paris (Mélanges de jurisprudence et d'économie politique, t. II, n° 26396), imprimée à Nancy vers 1833 sous le titre : *De l'avenir industriel de la France*, et c'est de celle-là que nous nous sommes servis pour notre étude.

rieur, il est de la plus parfaite exactitude de dire que les industries sont sœurs et que les progrès de chacune d'elles facilitent et provoquent le développement des autres » (27).

Il en est tout autrement des intérêts respectifs de l'industrie nationale et du commerce extérieur. L'idéal de ce genre de commerce serait qu'aucune nation ne produise les objets de sa propre consommation, mais que chacune d'elles suffise à ses besoins par les produits des peuples étrangers. « Le commerce maritime, dit l'auteur, a en horreur, et à juste titre, dans son intérêt spécial, toute conquête industrielle, par laquelle le pays peut remplacer le produit des importations » (28). Chaque pouce de terrain conquis par l'industrie du pays est un empiètement sur le domaine du commerce extérieur » (29).

Les conclusions qui ressortent de tout cela, démontrent clairement qu'il n'y a pas en France d'opposition d'intérêts entre le Midi et le Nord, mais qu'il y a bien celle entre l'industrie nationale, ou comme s'exprime l'auteur, l'industrie intérieure et le commerce extérieur.

Le problème ainsi posé, il faut choisir entre ces deux intérêts, opposés l'un à l'autre avec la plus grande intransigeance. Le choix n'est pas difficile et fut fait depuis longtemps, le simple bon sens ayant fait sentir de bonne heure aux nations, qu'il vaut mieux, pour elles, produire un objet qu'elles consomment, que l'acheter de l'étranger.

L'auteur donne comme exemple la France pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire. Par l'effet de ces guerres et surtout du blocus continental, la France était isolée de tout le monde. Pendant la durée de cet isolement, on a vu seuls les ports de

(27) *Op. cit.*, p. 17 et 18.

(28) *Op. cit.*, p. 19.

(29) *Op. cit.*, p. 20.

mer souffrir dans leurs intérêts. Mais, sur tout le reste de la surface du territoire, on observait le surcroît considérable de l'activité et lorsque la liberté commerciale fut rétablie, la stagnation générale s'en suivit (30).

Ainsi l'auteur se montre partisan du système prohibitif complet. « Chaque peuple est maître chez lui » et a toujours le droit de fermer ses frontières aux produits des autres nations.

A l'argument de l'école libérale qu'un tel isolement fera disparaître tous les liens de sympathie unissant les peuples qui échangent librement leurs produits, il répond que « la ligne du devoir est l'égoïsme national, c'est-à-dire, l'intérêt réel du pays », et qu'« aucune alliance n'est jamais solide si elle repose sur des mesures essentiellement variables et relatives aux transactions commerciales entre les nations ». En développant sa pensée, il arrive à la conclusion que le système de prohibitions et d'isolement sera plus favorable à la conservation de la paix entre tous les peuples pour cette simple raison que « les questions commerciales cesseront de figurer à l'avenir au nombre des causes de ces luttes qui désolent le monde » (31).

Nous voyons que l'auteur admettait sans réserves la possibilité d'un isolement complet, d'une autarchie économique idéale, où toutes les relations commerciales, ayant quelque importance, cesseraient entre les peuples. « Sous l'empire du système de protection, le commerce extérieur ne présenterait, selon lui, aux nations qu'un intérêt fort limité (32).

« Ceux qui soutiennent le principe de la division du travail sont les théoriciens qui s'efforcent de persuader les peuples qu'il leur faut prendre, dans la carrière industrielle, une route diamétralement

(30) *Op. cit.*, p. 23.

(31) *Op. cit.*, p. 35-38.

(32) *Op. cit.*, p. 38.

opposée à celle qu'ils ont suivie depuis qu'il existe des sociétés » (33).

A son avis, les questions sociales peuvent être considérées des deux points de vue fort différents : le point de vue patriotique et le point de vue libéral. Les idées patriotiques tendent à l'accroissement de la force du corps social, et l'esprit libéral, au contraire, défend les droits individuels contre les prétentions de la société et sa tendance est une certaine philanthropie cosmopolite (34).

Il n'est pas difficile de trouver les origines de certaines opinions renfermées dans la brochure, que nous examinons ici. Aussi bien les physiocrates que Smith et Jean-Baptiste Say ont insisté sur la supériorité du commerce intérieur par rapport au commerce extérieur. Certains auteurs, en se basant sur les théories des fondateurs de la science économique, abandonnaient ensuite la pensée libérale et s'inclinaient vers un exclusivisme national. Ainsi, par exemple raisonnait Fichte.

Chez certains économistes français, les idées évoluent dans le même sens. Un économiste peu connu, Louis Say, frère de l'illustre auteur du *Traité d'Economie politique*, semble appartenir à ce groupe. Il s'oppose tout particulièrement à l'internationalisme de l'école libérale. Dans ses *Études sur la richesse des nations* (35), Louis Say observe que selon A. Smith, « il est tout à fait indifférent à une nation qu'elle achète ce dont elle a besoin, soit des nationaux, soit de l'étranger; la seule chose qui lui importe, c'est d'acheter toujours au meilleur marché » (36).

Sur ce point, Louis Say n'est pas d'accord avec le grand économiste anglais. Il trouve que « heureu-

(33) *Op cit.*, p. 59.

(34) *Op. cit.*, p. 68.

(35) Paris, 1836.

(36) *Op. cit.*, p. 68.

sement un certain instinct national a garanti les législateurs de se laisser séduire par une théorie qui présente l'attrait d'une liberté sans limite ». Ainsi, ce « sentiment national, loin d'être en contradiction avec une saine théorie, y est tout à fait conforme, et c'est la théorie de Smith qui égare dans cette importante question » (37).

« On sait maintenant que les nations ne se payent réciproquement qu'en produits et non pas en argent. Mais ce qui est vrai de nations à nations, l'est aussi de provinces à provinces dans un même Etat, et les provinces du Nord et de l'Est de la France en fournissant leurs produits manufacturés aux provinces du Sud et de l'Ouest, procureraient aussi bien que l'Angleterre, un débouché aux produits agricoles de ces dernières provinces; mais ce débouché national a un immense avantage sur le débouché étranger » (38).

Louis Say voit cet avantage dans un accroissement considérable des revenus nationaux. Même dans le cas, où la fabrication de certains produits manufacturés serait plus chère en France, son utilité est pour lui incontestable. Le gain de deux provinces échangeantes accroît tout entier le revenu national, tandis que le commerce extérieur est seulement en moitié profitable pour la France.

Pour Louis Say, le commerce extérieur est une cause incontestable d'accroissement de la richesse publique, mais cet accroissement de richesse serait encore plus grand, si l'on ne lui demandait que ce seulement qui ne peut être fourni par le sol et l'industrie nationale. Le commerce intérieur est moins brillant, mais en masse il est beaucoup plus important (39).

(37) *Op. cit.*, p. 69.

(38) *Op. cit.*, p. 71.

(39) Cf. André Desmazières, *Louis Say*, Lille, 1911.

Toutes ces théories n'étaient pas évidemment sans influence sur la formation de l'idée de l'autarchie économique.

Nous parlerons plus loin de toutes les erreurs de l'auteur des *Intérêts respectifs du Midi et du Nord de la France*. Nous tenons tout d'abord à exposer et commenter tout ce qu'il a dit dans sa brochure. Il s'occupe de l'avenir du commerce extérieur. Toute cette partie de son exposé est visiblement tirée de l'*Etat commercial fermé* de Fichte.

Selon l'auteur inconnu, tous les peuples, en progressant et en s'avancant dans leur carrière industrielle, marchent fatalement vers la diminution de leur commerce extérieur (40).

« Pour le commerce d'échange entre les nations, tout doit nous faire prévoir que les progrès de l'industrie tendront à le diminuer plutôt qu'à l'accroître; et tout nous montre qu'un grand développement du commerce extérieur sur la surface du globe tient à une cause, qui tend sans cesse à s'effacer; savoir une grande inégalité dans la répartition des forces industrielles chez les diverses nations » (41). « On doit s'attendre à voir diminuer la masse du commerce extérieur chez tous les peuples du monde, dans une proportion analogue aux progrès de la civilisation et de l'industrie. » « C'est par les communications intellectuelles, c'est dans la carrière des sciences, des arts, de la littérature, dans les branches de connaissances qui se rapportent à l'industrie, que les peuples multiplieront leurs relations, à mesure qu'ils seront plus civilisés », mais non pas dans le commerce (42).

Il est donc clair que la politique commerciale du gouvernement ne peut pas prendre une direction

(40) *Des intérêts resp. du Midi et du Nord de la France*, p. 55 et suiv.

(41) *Op. cit.*, p. 57.

(42) *Op. cit.*, p. 56.

opposée à ce courant naturel de l'évolution économique. D'autant plus, que tout à fait instinctivement « dans tous les temps et chez toutes les nations, il a été de s'efforcer de s'approprier les branches de fabrication qui créent les produits, que l'on est forcé de demander à l'étranger » (43).

De la sorte les importations vont diminuer chez tous les peuples. Il est évident pour l'auteur qu'en conséquence dans la même proportion doivent diminuer les exportations. Et cela sera incontestablement pour le bien de tous les peuples. Les doctrines « répandues par l'école mercantile » ont exagéré l'importance du commerce d'exportation et son influence sur la prospérité du pays. Un pays, qui organise son industrie en vue d'exporter les produits sur les marchés éloignés, se crée imprudemment une situation très précaire. Quels résultats déplorables sont à craindre pour une nation qui a aggloméré un grand nombre d'ouvriers sur un même point et ont à redouter à chaque instant les perturbations qui résultent de mille circonstances industrielles ou politiques dans les relations des peuples entre eux (44). « Sous le rapport de la sécurité dans la continuation des débouchés, personne ne doutera qu'il n'existe une énorme différence entre les deux genres de consommation, soit à l'intérieur, soit à l'étranger » « Pour la consommation intérieure, au contraire, chaque peuple ne dépend que de lui-même pour le développement de sa prospérité et de sa richesse » (46).

C'est ainsi que l'auteur traduit certains passages de l'*Etat commercial fermé*. Mais, les faits qu'il observe lui-même semblent corroborer les idées de Fichte, qu'il fait siennes.

(43) *Op. cit.*, p. 56.

(44) *Op. cit.*, p. 60.

(46) *Op. cit.*, p. 44.

Le spectacle des crises économiques répétées, dont souffrait l'Europe et surtout l'Angleterre au lendemain des traités de 1815, fournit à l'auteur un exemple à l'appui de ses opinions.

L'Angleterre plus avancée dans la transformation de son outillage industriel pour les marchés extérieurs, que les pays du continent, avait voulu profiter du fait d'avoir devancé ses rivaux et, escomptant la réouverture du marché continental avec la paix de 1815, elle avait produit dans des proportions qui avaient dépassé la faculté d'absorption du marché. Cependant après 1815, le continent manque des moyens d'achat; il se produit l'engorgement, l'effondrement des prix, l'arrêt de la production et le chômage. Dans les centres d'agglomération ouvrière en Angleterre, se produisent les excès des chômeurs.

L'observation des faits qui se sont produits en Angleterre, engage notre auteur à conclure que dans ce pays « l'industrie s'était organisée de manière que tout était subordonné au commerce extérieur; lorsque le monopole s'est brisé entre ses mains, l'Angleterre a tout perdu » (47).

En passant à l'examen de la situation économique de son pays, l'auteur de la brochure dit que « pour la France, en particulier, le commerce extérieur n'a jamais été qu'un intérêt extrêmement secondaire, si on le compare aux sources de richesse que le pays trouve dans le développement de son industrie intérieure » (48). Et si elle avait concentré ses efforts encore plus spécialement vers le développement de son « industrie intérieure », elle aurait atteint une prospérité bien autrement solide que celle dont jouit l'Angleterre.

« Nos soieries et nos draperies offrent certes,

(47) *Op. cit.*, p. 78.

(48) *Op. cit.*, p. 38.

pour nous, un bel objet d'échanges avec l'étranger. Ces produits constituent les principaux articles de nos exportations, et ils y figurent pour environ 150 millions. Mais la plus modeste de nos industries, celle du cordonnier, crée des valeurs pour une somme beaucoup plus élevée, qui se produit et se consomme à l'intérieur. Les fabriques françaises de draps, que beaucoup de personnes croiraient anéanties, si elles étaient privées de leurs exportations, trouvent cependant dans la consommation du pays le débouché des 9 dixièmes au moins de leurs produits » (49).

L'auteur compare la France de son époque avec celle d'avant la Grande révolution. Il donne quelques exemples et arrive à la conclusion que « ce n'est pas au commerce extérieur que la France doit l'accroissement de sa richesse depuis 40 années, puisque le chiffre de ses exportations n'a pas encore atteint le niveau de ce qu'elles étaient en 1789 ».

Mais l'agriculture et toutes les branches de l'industrie intérieure ont dû nécessairement se développer à l'unisson de l'accroissement de la population et l'accroissement de l'aisance dans toutes les classes. « Et que l'on remarque que quand même notre pays serait privé de tout commerce avec l'étranger, il trouverait dans l'accroissement qu'a reçu son industrie intérieure, environ dix fois l'équivalent de cette perte » (50). « Chez nous, pendant la période de 40 années, qui a vu notre richesse industrielle s'accroître de plus d'un tiers, nos importations ont diminué » (51).

Ainsi, nous voyons un auteur français exposant l'idée de l'autarchie économique de la manière la plus complète. Influencé incontestablement par Fichte, pourtant il ne demande pas une transforma-

(49) *Op. cit.*, p. 40.

(50) *Ibid.*

(51) *Op. cit.*, p. 57.

tion radicale de la vie économique intérieure et ne lie en aucune façon son idée de la France isolée avec une réforme sociale.

Jusqu'ici, nous n'avons donné qu'une genèse des idées renfermées dans cette intéressante brochure. Nous nous proposons maintenant de les soumettre à un examen dans le but de réfuter quelques arguments de l'auteur, dont il se sert afin d'appuyer l'idée de l'autarchie économique. Ces arguments sont dûs à une interprétation erronée des faits économiques.

Les grandes découvertes de la fin du XVIII^e siècle et du commencement du XIX^e, faites dans le domaine de la technique de la production et du transport, accentuent rapidement l'industrialisation de l'Europe occidentale.

Toutes les nations civilisées s'efforcent de créer chez elles les industries qui leur manquent et on s'occupe partout du développement de toutes les forces productives du pays. En France, ce problème était tout particulièrement examiné et sa gravité hautement proclamée par Charles Dupin dans ses nombreuses études et écrits.

En même temps, les difficultés de la concurrence augmentent sensiblement. Certains producteurs, ayant jusqu'ici, en tant que fournisseurs, le monopole de leurs marchandises, éprouvent une gêne dans le placement de leurs productions sur les marchés des nations qui s'industrialisent à leur tour.

Dans ces circonstances, s'élabore une théorie tout à fait erronée, à savoir que l'industrialisation des nations, le développement de toutes les forces productives de chaque pays — l'évolution économique naturelle —, arriveront à mettre chaque nation dans un état, où elle pourra se suffire à elle-même.

Le commerce extérieur diminuera dans la même proportion que l'industrialisation générale avancera.

Nous avons vu que, d'après la théorie de Fichte, ensuite adoptée par l'auteur des *Intérêts respectifs du Midi et du Nord de la France*, le commerce extérieur est attaché à la cause qui disparaît, à savoir, les niveaux différents du développement des forces productives chez les diverses nations.

Voilà l'origine de l'idée soutenant que l'évolution historique des nations les conduit progressivement vers l'isolement économique. Le faible développement du commerce extérieur dans le premier quart du XIX^e siècle semblait confirmer cette conception. Les conséquences des guerres napoléoniennes se font sentir dans la vie économique jusqu'à 1825 environ. Le total du commerce français d'importations et d'exportations représente en 1805 et en 1824, un chiffre à peu près égal, 867 millions de francs en 1805 et 896 millions en 1824.

Par conséquent, ils ont été inférieurs au chiffre d'un milliard que la statistique avait enregistré vers la fin du règne de Louis XVI (52).

Ce n'est qu'en 1825 que le commerce extérieur de la France atteint le chiffre de 1.201 millions de francs. Il est nécessaire d'ajouter que toutes les données statistiques du commerce extérieur se trouvant dans notre brochure, correspondent à celles d'avant 1825.

Mais depuis 1825, la situation change tout à fait. La masse d'échanges internationaux, au lieu de diminuer avec les progrès de l'industrialisation des nations civilisées, se développe parallèlement. La politique protectionniste de la Restauration dut sans doute retarder le progrès du commerce extérieur français, mais ne put l'empêcher de se développer. En 1830, les importations et les exportations atteignent le chiffre de 1.211 millions de francs, en 1835—

(52) Levasseur, *Hist. du commerce extérieur de la France*, p. 147.

1595, en 1840—2.063 et en 1852—3.072 millions de francs (53).

Levasseur fait une comparaison entre certains chiffres qui donnent une notion du développement de l'activité économique intérieure de la France, et les chiffres de son commerce extérieur (54). Il arrive à la conclusion que tous ces chiffres augmentent assez en proportion avec celles du commerce extérieur.

En outre, M. Danos nous démontre, dans sa thèse par les données statistiques, que le plus grand commerce extérieur se fait entre les pays les plus industrialisés. « Les vieilles puissances de l'Ancien Continent sont les meilleures clientes les unes des autres et aussi les véritables fournisseurs et clientes des Etats-Unis. Une civilisation plus développée avec les besoins qu'elle engendre, une meilleure exploitation économique de ces pays, multipliant les objets échangeables, telles sont les raisons qui expliquent ces résultats » (55).

Entre deux pays industrialisés, dont les forces productives sont le mieux exploitées, la masse des échanges est toujours plus grande qu'entre un pays industrialisé et un autre, dont le niveau du développement économique lui est sensiblement inférieur.

Il est incontestable que les sociétés, depuis qu'elles existent, s'efforcent de développer leurs forces productives de la manière la plus complète, mais cela n'influence nullement le commerce extérieur dans le sens de le diminuer, comme prétendaient Fichte et notre auteur inconnu.

Tout cela démontre combien la conception de ces deux auteurs était éloignée de la réalité. Le genre de produits qu'échangent entre eux, deux pays don-

(53) Levasseur, *op. cit.*

(54) *Op. cit.*, p. 148.

(55) Danos, *l'Idée de l'autarchie économique et les statistiques du commerce extérieur*, Paris 1921, p. 57.

nés, ne reste pas le même alors que ces pays se développent d'une manière continue au point de vue industriel ; tout en changeant, tout en infligeant quelque gêne passagère à l'industrie de vieille routine, le progrès augmente la masse du commerce extérieur. Les dommages qui peuvent être causés par le commerce étranger à certains groupes de travailleurs sont exactement analogues aux effets du perfectionnement industriel en général.

L'évolution économique du monde a démenti la philosophie de Fichte et a démontré qu'il n'y a pas d'opposition entre « l'industrie intérieure » et le commerce extérieur, comme le prétendait l'auteur des *Intérêts respectifs du Midi et du Nord de la France*.

Il est incontestable que dans l'histoire du développement économique des peuples, on peut trouver des exemples, où un isolement plus ou moins long d'un pays engendra son industrie nationale. Le blocus continental de Napoléon fut en France, un stimulant pour les différentes inventions en vue de trouver des produits succédanés. La naissance de certaines industries aux Etats-Unis date de 1812 à 1815, c'est-à-dire de l'époque où le territoire des Etats-Unis était isolé de l'Angleterre.

Cependant en ce qui concerne la France, son développement industriel pendant le blocus ne peut être regardé comme un argument en faveur de son isolement économique, vu le fait qu'un immense marché comprenant plus d'un tiers de l'Europe et représentant 80 millions de consommateurs, restait encore ouvert à l'industrie française (56).

La France s'ingénia en effet à remplacer les produits que le commerce étranger fournissait auparavant, par des produits analogues. Mais les consom-

(56) Levasseur, *H. du commerce*, t. II, p. 79. Par ex. les soieries de Lyon approvisionnaient St-Petersbourg (p. 91).

mateurs souffrirent et payèrent cher l'avantage de ces inventions. Au mouvement des affaires qui parut considérable en 1810, succéda la crise de 1811, dont la cause principale fut le blocus (57).

Si le blocus continental a réellement contribué à la naissance de certaines industries en France, le régime prohibitif de la Restauration opposa la routine et l'indolence au progrès industriel.

L'enquête de 1834 a déjà enregistré ce fait. De même une enquête de 1860 a montré d'une manière très nette que sous le régime exclusif qui a dominé de 1792 à 1853 « un grand nombre de fabricants assurés de la possession exclusive de leur marché intérieur, ne se préoccupaient pas assez des progrès réalisés à l'étranger » (58).

L'auteur des *Intérêts respectifs du Midi et du Nord de la France* prétend en outre que toutes les fois que le pays produisant est son propre consommateur, c'est-à-dire que son industrie est organisée en vue de satisfaire uniquement aux besoins des nationaux, la vie économique et sociale de ce pays prend un caractère de stabilité et sécurité. Ces observations sur la situation de l'Angleterre et son industrie ne manquent pas de justesse. Mais nous pouvons objecter que dans un pays isolé, le danger d'une surproduction industrielle et d'une mauvaise récolte est toujours possible.

Une telle disproportion entre la récolte et la production industrielle doit nécessairement provoquer une crise, et celle-ci serait d'autant plus nuisible, que le territoire sur lequel elle s'étend est plus restreint. Une crise est moins grave quand elle s'étend sur le marché du monde entier (59).

(57) Cf. Levasseur, *Hist. des classes ouvrières de 1789-1870*, p. 397.

(58) Cité par Léon Poinsard, *Libre-échange et Protection*, Paris, 1893, p. 545.

(59) Cf. Lexis, *Historique du protectionnisme*, La Revue d'Economie pol., Paris, 1896.

Voilà comment se présente l'idée de l'autarchie économique dans le premier quart du XIX^e siècle. Nous retrouvons encore à cette époque les préoccupations mercantiles chez les partisans de cette idée. Vaublanc en est un exemple des plus frappants.

Néanmoins, nous voyons se former en même temps des nouvelles conceptions de l'autarchie, qui débarrassées des préoccupations mercantiles tendent vers un isolement complet de la France. Les auteurs de ces dernières commettent une nouvelle erreur, qui réside dans une analyse erronée de l'évolution économique du monde. Ils n'ont pas prévu les vraies conséquences du développement économique de toutes les nations. Les progrès réalisés par chaque nation sur le terrain économique devait, selon eux, supprimer la division internationale du travail. Or, les faits démontrent qu'au contraire, au fur et à mesure du développement économique des nations, la division du travail entre elles s'accroît et se traduit par l'extension des échanges internationaux.

Le système prohibitif constitué en France par les lois de 1819 et de 1821 pour les céréales; par les lois de 1816, de 1817, de 1818, de 1820, de 1822 et de 1826 pour les produits de l'agriculture et des grandes industries, n'était pas capable d'empêcher le grand développement du commerce extérieur de ce pays, dont les échanges avec les autres nations commencent à progresser d'une façon très énergique depuis 1825, quoique le régime prohibitif reste presque intact jusqu'au second Empire.

A partir de 1853, l'orientation de la politique douanière dans un sens plus libéral ainsi que les traités de commerce conclus entre 1860 et 1867 et contenant la clause de la nation la plus favorisée, donnent un nouvel essor aux échanges entre la France et les autres pays. Ils passent encore de 3.072 millions de francs en 1852 à 8.126 en 1866 (60).

Cette expansion du commerce de France n'est pas uniquement due aux réformes du second Empire. « La transformation des moyens de transport, les applications de la vapeur à la production industrielle, la multiplication des capitaux métalliques en sont les causes profondes » (61).

Mais depuis 1864, les affaires commencent à languir. Une surproduction dans plusieurs branches de l'industrie, un renchérissement du loyer des capitaux, les guerres, etc..., provoquent des crises successives. L'année 1874 ouvre une période de baisse graduelle des prix et en 1882, la crise financière jette le trouble dans les opérations du commerce extérieur.

En même temps de graves transformations s'opèrent dans l'économie mondiale. Une grande émigration européenne, qui se dirige vers les pays neufs, entre 1840 et 1870, facilite la mise en valeur de leurs forces productives. Tout d'abord ces pays neufs s'adonnent à l'agriculture et envoient en Europe leurs produits en paiement de l'intérêt des capitaux avancés par le vieux monde et en paiement des produits manufacturés dont ils ont besoin (62).

Cela amène la baisse des prix des produits agricoles et une crise dans l'agriculture européenne, à partir de 1875 environ. Les intérêts atteints réclament la nécessité de défendre le marché national. L'argument juissant de la plus grande faveur, est celui de la sécurité politique du pays, qui en cas de guerre pourrait être privé des produits alimentaires importés du dehors. Il se crée toute une théorie de l'autarchie économique concernant l'approvisionnement en produits alimentaires. C'est ainsi que le mouvement protectionniste regagne le terrain perdu dans toute l'Europe depuis 1860. Mais l'industrialisation de l'Europe occidentale et centrale provoque

(61) Arnauné, *op. cit.*, p. 303.

(62) V. Achille Viallate, *L'impérialisme économique*, Paris, 1923.

un accroissement considérable de la population. Elle se fait exclusivement au profit de l'élément urbain. Il faut demander au dehors, en quantités toujours croissantes, des produits alimentaires et des matières premières (63).

Les pays neufs et surtout les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, commencent à développer leurs industries manufacturières parallèlement à leurs productions agricoles. En Europe, on se préoccupe du moment prochain où les Etats-Unis n'achèteront plus les produits manufacturés du vieux monde, leur propre industrie étant capable dans un délai peu éloigné, non seulement de couvrir tous les besoins de leur population, mais encore de concurrencer les industries européennes sur leurs marchés nationaux.

Dans de telles conditions, les mêmes inquiétudes, que nous avons vues se produire dans le premier quart du xix^e siècle, apparaissent vers sa fin, mais dans un degré beaucoup plus grave et embrassant tous les pays industrialisés de l'Europe.

On cherche à conquérir et à s'assurer les débouchés nouveaux, pouvant se substituer aux anciens, qui jusqu'à ce moment étaient privés de leur industrie propre.

L'industrialisation de ces pays apparaît de nouveau comme un facteur, devant automatiquement arrêter les exportations des vieilles nations européennes.

Il est curieux de constater que ces inquiétudes réapparaissent dans les dernières années du xix^e siècle, époque où le commerce international entre dans un état de stagnation prolongée. On s'efforce de démontrer que l'évolution économique va vers un isolement réciproque de certains territoires économiques. Mais, grâce à un grand essor industriel,

(63) *Ibid.*, p. 45.

les pays tels que l'Allemagne, par exemple, ne peuvent plus se renfermer dans les limites de leurs frontières nationales. Une politique d'impérialisme économique se fait jour, stimulée par le sentiment national égoïste et l'esprit de rivalité.

Nous assistons, à cette époque, à la naissance de la théorie des grandes unités économiques. On se représente l'évolution économique du monde en chemin vers la formation des grands blocs économiques, devant partager entre eux toutes les terres du monde. Il n'y aura plus de place pour les nations petites et dépendant économiquement des autres. Une guerre douanière s'annonce et elle sera avantageuse à celui qui se passera le plus facilement de l'autre, soit comme acheteur, soit comme exportateur.

On aperçoit certains courants d'idées en Angleterre tendant vers la création d'une grande confédération anglaise par la transformation de l'Angleterre et de ses colonies en un seul grand territoire douanier uni.

Une autre grande unité douanière, aussi immense et déjà naturellement constituée, représente la Russie. Elle s'émancipe de plus en plus du reste de l'Europe par l'effort en vue du développement de ses industries. « Elle est assez vaste pour se suffire à elle-même et pour pouvoir fermer ses frontières », écrivait en 1891 A. Peez, député à la chambre de Vienne (64).

Les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, visant la réalisation d'une union douanière avec l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud, formeront une troisième puissance économique, qui se suffira à elle-même.

En comparaison avec ces vastes empires et territoires commerciaux, dont on prévoyait la création

(64) *A propos de la situation douanière en Europe*. Revue d'Économie pol., Paris, 1891, p. 121.

proche, les nations européennes paraissent comme de petites et faibles unités économiques incapables de se défendre. Elles doivent s'entr'aider par la formation d'une union douanière européenne. Cette union économique européenne serait « assez vaste pour se suffire à elle-même » (65). Elle serait indépendante pour les produits alimentaires et les matières premières de nécessité primordiale et trouverait en elle-même un marché suffisant pour sa production industrielle. Les industries des pays unis trouvant alors des débouchés nouveaux et suffisants, l'Europe pourra s'isoler au besoin et fermer la porte aux produits étrangers, sans crainte de réciprocité (66).

Ce sont les idées que professaient, vers 1890 environ, certains économistes allemands, comme Richard de Kaufmann (67), comte Paul de Leusse (68), Alexandre Peez (69), Schmoller (70).

Ils invitaient la France à prendre l'initiative d'une nouvelle politique économique de l'Europe.

Il n'est pas difficile de démontrer que toutes ces conceptions suivent le chemin ouvert par Fichte. Tous ces économistes considèrent tout autant que l'auteur de l'*Etat commercial fermé*, que l'évolution économique du monde marche vers la création de certains territoires autarchiques. La seule différence

(65) Comte Paul de Leusse, *l'Union douanière européenne*, Revue d'Econ. pol., Paris, 1890, p. 393.

(66) Cf. Henri Chardon, *A propos d'un projet d'union douanière entre les Etats du centre de l'Europe*, Paris, 1889.

(67) *L'Association douanière de l'Europe centrale*, Paris, 1886.

(68) *La paix par l'union douanière franco-allemande* et l'article cité plus haut.

(69) L'article cité plus haut ; *Zur neuesten Handelspolitik*, Vienne 1895 ; *Die Zukunft unsrer Handelspolitik*, Mitteilungen de la Société des économistes de Vienne, 1889.

(70) *Jahrbuch*, 1895. Voir aussi Andler, *Les origines du Pangermanisme*, Paris 1915. *Pangermanisme continental sous Guillaume II*, Paris, 1915.

entre eux et Fichte est que ce dernier attachait ses conceptions à un territoire d'un Etat national, tandis que les autres, comme A. Peez, Leusse, etc... à un territoire supernational.

Cependant en France, toutes ces idées ne jouissaient pas d'une grande faveur. S'il y avait ici des conceptions des unions douanières, elles étaient caractérisées par une idéologie diamétralement opposée à celle des auteurs allemands.

Dans la création future des unions avec les pays voisins on voyait plutôt un pas vers le libre échange.

Dès l'année 1831, il a été question de former une union douanière entre la France et la Belgique. Elle fut reprise par Léon Faucher. Dans sa brochure, qui parut en 1842, sous le titre : *L'Union du Midi, association de douanes entre la France, la Belgique, la Suisse et l'Espagne*, il blâmait la politique d'isolement et s'efforçait de faire comprendre aux Français un grand intérêt qu'ils auraient en s'associant économiquement à ses voisins et en introduisant le libre-échange au sein de l'union de plus en plus large. Il voulait ainsi hâter le triomphe de la liberté commerciale universelle.

C'était-là, plus tard, le point de départ de MM. Leroy-Beaulieu, de Molinari et aujourd'hui même de Charles Gide, dans leurs opinions sur les unions douanières.

Mais les économistes allemands voulaient autre chose. Ils voulaient constituer entre la France et l'Allemagne une union assez forte pour pouvoir au besoin mener une guerre économique avec le reste du monde. Leurs idées n'ont pas trouvé un bon accueil chez les protectionnistes français. M. Chardon écrivait en 1889, que l'union pourrait être tout à fait naturelle si les industries de chaque pays étaient différentes et si elles pouvaient se compléter. Cependant, elles se concurrencent et alors « les plus fortes

tueront les moins fortes, et les plus fortes ne sont pas celles de la France ».

« Il s'agit, dit-il, de savoir si pour mieux réagir contre l'invasion des produits anglais et américains, on ne va pas ouvrir ses portes toutes grandes à la concurrence victorieuse du voisin (71).

Les protectionnistes français se montrent hostiles aux projets d'une défense commune avec les Allemands de l'intérêt économique de l'Europe, mais ils sont absorbés par les mêmes inquiétudes en ce qui concerne son avenir. Certains d'eux se laissent même influencer par les théories prophétisant la division du monde économique en territoires autarchiques.

Claudio Jannet écrivait en 1889 les lignes suivantes, dans *le Socialisme d'Etat et la réforme sociale* :

« Il y a une grande décadence pour nos vieux pays. Leurs profits, comme exportateurs d'objets manufacturiers sont compromis. Dans un avenir prochain, les Indes, l'Australie, la Chine, se pourvoiront elles-mêmes de tous les objets de cette sorte. Les Etats-Unis commencent à se suffire. La Russie devient rapidement, elle aussi, une puissance manufacturière et avec les immenses espaces sur lesquels s'étend son empire en Europe, en Sibérie et dans l'Asie centrale, elle sera d'ici cinquante ans, un monde économique aussi important que l'Amérique du Nord. Ce jour-là, l'Europe occidentale, y compris l'Angleterre, perdra ses débouchés et il faudra que son industrie, organisée pour inonder de ses produits le monde entier, se contente de la consommation intérieure » (72).

A la tête des adhérents de cette théorie, se place un des protectionnistes français contemporains, M.

(71) *Op. cit.*, p. 7.

(72) *Op. cit.*, p. 511.

Jules Domergue. Dans son livre publié en 1890, sous le titre : *La Révolution économique*, il adopte pleinement la théorie des grandes unités économiques autarchiques et l'oppose directement à celle de la division internationale du travail.

En exposant les idées renfermées dans ce livre, nous verrons comment les opinions de M. Domergue, sur l'évolution économique du monde, se rapprochent de celles de son précurseur, l'auteur des *Intérêts respectifs du Midi et du Nord de la France*.

M. Domergue considère que, grâce au progrès technique, il se produit un grand nivellement industriel et commercial. « Après s'être opéré dans l'intérieur de chaque nation européenne, il doit s'étendre fatalement à tout le globe. Ce nivellement ne peut s'effectuer qu'au détriment des peuples autrefois les plus riches » (73).

Il nous dit dans la suite que, « quand les pays européens, comme l'Angleterre, la France et l'Allemagne, ont découvert la vapeur et l'électricité, ils étaient tentés de croire que le monde entier allait devenir leur tributaire. » « Il ne leur vint pas à l'esprit que nos magnifiques inventions pourraient tenter les autres peuples, provoquer leur émulation, les servir aussi bien que nous, peut-être mieux que nous » (74). Tous les pays nouveaux profitent actuellement des inventions des grandes nations européennes et deviennent peu à peu leurs dangereux concurrents. La vieille Europe grevée par les immenses dettes, par un régime militaire coûteux et ayant la main-d'œuvre coûteuse, ne serait pas en état dans le plus proche avenir, de rivaliser avec les pays nouveaux.

« Les journaux annonçaient le départ pour la Chine de quatre cuirassés construits en Angleterre et en Allemagne, et se félicitaient de ce nouveau dé-

(73) *La Révolution économique*, p. 14.

(74) *Op. cit.*, p. 4.

bouché ouvert à l'industrie métallurgique de l'Europe. » Mais, ce sont, observe M. Domergue, « des excellents modèles d'après lesquels les Chinois s'occupent déjà de travailler pour leur propre compte, en attendant qu'ils nous en fournissent de pareils à meilleur marché, que nous ne pourrons jamais, nous autres, établir » (75). Il va même jusqu'à dire que « l'outillage, établi en Chine d'après les modèles européens, est des plus perfectionnés, et avant peu, il permettra au gouvernement chinois de se passer de l'industrie européenne pour la création de ses flottes » (76). Les pays nouveaux ont les avantages incomparables sur les vieux, qui ont déjà des terres fatiguées, un horizon resserré dans des frontières beaucoup plus étroites, des forts salaires.

Dans les projets d'une union panaméricaine, M. Domergue voit un symptôme alarmant et une menace particulièrement grave pour les intérêts français. « Il s'agit, dit-il, d'une formidable ligue économique, dont le résultat serait d'isoler complètement l'ancien monde du nouveau » (77). « Dès aujourd'hui, le monopole de la vieille Europe est sérieusement entamé » (78).

La conclusion de tout ce qui précède est claire : l'Europe doit se défendre. « Il s'agit, non plus hélas, de reconquérir notre suprématie, mais de nous débattre » (79). Toutefois, avant d'envisager les intérêts collectifs de l'Europe, la France doit penser à son intérêt propre. Le jour d'une union douanière des pays d'Europe n'est pas venu. « L'agriculture et l'industrie française ont tout à redouter d'une telle union » (80). La France doit se défendre seule parce qu'elle peut encore le faire.

(75) *Op. cit.*, p. 11.

(76) *Op. cit.*, p. 10.

(77) *Op. cit.*, p. 360.

(78) *Op. cit.*, p. 371.

(79) *Op. cit.*, p. 28.

(80) *Op. cit.*, p. 372.

M. Domergue, lui aussi, semble voir l'opposition des intérêts entre la production nationale et le commerce extérieur. « Le commerce est utile, mais il ne crée rien », dit-il, se faisant l'écho des théories physiocratiques. « La première place dans notre sollicitude revient au producteur » (81).

Selon lui, on commet une grave erreur si en concluant les traités de commerce, ou en établissant le régime douanier d'un pays on fait prévaloir les intérêts du commerce sur ceux de l'industrie. « Le commerce est partout le même; il est d'essence cosmopolite, avons-nous dit, nous serions tentés d'ajouter antinational » (82). « A la vérité, qu'est-ce que notre commerce extérieur en comparaison avec le commerce intérieur ? Pas tout à fait la huitième partie » (83).

La France, de l'avis de M. Domergue, est condamnée à voir le cercle de ses débouchés se resserrer chaque jour. Il lui faut renoncer à l'idée que l'univers entier se dispute ses produits. Et avant tout, elle ne doit pas livrer sans défense à la concurrence étrangère le marché intérieur. La règle qui s'impose à sa politique économique est celle de ne pas sacrifier le plus sûr, le plus important de ses débouchés, le marché intérieur, pour conserver les marchés extérieurs (84).

Par conséquent, M. Domergue réclame des droits de douane suffisamment élevés pour assurer à la France « la souveraineté du marché métropolitain et du marché colonial » (85).

Il ne demande pas une politique d'isolement de la France à l'instant même, au point de vue économi-

(81) *Op. cit.*, p. 312.

(82) *Op. cit.*, p. 313.

(83) *Op. cit.*, p. 376.

(84) *Op. cit.*, p. 376. L'auteur souligne que le marché intérieur comprend celui de la France et de ses colonies.

(85) *Op. cit.*, p. 377.

que, mais il ressort de tout son livre qu'il est convaincu que le monde s'avance dans cette direction, et que plus ou moins tard, la France sera fatalement forcée de s'isoler. Voilà une de ses phrases dans laquelle il nous le dit explicitement. « Nous ne sommes pas de ces absolutistes qui rêvent d'isoler la France au milieu du mouvement commercial qui embrasse tout l'univers; nous désirons qu'elle prenne, aussi longtemps qu'elle le pourra encore, sa part dans ce mouvement » (86). Mais « la nécessité s'impose de nous retourner vers nous-mêmes. Avant tout, défendons-nous et faisons-nous vivre nous-mêmes. Si nous avons du superflu, nous l'exporterons » (87).

Ainsi, nous pouvons constater qu'à la base de toutes les conceptions de l'autarchie économique chez les protectionnistes du XIX^e siècle, se trouve cette opinion, d'après laquelle l'évolution économique des peuples avançant dans sa carrière industrielle par le développement de leurs forces productives, doit nécessairement les rendre indépendants de l'étranger, parce que chaque pas fait en avant dans le domaine économique par un Etat ou un groupe d'Etats diminue le degré de leur dépendance de l'étranger. Par le développement de leurs forces productives, ils ont moins besoin de produits de la nature et du travail des autres peuples.

De la sorte, les adhérents de l'idée de l'autarchie économique prétendent que les progrès faits dans la division du travail à l'intérieur d'un pays diminuent en proportion analogue les conséquences de la division internationale du travail.

Ce raisonnement pourrait paraître assez logique, s'il n'était pas démenti par la vie économique elle-même.

Il suffit de se reporter aux données statistiques

(86) *Op. cit.*, p. 385.

(87) *Op. cit.*, p. 396.

du commerce extérieur de différents pays pour se convaincre que nulle part le progrès économique d'une nation ne diminue son indépendance de l'étranger. Au contraire, les statistiques prouvent clairement que les conséquences de ce progrès sont toutes différentes. Plus un pays est avancé dans la carrière industrielle, plus il échange de produits avec le reste du monde. Ses importations et exportations progressent harmonieusement. Et les exportations se dirigent dans une proportion beaucoup plus grande vers les pays industrialisés et dont les forces productives sont mieux exploitées.

M. Domergue, écrivant son livre, était sûrement impressionné par le faible développement du commerce extérieur de la France en cette époque. En effet, c'était l'époque de stagnation générale dans les échanges internationaux.

Les valeurs des importations et exportations de la France en moyenne quinquennale représentaient alors en millions de francs les sommes suivantes :

COMMERCE GÉNÉRAL (88)

ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
1871-1875	4.383	4.473
1876-1880	5.252	4.382
1881-1885	5.603	4.485
1886-1890	5.204	4.485

C'est pour cela que M. Domergue ne prévoyait point pour l'avenir un grand développement du commerce extérieur.

Mais si on partage le commerce extérieur de la France en pays de provenance et de destination, on relève l'erreur fondamentale qui reste à la base

(88) Tableau général du Commerce et de la Navigation de la France,

du raisonnement de l'auteur de *La Révolution économique*.

Le commerce extérieur de la France, entre 1880 et 1890, les importations et les exportations réunies, donne les chiffres suivants :

COMMERCE GÉNÉRAL (89)			
IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS			
	1880	1885	1890
<i>Total</i>	10.725	8.886	10.293
PAYS DE PROVENANCE ET DE DESTINATION			
Angleterre	1.966	1.593	1.981
Belgique	1.094	991	1.217
Allemagne	945	809	829
Etats-Unis	1.263	671	813
Quatre pays les plus industria- lisés	5.268	4.064	4.840

Les statistiques ci-dessus nous indiquent que presque la moitié des échanges de la France s'opère entre 1880 et 1890 avec les grandes puissances de l'Europe et avec les Etats-Unis.

Les chiffres concernant les exportations françaises relatifs à la même période donnent un tableau comme il suit :

EXPORTATIONS DE LA FRANCE (COMMERCE SPÉCIAL)			
	1880	1885	1890
<i>Total</i>	3.468	3.088	3.753
PAYS DE DESTINATION			
Angleterre	910	830	1.026
Belgique	465	437	538
Allemagne	363	300	341
Etats-Unis	332	254	329
Quatre pays les plus industria- lisés	2.070	1.821	2.234

(89) Tableau général du Commerce et de la Navigation de la France.

Nous voyons que l'Angleterre est le plus important client de la France. Après viennent la Belgique, l'Allemagne et les Etats-Unis, les pays les plus industrialisés.

La France qui exporte 60 o/o environ du total de ses exportations à destination de quatre pays les plus industrialisés, est-elle condamnée à s'isoler du monde entier parce que les pays nouveaux commencent à s'industrialiser ?

Notons encore que les exportations françaises en Chine, qui ne se développe au point de vue économique, que très lentement, passent de 3,4 millions de francs en 1880 à 4,1 en 1890 et ses exportations au Japon, pays qui se développe rapidement — de 5,2 millions de francs en 1880 à une somme de 15,3 millions en 1890.

Ainsi un pays qui fait des progrès économiques en développant ses forces productives dans le sens le plus large du mot, au lieu de se créer par ce fait une situation indépendante, se place en dépendance de plus en plus grande de l'étranger.

En ce qui concerne la théorie des grandes unités économiques supnationales se suffisant à elles-mêmes, elle n'est pas moins illusoire. Nous n'avons qu'à nous reporter aux statistiques soigneusement groupées par M. Georges Danos dans sa thèse dont nous avons déjà souligné l'intérêt (90).

Ses conclusions sont particulièrement suggestives.

« L'ensemble des observations statistiques, dit-il, permet d'affirmer qu'il n'y a aucune tendance à la création d'un lien de plus en plus étroit entre l'Angleterre et ses colonies. De 1898 à 1912, la proportion des transactions des colonies britanniques avec la mé-

(90) Danos, *l'Idée de l'autarchie économique et les statistiques du commerce extérieur*, Paris, 1921.

l'ropole est remarquablement quasi constante tant aux importations qu'aux exportations » (91).

Dans la même période « les Etats de l'Amérique du Sud ne fournissant que 11 0/0 des importations des Etats-Unis et n'absorbant que 5 0/0 des exportations de ces Etats, on est bien loin du prétendu Etat autarchique qui, selon les pangermanistes, serait réalisé par les Etats-Unis liés aux Etats de l'Amérique du Sud » (92).

「 * 』
* *

En poursuivant notre étude sur l'histoire de l'idée de l'autarchie économique en France, nous avons évité avec préméditation de nous engager dans les polémiques entre les libre-échangistes et les protectionnistes. En effet, ce n'est pas la doctrine protectionniste que nous nous sommes proposés d'étudier. Cependant notre sujet est intimement lié avec le protectionnisme :

1° parce que l'idée de l'autarchie économique trouve des adhérents parmi les partisans du système protectionniste;

2° parce qu'elle sert d'argument à l'appui de la protection douanière.

Nous ne voulons pas sortir des cadres que nous nous sommes imposés. Sans avoir l'intention d'étudier au fond la doctrine protectionniste, nous trouvons nécessaire de répondre à deux questions :

1° Quel rôle joue dans le protectionnisme moderne l'idée de l'autarchie économique;

2° Quelle est la valeur de l'argument fourni aux protectionnistes par cette idée.

Le protectionnisme au cours de l'évolution his-

(91) *Op. cit.*, p. 55.

(92) *Op. cit.*, p. 57.

thorique a passé par certaines phases. Tout d'abord fondé sur la théorie de la balance du commerce, il fut appliqué à l'industrie.

Au XIX^e siècle, au protectionnisme industriel est substitué le protectionnisme solidaire, qui embrasse et favorise également l'industrie et l'agriculture, c'est-à-dire tous les intérêts de la production (93).

On peut réduire au nombre de trois les arguments dont se servent les protectionnistes à l'appui de leur doctrine.

I. — Quelques-uns d'entre eux s'attachent à la théorie mercantiliste de la balance du commerce et prétendent que l'Etat doit s'efforcer d'exporter beaucoup et d'importer le moins possible.

II. — D'autres opèrent avec des arguments relatifs à l'éducation industrielle du peuple et qui sont ceux de Frédéric List.

III. — D'autres enfin basent le système protectionniste sur l'utilité pour une nation de conquérir son indépendance économique et mettent en avant la théorie « du marché intérieur aux nationaux ».

Or, la théorie de la balance du commerce ne peut servir aujourd'hui à l'appui du protectionnisme douanier. « Si l'on considère la balance du commerce comme la portion principale de la balance du paiement et on craint qu'elle peut provoquer le drainage des métaux précieux et une crise monétaire, on sait que la politique d'escompte des grandes banques centrales est aujourd'hui un procédé d'une efficacité directe et très supérieure au protectionnisme en vue de remédier aux tensions du marché monétaire » (94).

List remplace la théorie mercantiliste de la balance du commerce par la théorie de l'éducation in-

(93) Lexis, *Historique du protectionnisme*, Revue d'économie pol., 1896.

(94) Gide et Rist, *Histoire des doctr. éc.*, Paris, 1913, p. 333.

industrielle de la nation et fonde sur cette dernière son système de la protection douanière. Il oppose en même temps l'idée de nationalité à l'internationalisme de l'école libérale. Selon lui, il ne suffit pas pour la prospérité d'un pays que la masse des valeurs échangeables créée à un moment donné par le travail de ses habitants, soit la plus grande. List prétend que le pouvoir de créer des richesses est infiniment plus important que la richesse elle-même. La nation doit avant tout protéger et développer ses forces productives, même dans le cas où cela peut à un moment donné diminuer la masse des valeurs échangeables.

De toutes les activités productives, l'activité industrielle est la plus importante pour chaque nation. Et si pour développer l'industrie nationale, il lui faut une protection douanière, celle-ci est tout à fait justifiable. « C'est seulement chez les peuples qui possèdent toutes les qualités, toutes les ressources morales et matérielles requises pour établir chez eux une industrie manufacturière et pour parvenir ainsi au plus haut degré de civilisation, de prospérité, de puissance politique, mais que la concurrence d'une industrie étrangère déjà fort avancée arrêterait dans leurs progrès, c'est chez eux seulement que les restrictions commerciales en vue de créer et de soutenir une industrie manufacturière peuvent être légitimes » (95).

Et le système protectionniste n'est justifiable « que jusqu'à ce que cette industrie devienne assez forte pour ne plus craindre la concurrence étrangère » (96).

Ainsi le protectionnisme de List est un système transitoire légitime pour un pays qui a besoin de l'éducation industrielle. Il ne doit jamais s'étendre

(95) List, *Système National d'Economie politique*, Paris, 1857, p. 289 et 290.

(96) *Ibid.*

sur l'agriculture, et doit être seulement une forme momentanée du principe supérieur de solidarité économique nationale.

« Dans quelques dizaines d'années, disait List, les nations civilisées du monde, par le perfectionnement des moyens de transports, seront sous le rapport matériel et intellectuel, unies aussi ou même plus intimement que les comtés de l'Angleterre il y a un siècle » (97).

Il est bien évident que l'argument de l'éducation industrielle ne peut pas être suffisant comme explication du système protectionniste moderne. Les nations telles que l'Allemagne, les Etats-Unis, etc..., n'ont pas besoin aujourd'hui de l'éducation industrielle.

« Ils ont atteint depuis longtemps, dit M. Rist, cet état nécessaire à la pleine expansion de leur civilisation et de leur puissance » (98).

D'autre part, List justifie seulement la protection des industries et la protection transitoire. Cependant le protectionnisme moderne est un système généralisé favorisant toutes les branches de la production nationale et il prend un caractère d'un exclusivisme permanent.

Mais Frédéric List n'est pas seulement le théoricien du protectionnisme, il est aussi le théoricien du nationalisme économique. Si son protectionnisme n'est pas le même que celui qui se développe à la fin du XIX^e siècle, son idée de la nation complète, de la nation normale a beaucoup influencé les protectionnistes modernes.

Ainsi, nous arrivons au troisième argument des protectionnistes, celui de l'autonomie économique, qui, à lui seul, pourrait justifier la politique protectionniste moderne. Et c'est pour cette raison que M.

(97) List, *op. cit.*, p. 230.

(98) Gide et Rist., *Histoire des doctrines écon.*, Paris, 1913, p. 327.

Edouard Plantagenet, voulant réfuter le protectionisme actuel, lui consacre presque tout son livre intitulé : *Le problème douanier et le système de protection directe* (99).

« Admettre pour un pays, dit M. Plantagenet, la possibilité de réaliser son autonomie économique, c'est nier cette base fondamentale de la vie des peuples : la division internationale du travail qui, en établissant la coopération de tous à la satisfaction des désirs de chacun, est la véritable source du progrès et de la civilisation » (100).

Cependant, M. Paul Cauwès (101) observe qu'il existe trois sortes de divisions du travail. Il y a une division du travail à l'intérieur d'un atelier, il y a une division nationale du travail qui s'établit au sein de la nation entre plusieurs sortes de travaux et il y a enfin une division internationale du travail.

M. Cauwès prétend que la division nationale du travail est la plus importante pour la prospérité d'un pays. Selon lui, cette division du travail à l'intérieur d'une nation se développe indépendamment. Au sein de la nation, « les cultures, les fabriques et le commerce, comme les organes d'un même corps languissent ou se fortifient en même temps. Ils sont soumis à une loi de croissance intérieure » (102).

M. Cauwès oppose à l'idée d'une division internationale du travail, celle des nations se consacrant chacune à toutes les branches de l'activité économique. Il semble croire que la division internationale du travail peut étouffer celle qui doit s'opérer au sein d'un pays.

Cette opposition ne semble pas justifiée. Le développement le plus complet de toutes les forces productives d'une nation est incontestablement de

(99) Paris, 1924.

(100) *Op. cit.*, p. 42.

(101) *Précis d'économie pol.*, Paris, 1879, t. I, p. 629.

(102) *Op. cit.*, t. I, p. 629.

première importance pour elle. Mais l'évolution économique du monde nous prouve que le développement de la division nationale du travail est absolument solidaire avec celui de la division internationale du travail.

Ainsi que nous l'avons déjà mentionné, les pays les plus industrialisés et dont les richesses sont le mieux exploitées ont toujours le plus grand commerce entre eux. Il est vrai que « le législateur doit avoir le souci du développement harmonieux des forces productives du pays » (103), mais s'il veut atteindre ce but par les restrictions portées contre le commerce extérieur en bloc, ce que demande M. Cauwès, il le manquera.

La division internationale du travail ne signifie pas que les pays doivent ne fournir que quelques produits. M. Charles Gide fait très justement observer qu'en fait les pays libre-échangistes comme la Belgique, la Hollande ou l'Angleterre, ont une industrie non moins diversifiée que celle des pays protectionnistes.

Il est tout à fait illogique de prétendre que par le développement des forces productives d'une nation on la rendra autonome, c'est-à-dire indépendante, au point de vue économique, parce que l'état de l'interdépendance est justement le plus grand entre les pays le plus civilisés.

Et pourtant, M. Cauwès dit nettement que l'effort de la nation doit être dirigé vers une situation où les conditions d'indépendance seront assurées (104), et oppose l'idée de l'indépendance économique des nations à la prépotence industrielle des unes sur les autres (105).

(103) *Op. cit.*, t. I, p. 620.

(104) *L'économie politique nationale*, Revue d'Economie pol., Paris, 1898.

(105) Voir la préface à la traduction du livre de Patten, *les Fondements économiques de la protection*. Paris 1899.

Empruntant les arguments d'Adam Smith, M. Cauwès s'efforce de démontrer l'infériorité du commerce extérieur par rapport au commerce intérieur.

« Partout le commerce intérieur, dit-il, a une part prépondérante dans l'activité industrielle; les échanges extérieurs ne forment qu'une masse comparativement faible. Développer le commerce intérieur est donc en réalité le plus grand intérêt national. Le bénéfice d'un échange intérieur appartient tout entier au pays où il s'accomplit, tandis que le plus souvent (sinon nécessairement) le bénéfice d'un échange entre deux pays est partagé entre eux » (106).

Il parle aussi d'un superflu exportable. Selon lui « le commerce extérieur sert seulement à compléter les approvisionnements d'un pays et à écouler le superflu de sa production » (107). Le marché intérieur est le foyer principal d'une activité économique multiple; le trop plein de la production s'écoule au dehors et procure en échange ce que l'industrie nationale ne peut aucunement donner ou ne pourrait donner qu'à plus grands frais » (108). M. Cauwès s'oppose ensuite à la théorie de Mill, sans l'analyser de plus près. Il n'admet pas que l'avantage du commerce extérieur vienne toujours des importations (109).

Au cours de notre étude nous avons vu de quelle manière ont évolué les opinions sur le rôle du commerce extérieur. Les mercantilistes ont considéré que chaque nation travaille avant tout pour elle-même et en vue de sa propre consommation. Chaque Etat doit se constituer économiquement en un corps

(106) *Précis d'Economie politique*, Paris, 1879, t. I, p. 627. Voir aussi *Cours d'Economie politique*, Paris, 1893, t. II, p. 471.

(107) *Cours d'Economie politique*, Paris, 1893, t. II, p. 471.

(108) *Précis d'Economie politique*, Paris, 1879, t. I, p. 646.

(109) *Ibid.*

complet, vivant d'une vie économique indépendante. Le commerce extérieur utile et désirable, pouvant enrichir l'Etat, n'est alimenté dans un Etat bien organisé que par l'excédent de la production sur la consommation intérieure (110).

Les physiocrates et Adam Smith ont des vues beaucoup plus larges sur le mécanisme des échanges internationaux, mais tout de même ce dernier voit encore dans le commerce extérieur le moyen pour un pays d'exporter le surplus de sa production (111).

Un progrès décisif dans l'évolution des théories du commerce marquent les œuvres de Ricardo et surtout de Stuart Mill. Ricardo et Mill transportent le centre de gravité des exportations sur les importations. Ce sont les importations qui présentent, pour eux, tous les avantages directs du commerce extérieur. Chaque pays, ayant besoin des produits du sol et du travail des autres peuples, s'efforce de produire les marchandises demandées par l'étranger et se soucie d'obtenir le plus possible en échange de ce qu'il donne. En même temps le commerce extérieur lui permet d'utiliser ses richesses et les capacités de ses habitants d'une façon beaucoup plus large. Voilà la théorie, dite anglaise, qui est conforme au principe de la division internationale du travail.

Les protectionnistes modernes se basent sur un raisonnement tout différent. Ils voient toute l'utilité des échanges internationaux dans les exportations. Les exportations sont pour eux en quelque sorte le but par elles-mêmes. Ils regardent les importations comme une nécessité qu'il faut éviter autant que possible. Les importations peuvent fournir à la consommation ou à l'industrie les matières qui leur font défaut, mais c'est toujours pour le pays une dépense

(110) Voir plus haut, p. 21 et suiv.

(111) Voir plus haut, p. 67.

qui doit être inscrite à son débit (112). L'industrie nationale doit avant tout satisfaire aux besoins de la population du pays et n'exporter que le superflu de la production. Cette vieille théorie mercantiliste, qui s'oppose à la division internationale du travail, trouve encore aujourd'hui des adhérents. Nous l'avons trouvé chez M. Cauwès.

« Disposer d'un surplus exportable, dit encore M. Boret, c'est être indépendant, c'est-à-dire très fort économiquement et socialement, c'est dominer le marché mondial de la politique et de la finance » (113).

Cette théorie, qui voit dans les exportations le but par elles-mêmes et qui est intimement liée avec la théorie mercantiliste du superflu, ne peut pas être admise. Les exportations consistent à céder à des consommateurs étrangers une partie des produits du sol et du travail d'un pays. Cette action seule ne peut pas être le dernier but pour le pays. Il peut de la sorte acquitter ses dettes, devenir créancier et dans le dernier résultat s'enrichir, mais seulement grâce aux importations de l'étranger. Même les revenus de capitaux placés à l'étranger ne peuvent être tirés que sous la forme des importations des marchandises ou l'acceptation des services, etc. Les importations dans le sens le plus large, comme comprenant les services aussi bien que les marchandises seront toujours pour un pays le dernier résultat de ses échanges avec les pays étrangers.

Le mouvement des échanges internationaux actuel prouve en toute évidence que la conception d'un superflu est purement théorique et ne tient pas compte des faits. Nous avons de nombreux exemples où un pays exporte par la frontière du sud la même

(112) V. Gide, *Cours d'Economie politique*, 7^e édit., t. II,

p. 17.

(113) *Pour et par la Terre*, Paris, 1921, p. 312.

denrée, qu'il importe par la frontière du nord, parce que la population habitant les provinces septentrionales est plus proche du producteur étranger, que du producteur indigène.

Marcel Dubois constate très justement que le grand développement des communications « a rendu telle province de la France plus solidaire économiquement du voisin étranger que du compatriote lointain » (114). Tout en considérant cette situation comme une anomalie, il observe au même sujet : « Si jadis le commerce extérieur se composait exclusivement de l'excédent laissé disponible après les opérations du commerce intérieur, il n'est plus de même aujourd'hui. »

En outre, l'avis fréquemment rencontré est que chaque pays fait venir de l'étranger produits ou marchandises, qu'il ne trouve pas sur son sol ou dont la production est plus chère. Toutes ces distinctions sont trop simplistes dans l'état actuel des relations commerciales entre les nations. Les marchandises échangées entre les pays, ne diffèrent souvent que très peu, rien que par leurs qualités par exemple. Le commerce ne dépend dans ce cas que des goûts très raffinés des consommateurs et des besoins très diversifiés par la civilisation. Ainsi Paris importe les vêtements de Londres et Londres importe les vêtements de Paris. Les telles relations entre les pays civilisés sont de plus en plus nombreuses.

Il est incontestable que dans le commerce extérieur les importations sont toujours le dernier résultat et elles présentent l'avantage le plus important, mais il ne faut pas tomber dans une autre extrémité et prétendre, comme le fait l'école anglaise, que les importations présentent le seul avantage du commerce extérieur.

(114) Dubois et Kergomard, *Géographie économique*, Paris, 1909, p. 134.

Les exportations, elles aussi, ont leurs avantages propres. Elles ont ce caractère offensif, dont nous avons parlé à propos des théories mercantilistes. En conquérant les marchés étrangers, la nation réalise son expansion économique et son expansion intellectuelle. Elle fortifie son prestige moral. Elle utilise mieux ses richesses qui, sans être exportées, pouvaient rester inexploitées (115).

Il est facile de tomber dans les différentes erreurs si on perd complètement de vue le fait que le commerce international a lieu entre les habitants particuliers de pays. Ce n'est pas l'Etat ou la nation qui commerce avec une autre, ce sont les particuliers qui exportent ou importent des produits, rendent les services aux étrangers, ou profitent de leurs services, etc. Les particuliers, qui montent et dirigent des grands établissements industriels envahissant les marchés lointains, développent dans des mesures beaucoup plus larges leur initiative, leurs capacités d'organisation, qu'en travaillant pour la consommation intérieure. Ils trouvent pour leur activité le terrain beaucoup plus vaste. En produisant pour les marchés extérieurs, ils ne pensent pas aux futures importations stimulées par leur effort exportateur, mais aussi ils n'exportent pas le superflu de leur production. Chaque pays civilisé a certaines industries qui travaillent dans une proportion plus grande pour les acheteurs étrangers qu'indigènes. Elles règlent leur activité relativement aux besoins de leurs clients étrangers. L'échange international apparaît nettement, sous un tel point de vue, comme une forme de la division du travail.

Ainsi, la supériorité de la théorie anglaise s'impose, non toutefois sans quelques corrections. Nous opposons cette théorie à celle des protectionnistes,

(115) Cf. Gide, *Cours d'Economie politique*, 7^e éd., t. II, p. 19.

liée, comme nous l'avons démontré, avec les idées de l'autonomie et de l'autarchie économique.

Si la politique tendant vers l'autonomie économique d'une nation était réalisée jusque dans ses conséquences logiques, elle aboutirait à rendre inutile tout commerce extérieur, c'est-à-dire qu'elle aboutirait à une autarchie économique. Il est incontestable que les protectionnistes modernes ne se posent pas un tel but, néanmoins la direction qu'ils donnent à la politique doit être considérée comme contraire à l'évolution économique du monde.

Ils enseignent en même temps qu'il y a un conflit entre les intérêts des nations. Ils transforment les nations en rivales au lieu d'en faire des collaboratrices. Le système protectionniste moderne a des tendances autarchiques très marquées.

M. Edmond Théry, un des protectionnistes français les plus connus, dit que « la politique économique de toutes les nations du monde tend aujourd'hui à développer toutes les branches de l'industrie indigène, afin que cette industrie puisse suffire à tous les besoins de la consommation nationale » (116). Il recommande cette ligne de politique à son pays. A son idée, pour atteindre ce but, il faut réserver au moyen de tarifs suffisamment élevés, le marché intérieur aux seuls producteurs français et en exclure les produits étrangers.

Le système douanier français actuel fut créé par la loi du 11 janvier 1892. Sans entrer dans des plus amples détails, nous voulons relever un de ses traits caractéristiques.

Ce système, ainsi que toute la doctrine protectionniste française, a un caractère nettement défensif. « Il tient par dessus tout à ne pas trop faciliter l'importation étrangère », dit M. Arnauné (117).

(116) *Les progrès économiques de la France*, Paris, 1908, p. 39.

(117) *Le commerce extérieur et les tarifs de douane*, Paris 1911, p. 526.

Le régime de 1892 a réservé au pays la maîtrise de ses tarifs, le parlement français étant libre de relever le taux des droits quand il le jugerait convenable, le gouvernement ne pouvant pas conclure les traités de commerce à tarifs annexés.

Quant aux conventions, elles accordaient aux pays étrangers le tarif minimum en échange de la clause de la nation la plus favorisée et pouvaient être annulées par une dénonciation douze mois à l'avance. « Si nous sommes les maîtres de modifier nos tarifs à l'échéance de douze mois, écrit M. Arnauné, la même faculté appartient aux puissances contractantes. Nous sommes exposés de la sorte à subir le contre-coup immédiat de toutes les variations qui se produisent dans leur politique commerciale » (118).

Un pays, qui adopte le régime de traités de commerce à tarifs annexés, conclus pour 10 ou 12 ans, crée des conditions beaucoup plus stables et favorables pour son commerce d'exportation.

En admettant que la politique douanière protectionniste a deux buts :

1° défendre le marché intérieur contre la concurrence étrangère, et

2° assurer les bonnes conditions pour son commerce d'exportation, nous sommes amenés à conclure que le régime français de 1892 place le premier de ces buts au-dessus du second.

Le souci de défendre le marché intérieur prime le souci d'expansion commerciale.

M. Arnauné donne des exemples où la crainte de sacrifier le marché intérieur au marché extérieur porte le protectionnisme français à préférer le maintien d'une tarification élevée sur les produits étrangers au gain d'une réduction des droits étrangers applicables aux produits français (119).

(118) *Op. cit.*, p. 381.

(119) *Op. cit.*, p. 526.

Le mouvement protectionniste qui commence à s'accroître pendant les vingt dernières années du xix^e siècle, progresse de plus en plus au xx^e siècle et embrasse presque tous les pays du monde.

Il est caractérisé, comme nous l'avons vu, par l'effort des nations à se créer une situation autant que possible indépendante au point de vue économique. Mais les transformations économiques réalisées au cours des dernières années du siècle précédent, transformations issues de la révolution industrielle, résultant des inventions techniques, sont dans ces conséquences, loin de pousser le monde économique sur le chemin que prévoyait à tort, M. Domergue.

Cette révolution économique accentuée de plus en plus l'état de l'interdépendance des nations en enchevêtrant les intérêts des uns avec ceux des autres.

* * *

La grande guerre a soudainement interrompu pour un certain temps ce progrès continu, « dont le résultat le plus important avait été de créer entre les nations une interdépendance économique étroite » (120). Le système économique mondial fut désorganisé dans tous ses éléments. L'équilibre dans les courants commerciaux fut rompu. Les belligérants demandent aux neutres des quantités considérables de matières premières et de vivres. En même temps, leurs exportations diminuent, leurs richesses étant hâtivement consommées pour une œuvre économiquement improductive.

Les crédits obtenus à l'étranger tempèrent les conséquences de ce déséquilibre pour le change français.

(120) Achille Viallate, *l'Impérialisme économique*, Paris 1923, p. 19.

Dans cette situation anormale, les appels faits au gouvernement et demandant la diminution des importations excessives et l'augmentation de la production nationale sont pleinement justifiés.

M. Bedouce (socialiste), observe en 1915, que pour le moment, la France paye ses importations considérables sans sentir de répercussion trop lourde sur le change. Mais il faut éviter autant que possible, à l'avenir, cet inconvénient. « Ce que nous n'avons pas chez nous, il faut le demander aux colonies, pour éviter tout tribut en or à l'étranger et sa répercussion sur le change » (121).

Au même sujet, M. Ribot, alors ministre des finances, s'exprime ainsi « Il faut que nous tâchions de limiter dans la mesure du possible des achats énormes que nous faisons à l'étranger. Je suis convaincu, pour ma part, que l'on pourrait en développant le travail national, en s'entourant de toutes les informations nécessaires, donner plus à la main-d'œuvre française et moins à la main-d'œuvre étrangère. Ce ne serait pas seulement pour notre pays une économie, puisque nous garderions en France l'argent que nous dépensons, mais nous ne contribuerions pas à augmenter jour par jour cette difficulté de change, qui pèse aujourd'hui si lourdement sur nous. Nous pouvons dans une certaine mesure aménager les choses de manière à produire nous-mêmes » (122).

Pendant la durée des hostilités, naissent certains projets pour l'après-guerre. Au plan de la Mitteleuropa, les alliés répondent par un projet de conserver entre eux après la guerre des rapports économiques plus étroits que ceux qu'ils n'avaient avant.

Ce projet trouve en France un accueil favorable en général. Mais dans certains groupes, le sentiment d'exclusivisme national prend le dessus.

(121) Chambre des Députés, Séance du 25 juin 1915.

(122) Chambre des Députés, Séance du 25 juin 1915.

Le 7 février 1918, l'idée d'une coopération économique étroite entre la France et les nations amies et alliées fut soutenue au Sénat, par M. Perchot. Mais elle trouva un adversaire dans M. Tournon, soutenant qu'il ne faut pas que la France soit tributaire d'aucune nation, fût-ce une nation amie ou alliée. « Il faut que la France fasse tout ce dont elle a besoin. » « Il serait très dangereux de laisser ventiler les productions entre les nations, même alliées dans les formes les plus intimes », parce qu'il suffit d'un changement dans l'alliance pour qu'une nation se trouve sans ressources.

C'est à ces sentiments que s'attache M. Clémentel, ministre du Commerce, voulant donner une nouvelle orientation à la politique économique de la France (123). « Certains, à qui la guerre n'a rien appris, dit-il, rêvent de renfermer notre industrie dans le vase clos du marché national. Les cahiers de revendications, que j'ai reçus de quelques groupements, m'indiquent qu'ils n'ont pas compris l'œuvre de demain; ils se bornent à demander l'augmentation des droits de douane. Nulle politique ne serait plus néfaste pour la France d'après-guerre, que celle du vase clos. Elle enrichirait les individus, elle appauvrirait immédiatement le pays. »

La politique de la France, continue M. Clémentel, doit être orientée vers l'expansion extérieure.

« L'exportation est le seul moyen normal d'introduire chez nous l'or du dehors ou de nous créer des crédits de compensation. Développer notre commerce extérieur, c'est la condition essentielle du relèvement économique de la France. » « Les statistiques d'avant-guerre marquent notre décadence sur le marché mondial. La cause principale de notre faiblesse a été notre prospérité à l'intérieur, notre thésaurisation, notre crainte du risque. Nous nous étions

(123) Chambre des Députés, Séance du 24 juillet 1918.

organisés dans l'ensemble du pays, pour conserver plus que pour acquérir. »

La guerre a posé avec une singulière acuité la question du ravitaillement en matières premières. Toutes les tentatives faites par la France avant la guerre, ou depuis, pour organiser d'une façon durable la mise en commun ou la juste répartition des matières premières, ont échoué (124).

Cette question se pose surtout pour la France. L'égoïsme des pays détenant les matières premières oriente l'esprit français vers une meilleure utilisation des ressources que celles que lui offre son domaine colonial. Cette orientation s'est accentuée surtout après la grande guerre.

« Si nous voulons échapper à l'emprise étrangère, disait M. Barthe à la Chambre des Députés, le 20 décembre 1920, nous devons demander à nos colonies la matière première qui nous fait défaut et que nous tirons aujourd'hui de l'Amérique et de l'Angleterre. »

En avril 1921, M. Albert Sarraut, ministre des colonies, présente un « projet de loi portant fixation d'un programme général de mise en valeur des colonies françaises » (125).

Selon M. Sarraut, les colonies étaient jadis considérées surtout comme des débouchés pour les produits de la métropole, aujourd'hui, elles doivent être utilisées surtout comme fournisseurs des matières premières.

Dans sa *Nouvelle orientation économique*, M. Hauser développe tout le programme de la mise en valeur des colonies françaises. Il est incontestable que c'est une œuvre de premier intérêt pour le progrès économique de la France et de son domaine colonial.

(124) Voir Henri Hauser, *La Nouvelle orientation économique*, Paris, 1924, p. 136.

(125) Hauser, *op. cit.*, p. 133.

Mais, M. Hauser lie cette question avec le problème de l'autarchie économique, problème de l'indépendance économique et par conséquent politique de la France. La mise en valeur de toutes les colonies françaises, d'après un plan bien arrêté, envisageant l'ensemble de la question, est une œuvre devant laquelle la France ne peut pas hésiter. Mais il est illusoire d'attacher à cette question, celle de l'indépendance économique de la France. Le progrès économique du monde renforcera de plus en plus les liens réciproques entre les nations.

Après la guerre, l'idée de l'autarchie économique en France se lia plus intimement avec le problème colonial. *La Réforme Economique*, revue protectionniste des questions économiques et financières, fondée par M. Jules Domergue, y adhère particulièrement.

M. Domergue soutient constamment dans cette revue ses idées exprimées dans son livre : *La Révolution Economique*, que nous avons analysé. Il écrit en 1921 (126) : « Par suite du développement économique des Etats-Unis, du Japon, de quelques Etats de l'Amérique du Sud, du Canada, de l'Australie, la concurrence commerciale devient de plus en plus âpre. C'est même une des plus puissantes raisons qui imposent à tous les pays une politique de protection pour leurs industries. Ce n'est pas d'hier que *La Révolution économique* appelait l'attention sur les dangers que recélait la venue dans l'arène des peuples nouveaux, se transformant de consommateurs en producteurs. »

Dans la même revue, M. Maurice Rondet-Saint développe l'idée de lier la France avec ses colonies dans un tout se suffisant à lui-même.

« Le premier de tous les principes, dit-il, est que suivant les sages conseils donnés de toutes parts, à

(126) *La Réforme économique*, Numéro du 15 août 1921.

l'heure actuelle au pays, nous devons acheter à l'extérieur le moins possible, pour éviter notre exportation de numéraire; il nous faut à tout prix, vivre dans la plus large mesure sur nous-mêmes. Et quand je dis, « sur nous-mêmes », j'entends par là à l'intérieur de nos frontières de la métropole et d'outre-mer. » Il faut remarquer que les colonies françaises si elles étaient mieux exploitées, seraient capables de fournir à leur mère-patrie toutes les matières premières pour lesquelles elle était jusqu'ici tributaire de l'étranger. La mise en œuvre des colonies c'est une des tâches les plus urgentes, qui s'imposent immédiatement aux Français (127).

Pendant les années qui ont suivi la grande guerre, l'idée de l'autarchie économique est souvent suggérée dans la presse par de nombreux publicistes discutant différentes questions particulières de l'économie française. Mais elle y est très rarement exposée d'une façon nette et précise.

Il est tout le temps question d'une politique économique capable de donner « à l'édifice national la solidarité, permettant au pays de vivre sur lui-même et par lui-même » (128).

Depuis 1892, la France conserve toujours jalousement la maîtrise de ses tarifs douaniers. En 1919, par la loi du 29 juillet, ce principe fut encore raffermi. En vertu de cette loi, le Gouvernement fut autorisé à « négocier avec les pays étrangers, pour une durée déterminée, la concession de réduction de droits sur le tarif général calculée en pourcentages sur l'écart existant entre ce tarif de droit commun et le tarif minimum » (129).

La France peut donc librement modifier chacun de ces deux tarifs, sans que les pays contrac-

(127) *La Réforme économique*, Numéro du 20 janvier 1923.

(128) Rapport général sur l'industrie française, Ministère du Commerce, 1919, p. 330.

(129) *Journ. Off.* du 31 Juillet 1919.

tanls puissent s'y opposer. L'avantage concédé étant exprimé en pourcentage, continue d'exister indépendamment des taxes. On a aussi renoncé à stipuler d'une façon générale dans les traités de commerce, la clause de la nation la plus favorisée. Cette réforme crée un système encore plus souple que celui de 1892 en ce qui concerne la défense du marché intérieur, mais en même temps elle est plus onéreuse pour le commerce d'exportation, étant donné qu'il est pour la France très difficile de conclure sur une telle base les traités de commerce.

L'idée « du marché intérieur aux nationaux » domine toujours la politique douanière française. Mais la France n'est pas isolée aujourd'hui en ce qui concerne ces tendances, le sentiment national surexcité pendant la guerre ayant poussé au cours de ces dernières années toutes les nations dans cette direction.

« Chaque nation manifeste la volonté de faire tous ses efforts pour se rendre, autant qu'il se pourra, économiquement indépendante. Chacune entend établir chez elle, à quelque coût que ce soit, au moins les industries considérées comme fondamentales en cas de guerre. Dans un monde, où la paix n'offre qu'un caractère précaire, pareils sentiments sont naturels; quelle que soit la force des tendances économiques, elle ne saurait prévaloir contre eux » (130).

(130) Achille Viallate, *l'Impérialisme économique*, Paris, 1923, p. 291.

CONCLUSION

Nous terminons notre étude sur l'histoire de l'idée de l'autarchie économique en France. Nous voyons qu'elle accompagne pour ainsi dire toujours l'idée du protectionnisme dès la naissance de celui-ci.

L'idée de l'autarchie avait deux tendances distinctes chez les mercantilistes : la première représentée par Montchrétien au caractère défensif : la France doit vivre par elle-même et pour elle-même ; la seconde, celle de Colbert, considérant l'autarchie économique comme condition nécessaire d'une expansion commerciale et politique.

Chez les protectionnistes français du xix^e siècle et du xx^e, l'idée de l'autarchie économique n'a qu'un caractère défensif. On sait qu'il est économiquement impossible de vendre sans acheter. Mais, au moment, où en Allemagne se développent les idées autarchiques imprégnées par le souci d'élargir le territoire national et attachées à la théorie des grandes unités économiques supnationales, en France, libre des visées impérialistes, l'idée de l'autarchie tend simplement vers l'isolement économique de l'Etat.

Cette idée fut basée sur une interprétation erronée de l'évolution économique du monde. Le développement des échanges internationaux démontre avec une évidence frappante l'enchevêtrement de plus en plus grand des intérêts économiques et financiers entre les pays les plus civilisés. Si les échanges internationaux donnent la mesure de la division du travail entre les peuples, il nous faut conclure que cette division du travail est la plus développée entre

les pays les mieux exploités et les mieux industrialisés; c'est-à-dire entre les pays, qui ont le mieux développé leurs forces productives en réalisant la plus grande division nationale du travail.

Telle est la loi du progrès économique du monde, dont les divisions politiques ne sont pas capables d'arrêter le flux irrésistible de la vie économique mû par le perfectionnement de la technique. Cette intégration économique mondiale est la cause principale de l'amélioration du bien-être général.

La crise endurée après la grande guerre par toutes les nations simultanément, sans que les pays neutres en soient exceptés prouve suffisamment la communauté d'intérêts des peuples.

En même temps que les progrès de la vie économique lie les peuples de plus en plus étroitement, le sentiment national, inquiet par la dépendance croissante des nations les unes vis-à-vis des autres, s'efforce de sauvegarder autant que possible leur indépendance menacée. Cette discorde entre le sentiment le plus profondément enraciné dans la nature humaine et les tendances de l'évolution économique universelle arrête l'humanité sur le chemin du progrès. « Ce progrès, qui nous ruine plus qu'il ne nous enrichit », disent certains auteurs (1).

Et d'autres :

« Les progrès de la science sont tous les jours plus inquiétants au point de vue de la stabilité économique » (2).

« Pourquoi voulez-vous que nous, éleveurs du Limousin, contribuions à améliorer le port du Havre, pour nous créer des concurrents ? » (3).

(1) Voir Hauser, *la Nouvelle orientation économique*, Paris, 1924, p. 12.

(2) M. Clotz, cité par Daudé Bancel, *Le Protectionnisme et l'avenir économique de la France*, Paris 1916, p. 3.

(3) L'objection faite par M. Teisserenc de Bort à M. Yves Guyot (1891), Daudé Bancel, *op. cit.*, p. 5.

A un congrès de l'industrie nationale, tenu à New-York, en 1842, il fut soutenu, que la navigation à vapeur ayant baissé les prix de toutes choses, « il fallait des droits pour neutraliser le progrès » (4).

Ces opinions conçues pour le plus grand bien des pays, dont elles défendent apparemment les intérêts, les compromettent au contraire, ne permettant pas à ces pays de jouir pleinement des bienfaits de la civilisation. La division internationale du travail s'impose par la force même des choses à la vie économique moderne, elle y est la condition même du progrès.

Vu : *Le Doyen*, H. BERTHÉLEMY. Vu : *Le Président de la Thèse*, Ch. RIST.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL.

(4) *Ibid.*, p. 5.

BIBLIOGRAPHIE

Principaux ouvrages et articles utilisés dans ce travail

- AMÉ. — *Etude sur les tarifs de douanes et sur les traités de commerce*, Paris, 1876.
- AFANASSIEV. — *Commerce des Céréales en France au XVIII^e Siècle*, Paris, 1894.
- ANDLER (Ch.). — *Les origines du Pangermanisme*, Paris, 1915.
— *Le Pangermanisme continental sous Guillaume II*, Paris, 1915.
- ARNAUNÉ. — *Le Commerce extérieur et les tarifs de douane*, Paris, 1911.
- De l'Avenir industriel de la France*, Nancy, Imprimerie d'Haener.
- BARTHÉLÉMY. — *Etude sur Jean Bodin*, Paris, 1876.
- BASNAGE. — *Annales des Provinces-Unies*, t. II, p. 82-84, La Haye, 1726.
- BASTABLE. — *La Théorie du commerce international*, trad. par Sauvaire-Jourdan, Paris, 1900.
- BAUDRILLART (Henri). — *J. Bodin et son temps. Tableau des théories politiques et des idées économiques au XVI^e siècle*, Paris, 1853.
- BIGOT DE SAINTE-CROIX. — *Essai sur la liberté du commerce et de l'industrie*, Amsterdam, Paris, 1775.
- BODIN (Jean). — *Les six livres de la République avec un discours et responses du mesme autheur aux Paradoxes du sieur de Malestroit sur le rehaussement et diminution des monnoyes et le moyen d'y remédier*, Lyon, 1593.
- BODIN DE SAINT LOURENT (Jean de). — *Les idées monétaires et commerciales de Jean Bodin*, Thèse, Bordeaux, 1907.
- BONDOIS (Paul M.). — *La rivalité franco-hollandaise*, *Revue d'Histoire économique et sociale*, Paris, 1923, n° 1.

- VAN DER BORCHT. — *Handel und Handelspolitik*, Leipzig, 1907.
- BUTENVAL (comte H. de). — *Précis historique et économique du traité de commerce entre la France et la Grande-Bretagne, 1713-1786*, Paris, 1870.
- *Etablissement en France du premier tarif général de douanes 1787-1791*, Paris, 1876
- CHARDON (Henri). — *A propos d'un projet d'union douanière entre les Etats du Centre de l'Europe*, Paris, 1889.
- CLÉMENT (Pierre). — *Histoire de Colbert et de son administration*, Paris, 1874.
- CLÉMENT (Pierre). — *Histoire du système protecteur en France depuis le ministère de Colbert jusqu'à 1848*, Paris, 1854.
- COLBERT. — *Lettres, instructions et mémoires de...*, par Pierre Clément, Paris, 1861.
- Collection des principaux Economistes, éd. Guillaumin.
- CAUWÈS (Paul). — *Cours d'économie politique*, Paris, 1893. —
— *Précis d'économie politique*, Paris, 1879.
- DANOS (Georges). — *L'idée de l'autarchie économique et les statistiques du commerce extérieur*, Thèse, Paris, 1921.
- DARESTE DE LA CHAVANNE. — *Histoire de l'Administration en France*, t. II, Pièces justificatives (Mémoires sur le commerce).
- DAUDÉ-BANCEL. — *Le Protectionnisme et l'avenir économique de la France*, Paris, 1916.
- DES COURTILZ DE SANDRAS. — *Testament politique de messire J. B. Colbert*, La Haye, 1694.
- DESMAZIÈRES (André). — *Louis Say*, Thèse, Lille, 1911.
- DESSAIX (Paul-M.). — *Montchrétien et l'économie politique nationale*, Thèse, Paris, 1901.
- DIEHL (Karl). — *Deutschland als geschlossener Handelsstaat im Weltkrieg*, Stuttgart-Berlin, 1916.
- DIEZEL. — *Die Théorie von den drei Weltreichen*, 1900.
- DOMERGUE (Jules). — *La Révolution Economique*, Paris, 1890.
- DUBOIS (Marcel-Kergomard, J. G.). — *Géographie économique*, Paris, 1909.
- DUBOIS (A.). — *Précis de l'Histoire des doctrines économiques*, Paris, 1903.
- DUTOT. — *Réflexions politiques sur les finances et le commerce*, Collection des principaux économistes, Paris, 1843.
- Essai sur la politique douanière de la France*, Paris, 1919.

- FAUCHER (Léon). — *L'union du Midi, association de douanes entre la France, la Belgique, la Suisse et l'Espagne*, Paris, 1842.
- FAVRE. — *L'évolution économique dans l'histoire*, Revue d'économie politique, 1894.
- FERRIER. — *Du gouvernement dans ses rapports avec le commerce*, Paris, 1802.
- FICHTE (J. G.). — *Der geschlossene Handelsstaat*, Sämmtliche Werke, t. III, Berlin 1845-1846.
- FORBONNAIS. — *Recherches et considérations sur les finances de la France depuis l'année 1595, jusqu'à l'année 1721*, Basles, 1758.
- GERLOFF. — *Der wirtschaftliche Imperialismus*, 1915.
- GIDE et RIST. — *Histoire des doctrines économiques*, Paris, 1913.
- GOURAUD (Ch.). — *Histoire de la politique commerciale de la France*, 1854.
- HAUSER (Henri). — *La nouvelle orientation économique*, Paris, 1924.
- HECHT (H.). — *Vues politiques et économiques de Colbert*.
- HEUSS (Theodor). — *Kriegssozialismus*, Politische Flugschriften, 58 H. Stuttgart-Berlin, 1915.
- HORN (J. E.). — *L'Economie politique avant les Physiocrates*, Paris, 1867.
- HOYT (Henry-M.). — *De la Protection vis-à-vis du libre-échange*, New-York, 1886.
- INGRAM. — *Histoire de l'Economie politique*, Varigny, 1893.
- KAUFMANN (Rich. de). — *L'Association douanière de l'Europe centrale*, Paris, 1886.
- LAVALLEY. — *L'Œuvre d'Antoine de Montchrétien*, Thèse, Caen, 1903.
- LAVERGNE (L. de). — *Les économistes français du XVIII^e siècle*, Paris, 1870.
- LAVISSE (Ernest). — *Histoire de France*, t. septième, I. Colbert, Paris, 1911.
- LEGRAND (Robert). — *Richard Cantillon, un mercantiliste précurseur des Physiocrates*, Thèse, Paris, 1900.
- LEUSSE (Paul de). — *L'Union douanière européenne*, Revue d'économie politique, 1890, p. 393.
- LEVASSEUR. — *Histoire du commerce de la France*, Paris, 1911-12.
- *Histoire des classes ouvrières en France*, Paris, 1901.

- LEXIS.** — *Historique du Protectionnisme*, Revue d'Economie politique, Paris, 1896.
- LICHTENBERGER (H.) et PETIT (P.).** — *L'impérialisme économique allemand*, Paris, 1918.
- LICHTENBERGER et BLONDEL.** — *Les ambitions de l'Allemagne en Europe*, Paris, 1918.
- LIST (Frédéric).** — *Système national d'économie politique*, Paris, 1857.
- MAZAN (J. de).** — *Les doctrines économiques de Colbert*, Thèse, Paris, 1900.
- MELON (Jean-François).** — *Essai politique sur le commerce*, 1734, Collect. des économistes, Paris, 1843.
- MOLINARI (G. de).** — *Les conséquences du retour au protectionnisme*, Journ. des économistes, Paris, 1891.
- MONTCHRÉTIEN (Antoine de).** — *Traité de l'Economie politique avec introduction et notes de Th. Funck-Brentano*, Paris, 1889.
- NAUMANN (Friedrich).** — *L'Europe Centrale*, traduit de l'allemand par l'Argus Suisse de la Presse à Genève, Paris, 1916.
- ONCKEN.** — *Geschichte der Nationalökonomie*, Leipzig, 1902.
- PATTEN (Simon N.).** — *Les fondements économiques de la protection*, trad. de Lepelletier F., Paris, 1899.
- PERMEZEL (Paul).** — *Les idées des Physiocrates en matière de commerce international*, Lyon, 1907.
- PEEZ (Alexandre).** — *A propos de la situation douanière en Europe*, Revue d'économie politique, 1891.
- PIGEONNEAU.** — *Histoire du commerce de la France*, Paris, 1885 et 1889.
- POINSARD (Léon).** — *Libre-échange et Protection*, Paris, 1893.
- La Réforme économique*, Revue des Questions économiques et financières (Les articles de MM. J. Domergue, Lalouvert, Vergne, etc...).
- RONCIÈRE (de la).** — *Première guerre entre le protectionnisme et le libre-échange*, Revue des questions historiques, juillet 1895.
- SAY (Louis).** — *Principales causes de la richesse*, 1818.
- *Considération sur l'industrie*, 1822.
- *Traité de la richesse individuelle*, 1827.
- *Etude sur la richesse des nations*, 1836.
- SAUVAIRE-JOURDAN.** — *Isaac de Bacalan et les idées libre-échangistes en France vers le milieu du XVIII^e siècle*, Paris, 1903.

- SAVATIER (René). — *La théorie du Commerce chez les Physiocrates*, Thèse, Paris, 1918.
- SCHATZ (Albert). — *L'individualisme économique et social*, Paris, 1907.
- SCHÉRER (H.). — *Histoire du Commerce de toutes les nations*, trad. H. Richelot et Ch. Vogel, Paris, 1857.
- SCHILDER (Dr. Sigmund). — *Entwicklungstendenzen der Weltwirtschaft*, Berlin, 1912-1915.
- SCHMOLLER (Gustav). — *Das Merkantilssystem in seiner historischen Bedeutung*, Umriss und Untersuchungen zur Verfassungs-, Verwaltungs- und Wirtschaftsgeschichte, I, Leipzig, 1898.
- Testament politique du Cardinal duc de Richelieu*, Amsterdam, 1688.
- THÉRY (Edmond). — *Les progrès économiques de la France*, Paris, 1908.
— *La France économique*, Paris, 1900.
- TRUCHY (H.). — *Le libéralisme économique dans les œuvres de Quesnay*, Revue d'Economie politique, 1899, p. 925.
- TRUSTÉE. — *Le bilan de la guerre*, Paris, 1921.
- TURGEON (C.). — *Les idées économiques de Sully*, Revue d'Histoire économique et sociale, Paris, 1923, N° 3.
- VAUBLANC (comte de). — *Du commerce de la France en 1820 et 1821*, Paris, 1822.
- VÈNE (André). — *Antoine de Montchrétien et le nationalisme économique*, Thèse, Paris, 1923.
- VIALATE (Achille). — *L'impérialisme économique*, Paris, 1923.
- WAHA (Raymond de). — *Die Nationalökonomie in Frankreich*, Stuttgart, 1910.
- WOŁOWSKI. — *De l'organisation industrielle et de la législation douanière de la France avant Colbert*, Revue de Législation, Paris, 1843.
- ZIELENZIGER KURT. — *Die Alten deutschen Kameralisten, Ein Beitrag zur Geschichte der Nationalökonomie und zur Problem des Merkantilismus*, Jena, 1914.

